

T2 2019

Rapport trimestriel aux actionnaires

La Banque Scotia annonce les résultats de son deuxième trimestre

TORONTO, le 28 mai 2019 – La Banque Scotia a affiché un bénéfice net de 2 259 millions de dollars pour son deuxième trimestre, comparativement à 2 177 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,73 \$, comparativement à 1,70 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 13,8 %, contre 14,9 % pour l'exercice précédent.

Exclusion faite des montants liés aux acquisitions et aux cessions¹⁾, le bénéfice net a augmenté de 3 % pour atteindre 2 263 millions de dollars et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,70 \$, comparativement à 1,71 \$ pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 13,6 %, contre 15,0 % à l'exercice précédent.

« La Banque continue de réaliser des progrès constants dans l'exécution de sa stratégie, comme en témoignent la conclusion annoncée précédemment des acquisitions au Pérou et en République dominicaine et l'annonce de la cession au Salvador. Notre concentration géographique plus pointue, l'amélioration de la composition de nos activités et les progrès réalisés dans les services bancaires numériques renforcent la position de la Banque pour l'avenir », a déclaré Brian Porter, président et chef de la direction de la Banque Scotia.

« Nous avons affiché d'excellents résultats d'exploitation dans tous nos secteurs d'activité. Le bénéfice tiré de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises a grimpé de 8 % d'un exercice à l'autre, alors que les Services bancaires et marchés mondiaux ont fortement rebondi.

« Les Opérations internationales ont dégagé de solides résultats pour le trimestre à l'étude, le bénéfice annuel ayant affiché une croissance à deux chiffres. Ces résultats s'expliquent par la robuste croissance des prêts, en particulier dans les pays de l'Alliance du Pacifique, et par l'incidence des acquisitions. Notre force concurrentielle dans ces marchés de croissance de haute qualité nous procure d'importantes possibilités de croissance axée sur la clientèle. Nos activités chiliennes fusionnées nous permettent de gagner des parts de marché tout en créant des synergies considérables et de la valeur pour nos clients et nos actionnaires.

« Le Réseau canadien a dégagé d'excellents résultats pour le trimestre, grâce à la croissance des prêts aux entreprises et du bénéfice tiré des activités de gestion de patrimoine, de même qu'à une meilleure gestion des dépenses. La Banque a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer l'expérience client et de faire progresser l'adoption du numérique grâce au lancement de deux nouvelles plateformes au deuxième trimestre : Pro Santé+ Banque Scotia pour médecins et eHOME.

« Nous avons également annoncé notre intention de faire de la Gestion de patrimoine mondiale un secteur d'exploitation autonome à compter de l'exercice 2020 afin de souligner son importance et notre engagement stratégique à accroître nos activités mondiales de gestion de patrimoine.

« Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'est établi à 11,1 %, du fait de la forte autogénération de capital et de la gestion prudente de la croissance interne des actifs.

« Dans l'ensemble, nous avons obtenu de solides résultats à l'échelle de la Banque au deuxième trimestre. Nous avons bien progressé dans nos efforts visant à renforcer nos activités et à offrir une expérience client supérieure. Pour l'avenir, nous maintenons le cap sur la réalisation de notre stratégie différenciée et la réalisation d'une croissance durable à long terme ».

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir plus de renseignements.



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes. Se reporter aux renseignements à la page 72.

Faits saillants financiers

	Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
<i>(non audité)</i>					
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets	4 193	4 274	3 950	8 467	7 886
Revenus autres que d'intérêts	3 610	3 330	3 108	6 940	6 260
Total des revenus	7 803	7 604	7 058	15 407	14 146
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	873	688	534	1 561	1 078
Charges autres que d'intérêts	4 046	4 171	3 726	8 217	7 224
Charge d'impôt sur le résultat	625	498	621	1 123	1 330
Bénéfice net	2 259	2 247	2 177	4 506	4 514
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 125	2 107	2 042	4 232	4 291
Performance d'exploitation					
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,74	1,72	1,70	3,46	3,58
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,73	1,71	1,70	3,44	3,56
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	13,8	13,5	14,9	13,7	15,5
Ratio de productivité (en pourcentage)	51,8	54,9	52,8	53,3	51,1
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) ¹⁾	2,45	2,45	2,47	2,45	2,46
Données tirées de l'état de la situation financière (en millions de dollars)					
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	50 121	52 942	61 792		
Actifs détenus à des fins de transaction	117 140	106 956	99 655		
Prêts	583 815	566 105	517 918		
Total des actifs	1 058 169	1 034 283	926 310		
Dépôts	712 282	690 879	640 643		
Actions ordinaires	63 571	62 525	57 261		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	3 884	3 884	4 234		
Actifs sous administration	549 775	521 931	471 831		
Actifs sous gestion	297 167	281 489	213 112		
Mesures des fonds propres et de la liquidité					
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 (CET1) (en pourcentage)	11,1	11,1	12,0		
Ratio de T1 (en pourcentage)	12,5	12,5	13,5		
Ratio total des fonds propres (en pourcentage)	14,7	14,6	15,3		
Ratio de levier (en pourcentage)	4,3	4,4	4,8		
Actifs pondérés en fonction du risque – CET1 (en millions de dollars) ²⁾	415 212	408 565	375 901		
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	125	128	127		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux (en millions de dollars)	3 695	3 607	3 381		
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances (en millions de dollars) ³⁾	5 376	5 199	5 017		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,61	0,61	0,63		
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé) ⁴⁾	0,61	0,47	0,42	0,54	0,42
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé) ⁴⁾	0,49	0,47	0,46	0,48	0,45
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,50	0,50	0,45	0,50	0,46
Résultats ajustés¹⁾					
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars)	2 263	2 291	2 190	4 554	4 540
Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars)	1,70	1,75	1,71	3,44	3,58
Rendement des capitaux propres ajusté (en pourcentage)	13,6	13,7	15,0	13,7	15,6
Ratio de productivité ajusté (en pourcentage)	52,3	54,1	52,5	53,2	50,8
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ajustée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations ⁴⁾ (annualisé)	0,51	0,47	0,42	0,49	0,42
Données sur les actions ordinaires					
Cours des actions à la clôture (en dollars) (TSX)	73,78	74,80	78,92		
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	1 224	1 226	1 198	1 225	1 199
Nombre moyen – dilué	1 252	1 255	1 203	1 253	1 215
Clôture de la période	1 222	1 226	1 199		
Dividendes versés par action (en dollars)	0,87	0,85	0,82	1,72	1,61
Rendement de l'action (en pourcentage) ⁵⁾	4,8	4,8	4,2	4,8	4,0
Capitalisation boursière (en millions de dollars) (TSX)	90 188	91 679	94 591		
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	52,01	51,01	47,77		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	1,4	1,5	1,7		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	10,9	11,1	11,4		
Autres données					
Effectif (équivalent temps plein)	99 678	98 508	88 997		
Succursales et bureaux	3 147	3 076	2 983		

1) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

2) Conformément aux exigences du BSIF, avec prise d'effet le 31 janvier 2019, les actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit ont été intégralement appliqués. Au cours de l'exercice précédent, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit correspondaient à 0,80, à 0,83 et à 0,86, respectivement.

3) Compte tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de tous les actifs financiers : prêts, acceptations, exposition au risque lié à des éléments hors bilan, titres de créance et dépôts auprès d'autres institutions financières.

4) Compte tenu de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de certains actifs financiers : prêts, acceptations et exposition au risque lié à des éléments hors bilan.

5) D'après la moyenne des cours les plus hauts et les plus bas de l'action ordinaire pour la période.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est fourni dans le but d'aider le lecteur à évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque au 30 avril 2019 et pour la période close à cette date. Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Banque figurant dans le présent rapport aux actionnaires et le rapport annuel 2018 de la Banque. Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 28 mai 2019.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris son rapport annuel 2018, sur son site Web, au www.banquescotia.com. Il est également possible de trouver le rapport annuel et la notice annuelle de 2018 de la Banque sur le site de SEDAR, au www.sedar.com, et sur la section EDGAR du site de la SEC, au www.sec.gov.

Table des matières

Rapport de gestion	22 Faits saillants financiers trimestriels	38 Faits nouveaux en matière de réglementation
4 Mesures non conformes aux PCGR	23 Situation financière	39 Méthodes comptables et contrôles
10 Résultats financiers du Groupe	24 Gestion du risque	40 Perspectives économiques
13 Données par secteurs d'exploitation	35 Gestion du capital	40 Données sur les actions
22 Faits saillants par secteurs géographiques	36 Instruments financiers	
	37 Arrangements hors bilan	

Énoncés prospectifs À l'occasion, nos communications publiques comprennent des énoncés prospectifs verbaux ou écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à d'autres communications. De plus, des représentants de la Banque peuvent fournir verbalement des énoncés prospectifs à certains analystes, investisseurs, médias et autres intervenants. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Les énoncés prospectifs peuvent comprendre, notamment, les énoncés formulés dans le présent document, dans le rapport de gestion de la Banque figurant dans son rapport annuel 2018 à la rubrique « Perspectives », ainsi que dans tout autre énoncé concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ses résultats financiers prévisionnels et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « envisager », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « planifier », « viser » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel comme « devrait » et « pourrait ».

Du fait de leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous posions des hypothèses et sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que les prédictions, les prévisions, les projections, les attentes ou les conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses puissent être incorrectes et que nos objectifs de performance financière, notre vision et nos objectifs stratégiques ne puissent être atteints.

Nous conseillons aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes, des cibles, des estimations et des intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs en raison de divers facteurs de risque, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont l'incidence peut être difficile à prévoir.

Les résultats futurs liés aux énoncés prospectifs peuvent être influencés par de nombreux facteurs, dont, sans s'y limiter, les conditions générales de l'économie et du marché dans les pays où nous exerçons nos activités; les variations des taux de change et d'intérêt; la hausse des coûts de financement et de la volatilité en raison de l'illiquidité du marché et de la concurrence pour le financement; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; les changements apportés aux politiques monétaires, fiscales ou économiques et les modifications apportées aux lois fiscales et aux interprétations connexes; les changements apportés aux lois et à la réglementation ou aux attentes et exigences prudentielles, y compris les exigences et les lignes directrices relatives aux fonds propres, aux taux d'intérêt et à la liquidité, ainsi que l'incidence de ces changements sur les coûts de financement; les changements aux notations de crédit qui nous sont attribuées; le risque d'exploitation et le risque lié aux infrastructures; le risque de réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun; notre capacité à réaliser nos plans stratégiques, notamment à mener à terme les acquisitions et les cessions, ce qui comprend l'obtention des approbations des autorités de réglementation; les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations connexes sur ces estimations; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter, à former et à conserver des dirigeants clés; l'évolution de divers types de fraude ou d'autres activités criminelles auxquels la Banque est exposée; les perturbations et les attaques (notamment les cyberattaques) visant les technologies de l'information, l'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communication vocaux ou de données de la Banque ou visant Internet; l'augmentation de la concurrence dans tous nos secteurs géographiques et d'activité, notamment en provenance de concurrents offrant des services bancaires par Internet et par appareil mobile et de concurrents non conventionnels; l'exposition liée aux enjeux réglementaires et aux litiges importants; la survenance de catastrophes naturelles ou non et les réclamations découlant de ces événements; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur sa liquidité. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. La Banque tient à préciser que la liste ci-dessus n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque et autres facteurs potentiels pouvant avoir une incidence négative sur ses résultats. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion du risque » du rapport annuel 2018 de la Banque, compte tenu des ajouts figurant dans les rapports trimestriels.

Les hypothèses économiques importantes sous-jacentes aux énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont présentées dans le rapport annuel 2018 à la rubrique « Perspectives », compte tenu des ajouts figurant dans les rapports trimestriels. Ces rubriques « Perspectives » sont fondées sur les opinions de la Banque et leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de ces rubriques. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent l'avis de la direction à la date des présentes seulement et sont présentés dans le but d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière de la Banque, ses objectifs et ses priorités ainsi que sa performance financière prévisionnelle aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et ils peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Sauf si la loi l'exige, la Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, au www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), lesquels sont fondés sur les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), ni définies par les PCGR. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom ou à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La Banque est d'avis que certaines mesures non conformes aux PCGR sont utiles pour évaluer la performance des activités courantes et qu'elles permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans le présent rapport de gestion et elles sont définies ci-après.

Résultats ajustés et bénéfice dilué ajusté par action

Les tableaux suivants présentent les rapprochements des résultats financiers présentés conformément aux PCGR et des résultats financiers ajustés non conformes aux PCGR. Les résultats financiers ont été ajustés pour tenir compte des éléments suivants :

Montants liés aux acquisitions et aux cessions – Les montants liés aux acquisitions et aux cessions se définissent comme suit :

A) Coûts liés aux acquisitions

1. Coûts d'intégration – comprennent les coûts engagés dans le cadre d'acquisitions qui sont liés à l'intégration des activités acquises et qui sont comptabilisés dans les secteurs d'exploitation Réseau canadien et Opérations internationales. Ces coûts cesseront d'être engagés une fois l'intégration réalisée. Les coûts se rapportent aux acquisitions suivantes :
 - Jarislowsky, Fraser Limitée, Canada (*conclue au troisième trimestre de 2018*)
 - BBVA, Chili (*conclue au troisième trimestre de 2018*)
 - les activités de services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises de Citibank, Colombie (*conclue au troisième trimestre de 2018*)
 - Gestion financière MD, Canada (*conclue au quatrième trimestre de 2018*)
 - Banco Dominicano del Progreso, République dominicaine (*conclue au deuxième trimestre de 2019*)
 - Banco Cencosud, Pérou (*conclue au deuxième trimestre de 2019*)
2. Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale sur les instruments financiers productifs acquis, comme l'exige l'IFRS 9, comptabilisée dans les secteurs d'exploitation Réseau canadien et Opérations internationales. La norme ne fait pas de distinction entre les prêts productifs montés et acquis et, en conséquence, elle exige le même traitement comptable pour ces deux types de prêts. Ces pertes sur créances sont considérées comme des coûts liés aux acquisitions pour les périodes applicables. Ces coûts se rapportent à Banco Cencosud au Pérou et à Banco Dominicano del Progreso en République dominicaine pour le deuxième trimestre de 2019.
3. Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels. Ces coûts se rapportent aux six acquisitions susmentionnées ainsi qu'à des acquisitions antérieures et sont comptabilisés dans les secteurs d'exploitation Réseau canadien et Opérations internationales.

B) Profit net sur les cessions – a trait au profit sur les cessions de Scotia Crecer AFP et de Scotia Seguros en République dominicaine conclues au deuxième trimestre de 2019, ainsi qu'à la perte sur la vente des activités d'assurance et de services bancaires au Salvador annoncée au cours de cette période. Ces montants sont inscrits dans le secteur Autres.

Rapprochement des résultats présentés et ajustés et du bénéfice dilué ajusté par action

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Résultats présentés					
Revenus d'intérêts nets	4 193 \$	4 274 \$	3 950 \$	8 467 \$	7 886 \$
Revenus autres que d'intérêts	3 610	3 330	3 108	6 940	6 260
Total des revenus	7 803	7 604	7 058	15 407	14 146
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	873	688	534	1 561	1 078
Charges autres que d'intérêts	4 046	4 171	3 726	8 217	7 224
Bénéfice avant impôt sur le résultat	2 884	2 745	2 798	5 629	5 844
Charge d'impôt sur le résultat	625	498	621	1 123	1 330
Bénéfice net	2 259 \$	2 247 \$	2 177 \$	4 506 \$	4 514 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	70	111	70	181	128
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	2 189	2 136	2 107	4 325	4 386
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 125	2 107	2 042	4 232	4 291
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,73 \$	1,71 \$	1,70 \$	3,44 \$	3,56 \$
Montants liés aux acquisitions et aux cessions					
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiales sur les instruments financiers productifs acquis ¹⁾	151 \$	– \$	– \$	151 \$	– \$
Coûts d'intégration ²⁾	25	31	–	56	–
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels ²⁾	28	30	18	58	36
Coûts liés aux acquisitions	204	61	18	265	36
Profit net sur les cessions ³⁾	(173)	–	–	(173)	–
Montants liés aux acquisitions et aux cessions (avant impôt)	31	61	18	92	36
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(27)	(17)	(5)	(44)	(10)
Montants liés aux acquisitions et aux cessions (après impôt)	4	44	13	48	26
Ajustement attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(45)	(5)	–	(50)	–
Montants liés aux acquisitions et aux cessions (après impôt et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)	(41)\$	39 \$	13 \$	(2)\$	26 \$
Résultats ajustés					
Revenus d'intérêts nets	4 193 \$	4 274 \$	3 950 \$	8 467 \$	7 886 \$
Revenus autres que d'intérêts	3 437	3 330	3 108	6 767	6 260
Total des revenus	7 630	7 604	7 058	15 234	14 146
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	722	688	534	1 410	1 078
Charges autres que d'intérêts	3 993	4 110	3 708	8 103	7 188
Bénéfice avant impôt sur le résultat	2 915	2 806	2 816	5 721	5 880
Charge d'impôt sur le résultat	652	515	626	1 167	1 340
Bénéfice net	2 263 \$	2 291 \$	2 190 \$	4 554 \$	4 540 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	115	116	70	231	128
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	2 148	2 175	2 120	4 323	4 412
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 084 \$	2 146 \$	2 055 \$	4 230 \$	4 317 \$
Bénéfice dilué ajusté par action					
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	2 084 \$	2 146 \$	2 055 \$	4 230 \$	4 317 \$
Incidence dilutive des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres	39	45	2	83	34
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	2 123 \$	2 191 \$	2 057 \$	4 313 \$	4 351 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 224	1 226	1 198	1 225	1 199
Incidence dilutive des options au titre des paiements fondés sur des actions et autres (en millions)	28	29	5	28	16
Nombre moyen pondéré dilué ajusté d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 252	1 255	1 203	1 253	1 215
Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars)	1,70 \$	1,75 \$	1,71 \$	3,44 \$	3,58 \$
Incidence des ajustements sur le bénéfice dilué par action (en dollars)	(0,03)\$	0,04 \$	0,01 \$	– \$	0,02 \$

1) Élément comptabilisé au titre de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

2) Élément comptabilisé au titre des charges autres que d'intérêts.

3) Élément comptabilisé au titre des revenus autres que d'intérêts.

Rapprochement des résultats présentés et ajustés et du bénéfice dilué ajusté par action par secteur d'activité

Réseau canadien ¹⁾	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
<i>(en millions de dollars)</i>					
Résultats présentés					
Revenus d'intérêts nets	1 990 \$	2 036 \$	1 906 \$	4 026 \$	3 845 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 390	1 379	1 325	2 769	2 689
Total des revenus	3 380	3 415	3 231	6 795	6 534
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	252	233	205	485	415
Charges autres que d'intérêts	1 711	1 730	1 641	3 441	3 246
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 417	1 452	1 385	2 869	2 873
Charge d'impôt sur le résultat	369	379	368	748	754
Bénéfice net	1 048 \$	1 073 \$	1 017 \$	2 121 \$	2 119 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	1 048 \$	1 073 \$	1 017 \$	2 121 \$	2 119 \$
Ajustements relatifs aux coûts liés aux acquisitions					
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale sur les instruments financiers productifs acquis ²⁾	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Coûts d'intégration ³⁾	6	7	–	13	–
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exclusion des logiciels ³⁾	14	14	7	28	14
Coûts liés aux acquisitions (avant impôt)	20	21	7	41	14
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(6)	(5)	(2)	(11)	(4)
Coûts liés aux acquisitions (après impôt)	14	16	5	30	10
Ajustement attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Coûts liés aux acquisitions (après impôt et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)	14 \$	16 \$	5 \$	30 \$	10 \$
Résultats ajustés					
Revenus d'intérêts nets	1 990 \$	2 036 \$	1 906 \$	4 026 \$	3 845 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 390	1 379	1 325	2 769	2 689
Total des revenus	3 380	3 415	3 231	6 795	6 534
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	252	233	205	485	415
Charges autres que d'intérêts	1 691	1 709	1 634	3 400	3 232
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 437	1 473	1 392	2 910	2 887
Charge d'impôt sur le résultat	375	384	370	759	758
Bénéfice net	1 062 \$	1 089 \$	1 022 \$	2 151 \$	2 129 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	1 062 \$	1 089 \$	1 022 \$	2 151 \$	2 129 \$

1) Se reporter à la section Données par secteurs d'exploitation à la page 13.

2) Élément comptabilisé au titre de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

3) Élément comptabilisé au titre des charges autres que d'intérêts.

Opérations internationales¹⁾

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Résultats présentés					
Revenus d'intérêts nets	2 121 \$	2 080 \$	1 758 \$	4 201 \$	3 465 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 235	1 251	984	2 486	1 981
Total des revenus	3 356	3 331	2 742	6 687	5 446
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	628	470	340	1 098	684
Charges autres que d'intérêts	1 710	1 742	1 438	3 452	2 880
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 018	1 119	964	2 137	1 882
Charge d'impôt sur le résultat	249	226	219	475	412
Bénéfice net	769 \$	893 \$	745 \$	1 662 \$	1 470 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	69	111	70	180	128
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	700 \$	782 \$	675 \$	1 482 \$	1 342 \$
Ajustements relatifs aux coûts liés aux acquisitions					
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale sur les instruments financiers productifs acquis ²⁾	151 \$	– \$	– \$	151 \$	– \$
Coûts d'intégration ³⁾	19	24	–	43	–
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels ³⁾	14	16	11	30	22
Coûts liés aux acquisitions (avant impôt)	184	40	11	224	22
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(53)	(12)	(3)	(65)	(6)
Coûts liés aux acquisitions (après impôt)	131	28	8	159	16
Ajustement attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(44)	(5)	–	(49)	–
Coûts liés aux acquisitions (après impôt et les participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)	87 \$	23 \$	8 \$	110 \$	16 \$
Résultats ajustés					
Revenus d'intérêts nets	2 121 \$	2 080 \$	1 758 \$	4 201 \$	3 465 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 235	1 251	984	2 486	1 981
Total des revenus	3 356	3 331	2 742	6 687	5 446
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	477	470	340	947	684
Charges autres que d'intérêts	1 677	1 702	1 427	3 379	2 858
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 202	1 159	975	2 361	1 904
Charge d'impôt sur le résultat	302	238	222	540	418
Bénéfice net	900 \$	921 \$	753 \$	1 821 \$	1 486 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	113	116	70	229	128
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	787 \$	805 \$	683 \$	1 592 \$	1 358 \$

1) Se reporter à la section Données par secteurs d'exploitation à la page 16.

2) Élément comptabilisé au titre de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

3) Élément comptabilisé au titre des charges autres que d'intérêts.

Autres ¹⁾	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
<i>(en millions de dollars)</i>					
Résultats présentés					
Revenus d'intérêts nets	(268)\$	(214)\$	(76)\$	(482)\$	(176)\$
Revenus autres que d'intérêts	184	(3)	6	181	(3)
Total des revenus	(84)	(217)	(70)	(301)	(179)
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(1)	1	–	–	(1)
Charges autres que d'intérêts	31	54	82	85	(39)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	(114)	(272)	(152)	(386)	(139)
Charge d'impôt sur le résultat	(136)	(218)	(120)	(354)	(163)
Bénéfice net	22 \$	(54)\$	(32)\$	(32)\$	24 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1	–	–	1	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	21 \$	(54)\$	(32)\$	(33)\$	24 \$
Ajustements relatifs au profit net sur les cessions²⁾	(173)\$	– \$	– \$	(173)\$	– \$
Charge d'impôt sur le résultat	32	–	–	32	–
Profit net sur les cessions (après impôt)	(141)	–	–	(141)	–
Ajustements attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(1)	–	–	(1)	–
Profit net sur les cessions (après impôt et les participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)	(142)\$	– \$	– \$	(142)\$	– \$
Résultats ajustés					
Revenus d'intérêts nets	(268)\$	(214)\$	(76)\$	(482)\$	(176)\$
Revenus autres que d'intérêts	11	(3)	6	8	(3)
Total des revenus	(257)	(217)	(70)	(474)	(179)
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(1)	1	–	–	(1)
Charges autres que d'intérêts	31	54	82	85	(39)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	(287)	(272)	(152)	(559)	(139)
Charge d'impôt sur le résultat	(168)	(218)	(120)	(386)	(163)
Bénéfice net	(119)\$	(54)\$	(32)\$	(173)\$	24 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	–	–	2	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	(121)\$	(54)\$	(32)\$	(175)\$	24 \$

1) Se reporter à la section Données par secteurs d'exploitation à la page 21.

2) Éléments comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts.

Rapprochement des résultats présentés et des résultats présentés en dollars constants du secteur Opérations internationales

Les résultats du secteur Opérations internationales sont présentés en dollars constants (se reporter à la page 17). Selon la présentation en dollars constants, les montants des périodes précédentes sont recalculés au moyen des taux de change moyens de la période à l'étude. Le tableau suivant fournit le rapprochement entre les résultats présentés et les résultats présentés en dollars constants du secteur Opérations internationales pour les périodes précédentes.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les					Pour les semestres clos les			
	31 janvier 2019		30 avril 2018		30 avril 2018		30 avril 2018		
(sur une base de mise en équivalence fiscale)	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants
Revenus d'intérêts nets	2 080 \$	(30)\$	2 110 \$	1 758 \$	(3)\$	1 761 \$	3 465 \$	(24)\$	3 489 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 251	(28)	1 279	984	1	983	1 981	2	1 979
Total des revenus	3 331	(58)	3 389	2 742	(2)	2 744	5 446	(22)	5 468
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	470	(8)	478	340	4	336	684	4	680
Charges autres que d'intérêts	1 742	(21)	1 763	1 438	7	1 431	2 880	1	2 879
Charge d'impôt sur le résultat	226	(6)	232	219	(3)	222	412	(7)	419
Bénéfice net	893 \$	(23)\$	916 \$	745 \$	(10)\$	755 \$	1 470 \$	(20)\$	1 490 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	111 \$	1 \$	110 \$	70 \$	(1)\$	71 \$	128 \$	(1)\$	129 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	782 \$	(24)\$	806 \$	675 \$	(9)\$	684 \$	1 342 \$	(19)\$	1 361 \$
Autres mesures									
Actifs moyens (en milliards de dollars)	197 \$	– \$	197 \$	160 \$	(1)\$	161 \$	157 \$	(2)\$	159 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	154 \$	(2)\$	156 \$	124 \$	(1)\$	125 \$	120 \$	(2)\$	122 \$

La base d'établissement des montants présentés dans le tableau ci-dessus est différente de celle utilisée pour le tableau de la section « Incidence de la conversion des devises » qui se trouve dans la rubrique « Résultats financiers du Groupe » à la page 10.

Actifs liés aux activités bancaires principales

Les actifs liés aux activités bancaires principales représentent les actifs productifs moyens, exclusion faite des acceptations bancaires et des actifs détenus à des fins de transaction moyens au sein des Services bancaires et marchés mondiaux.

Marge sur activités bancaires principales

Ce ratio représente les revenus d'intérêts nets divisés par les actifs liés aux activités bancaires principales.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Au cours du premier trimestre de 2019, conformément aux exigences accrues au titre de la réserve pour stabilité intérieure du BSIF, la Banque a augmenté le capital attribué aux secteurs d'activités pour le porter à environ 10,0 % des exigences de fonds propres ordinaires aux termes de Bâle III, en fonction des risques de crédit, de marché et d'exploitation ainsi que du levier propres à chaque secteur d'activité. Auparavant, le capital attribué correspondait à environ 9,5 % des exigences de fonds propres ordinaires aux termes de Bâle III.

Le rendement des capitaux propres des secteurs d'activité correspond à un ratio du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires du secteur d'activité par rapport au capital attribué. Les rendements des capitaux propres des secteurs d'activités des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

Résultats financiers du Groupe

Le bénéfice net présenté par la Banque pour le trimestre s'est élevé à 2 259 millions de dollars, contre 2 177 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 2 247 millions de dollars pour le trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,73 \$, comparativement à 1,70 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 1,71 \$ pour le trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres a atteint 13,8 %, contre 14,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et 13,5 % pour le trimestre précédent.

Le bénéfice net du trimestre à l'étude comprend des montants liés aux acquisitions et aux cessions de 4 millions de dollars après impôt (31 millions de dollars avant impôt), soit des coûts liés aux acquisitions de 145 millions de dollars après impôt (204 millions de dollars avant impôt) et un profit net sur les cessions de 141 millions de dollars après impôt (173 millions de dollars avant impôt). Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net s'est établi à 2 263 millions de dollars, comparativement à 2 190 millions de dollars pour l'exercice précédent, en hausse de 3 %. Le bénéfice dilué ajusté par action, qui s'est établi à 1,70 \$, a subi l'incidence de 0,03 \$ des montants liés aux acquisitions et aux cessions et a reculé de 1 % par rapport à 1,71 \$ pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres ajusté s'est établi à 13,6 %, contre 15,0 % à l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 2 263 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 2 291 millions de dollars pour le trimestre précédent. Le bénéfice dilué ajusté par action s'est chiffré à 1,70 \$, contre 1,75 \$ pour le trimestre précédent, alors que le rendement des capitaux propres ajusté a atteint 13,6 %, contre 13,7 % pour le trimestre précédent.

Incidence de la conversion des devises

Le tableau qui suit reflète l'incidence estimée de la conversion des devises sur certains postes clés de l'état du résultat net. Les données y sont calculées selon une base d'établissement différente de celle utilisée dans le tableau des résultats présentés en dollars constants à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 9.

Pour les trimestres clos les	Taux de change moyen			Variation en %	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019 c. 31 janvier 2019	30 avril 2019 c. 30 avril 2018
Dollar américain/dollar canadien	0,751	0,751	0,784	(0,0)%	(4,3)%
Peso mexicain/dollar canadien	14,360	14,887	14,538	(3,5)%	(1,2)%
Sol péruvien/dollar canadien	2,485	2,522	2,543	(1,5)%	(2,3)%
Peso colombien/dollar canadien	2 354	2 396	2 216	(1,7)%	6,3 %
Peso chilien/dollar canadien	499,097	509,759	471,236	(2,1)%	5,9 %

Pour les semestres clos les	Taux de change moyen		Variation en %
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019 c. 30 avril 2018
Dollar américain/dollar canadien	0,751	0,788	(4,7)%
Peso mexicain/dollar canadien	14,628	14,792	(1,1)%
Sol péruvien/dollar canadien	2,504	2,551	(1,8)%
Peso colombien/dollar canadien	2 375	2 277	4,3 %
Peso chilien/dollar canadien	504,515	482,791	4,5 %

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les
	30 avril 2019 c. 30 avril 2018	30 avril 2019 c. 31 janvier 2019	30 avril 2019 c. 30 avril 2018
Incidence sur le bénéfice net ¹⁾ (en millions de dollars, sauf pour le bénéfice par action)			
Revenus d'intérêts nets	(5)\$	26 \$	24 \$
Revenus autres que d'intérêts ²⁾	–	14	21
Charges autres que d'intérêts	7	(26)	(17)
Autres éléments (après impôt)	5	(12)	2
Bénéfice net	7 \$	2 \$	30 \$
Bénéfice par action (dilué)	0,01 \$	– \$	0,02 \$
Incidence par secteurs d'activité (en millions de dollars)			
Réseau canadien	3 \$	– \$	5 \$
Opérations internationales ²⁾	(4)	5	27
Services bancaires et marchés mondiaux	10	(3)	29
Autres ²⁾	(2)	–	(31)
Bénéfice net	7 \$	2 \$	30 \$

1) Comprend l'incidence de toutes les devises.

2) Comprend l'incidence des couvertures de devises.

Analyse de la performance financière

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est établi à 2 259 millions de dollars, contre 2 177 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 82 millions de dollars, ou de 4 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net s'est établi à 2 263 millions de dollars, comparativement à 2 190 millions de dollars, en hausse de 73 millions de dollars ou de 3 %. La hausse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts a été neutralisée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts, de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et de l'impôt sur le résultat.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est établi à 2 259 millions de dollars, contre 2 247 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 12 millions de dollars, ou de 1 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net s'est établi à 2 263 millions de dollars, comparativement à 2 291 millions de dollars, en baisse de 1 %. La baisse des revenus d'intérêts nets, l'augmentation de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et la hausse de l'impôt sur le résultat ont été neutralisées en partie par l'augmentation des revenus autres que d'intérêts et la diminution des charges autres que d'intérêts.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net s'est établi à 4 506 millions de dollars, contre 4 514 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 8 millions de dollars. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net s'est établi à 4 554 millions de dollars, comparativement à 4 540 millions de dollars, en hausse de 14 millions de dollars. La hausse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts ainsi que la diminution de l'impôt sur le résultat et l'incidence favorable de la conversion des devises ont été neutralisées en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et la hausse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances. Le bénéfice de l'exercice précédent tenait compte d'une économie comptable reflétant la réévaluation d'un passif au titre des régimes d'avantages du personnel découlant de certaines modifications apportées aux régimes (la « réévaluation des avantages ») de 150 millions de dollars (203 millions de dollars avant impôt).

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 4 193 millions de dollars, soit une hausse de 243 millions de dollars ou de 6 %, du fait surtout de l'incidence des acquisitions. L'augmentation s'explique également par la croissance des prêts aux entreprises et aux particuliers des Opérations internationales, par l'augmentation des dépôts au sein du Réseau canadien ainsi que par la hausse des prêts aux sociétés du secteur Services bancaires et marchés mondiaux. Ces augmentations ont été atténuées par le repli de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif.

La marge sur activités bancaires principales a diminué de deux points de base pour s'établir à 2,45 %. L'élargissement des marges attribuable à la modification de la composition de nos activités en raison des acquisitions dans les Opérations internationales et la hausse des marges du Réseau canadien ont été plus que contrebalancés par le recul des marges des Services bancaires et marchés mondiaux et la diminution des écarts sur les activités de gestion de l'actif et du passif.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 4 193 millions de dollars, en baisse de 81 millions de dollars ou 2 %. Les volumes plus élevés de prêts aux entreprises et aux particuliers des Opérations internationales découlant surtout de l'incidence des acquisitions, la croissance des dépôts au sein du Réseau canadien, l'augmentation des prêts aux sociétés des Services bancaires et marchés mondiaux et l'incidence favorable de la conversion des devises ont été plus que contrebalancés par l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre.

La marge sur activités bancaires principales est demeurée stable à 2,45 %. L'élargissement des marges des Opérations internationales et du Réseau canadien a été contrebalancé par le recul des marges des Services bancaires et marchés mondiaux et la diminution des écarts sur les activités de gestion de l'actif et du passif.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 8 467 millions de dollars, soit une hausse de 581 millions de dollars ou de 7 %, du fait surtout de l'incidence des acquisitions. L'augmentation s'explique également par la croissance des prêts aux entreprises et aux particuliers des Opérations internationales, l'amélioration des écarts sur les dépôts et la croissance des volumes au sein du Réseau canadien, ainsi que par la hausse des prêts aux sociétés des Services bancaires et marchés mondiaux et l'incidence favorable de la conversion des devises.

La marge sur activités bancaires principales s'est établie à 2,45 %, ce qui représente une baisse de un point de base. La modification de la composition de nos activités en raison des acquisitions des Opérations internationales et l'amélioration des marges du Réseau canadien ont été plus que contrebalancées par le recul des marges des Services bancaires et marchés mondiaux et la diminution des écarts sur les activités de gestion de l'actif et du passif.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts ont totalisé 3 610 millions de dollars, en hausse de 502 millions de dollars ou de 16 %. Après ajustement pour exclure le profit net sur les cessions de 173 millions de dollars, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 329 millions de dollars ou de 11 %, les trois quarts environ de cette croissance étant attribuables aux acquisitions. La croissance est attribuable à l'augmentation des revenus tirés des services bancaires, des honoraires de gestion de patrimoine et des commissions de placement, de même qu'à la hausse des revenus des sociétés associées. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus, qui stipule que les charges liées aux cartes doivent être portées en diminution des revenus sur cartes de manière prospective, ainsi que par l'incidence du mois additionnel de revenus découlant de l'harmonisation des périodes de présentation des activités d'assurance au Canada et des activités au Chili avec celles de la Banque au cours de l'exercice précédent (l'« harmonisation des périodes de présentation »).

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 280 millions de dollars ou de 8 %. Après ajustement pour exclure le profit net sur les cessions, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 107 millions de dollars ou de 3 %. Cette croissance découle de la hausse des honoraires de gestion de patrimoine, des revenus tirés des services bancaires, des revenus tirés des activités de transaction, du profit net sur les titres de placement et des revenus des sociétés associées, de même que de l'augmentation de l'apport des acquisitions. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus d'assurance ainsi que par l'incidence de l'harmonisation de la période de présentation au Pérou au trimestre précédent.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts ont totalisé 6 940 millions de dollars, en hausse de 680 millions de dollars ou de 11 %. Après ajustement pour exclure le profit net sur les cessions, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 507 millions de dollars ou de 8 %, du fait surtout des acquisitions. Le reste de la croissance découle de la hausse des revenus tirés des services bancaires, de l'augmentation des revenus des sociétés associées et de l'incidence positive de la conversion des devises. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus provenant des activités de transaction, des commissions de placement et des profits sur la vente de biens immobiliers, ainsi que par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus stipulant que les charges liées aux cartes doivent être portées en diminution des revenus sur cartes.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 873 millions de dollars, contre 534 millions de dollars, en hausse de 339 millions de dollars ou de 63 %. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 722 millions de dollars, en hausse de 188 millions de dollars ou de 35 %.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 700 millions de dollars, soit un accroissement de 105 millions de dollars qui s'explique en grande partie par la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers conformément à la croissance des prêts ainsi que par l'incidence des acquisitions des Opérations internationales au cours de la dernière année, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des dotations au titre des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est fixé à 49 points de base, soit une hausse de trois points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 173 millions de dollars, contre une reprise de 61 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation au titre des prêts productifs acquis initiale, la dotation au titre des prêts productifs s'est établie à 22 millions de dollars, en hausse de 83 millions de dollars, en raison surtout du transfert de dotations liées aux ouragans vers la dotation au titre des prêts douteux à l'exercice précédent, des facteurs macroéconomiques moins favorables principalement au Canada et de la croissance des prêts, partiellement contrebalancés par l'amélioration de la qualité du crédit.

Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 61 points de base, comparativement à 42 points de base. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est fixé à 51 points de base, soit une hausse de neuf points de base.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 873 millions de dollars, contre 688 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 34 millions de dollars ou de 5 %.

La dotation au titre des prêts douteux s'est accrue de 21 millions de dollars, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers du Réseau canadien et des dotations au titre des prêts aux entreprises des Opérations internationales, facteur contrebalancé en partie par la dotation plus élevée inscrite au trimestre précédent à l'égard d'un compte d'entreprise en lien avec une fraude dans le Réseau canadien. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à 49 points de base, en hausse de deux points de base. La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 173 millions de dollars, contre 9 millions de dollars, en hausse de 164 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a augmenté de 13 millions de dollars, ce qui s'explique par la croissance des prêts dans tous nos secteurs d'activité et l'incidence des facteurs macroéconomiques moins favorables dans l'ensemble des territoires, en partie contrebalancés par l'amélioration de la qualité du crédit. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 14 points de base pour se chiffrer à 61 points de base, et il a augmenté de quatre points de base pour atteindre 51 points de base sur une base ajustée.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 1 561 millions de dollars, contre 1 078 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 332 millions de dollars ou de 31 %.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 1 379 millions de dollars, en hausse de 220 millions de dollars, en lien principalement avec les portefeuilles de prêts aux particuliers des Opérations internationales, surtout en Amérique latine, en raison de l'incidence des acquisitions conclues au cours de l'exercice précédent, ce qui a été en partie contrebalancé par la diminution des dotations au titre des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est fixé à 48 points de base, soit une hausse de trois points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est établie à 182 millions de dollars, contre une reprise de 81 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation au titre des prêts productifs acquis initiale, la dotation au titre des prêts productifs a augmenté de 112 millions de dollars, en raison surtout du transfert de dotations liées aux ouragans vers la dotation au titre des prêts douteux à l'exercice précédent, des facteurs macroéconomiques moins favorables principalement au Canada et de la croissance des prêts, neutralisés en partie par l'amélioration de la qualité du crédit. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 12 points de base pour se chiffrer à 54 points de base, et il a augmenté de sept points de base pour se chiffrer à 49 points de base sur une base ajustée.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 4 046 millions de dollars, en hausse de 320 millions de dollars ou de 9 %. Compte non tenu des coûts liés aux acquisitions, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 285 millions de dollars ou de 8 %. L'augmentation des charges autres que d'intérêts découlant de l'incidence des acquisitions, en partie contrebalancée par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus qui exige que les charges liées aux cartes soient portées en diminution des revenus sur cartes, a contribué à hauteur d'environ 7 % à la croissance. L'augmentation restante découle de la hausse des salaires et des avantages du personnel relative aux initiatives liées à la réglementation et aux technologies et de la hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution de la rémunération liée à la performance et par les honoraires plus faibles.

Le ratio de productivité s'est fixé à 51,8 %, comparativement à 52,8 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le ratio de productivité a été de 52,3 %, comparativement à 52,5 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les charges autres que d'intérêts ont affiché une baisse de 125 millions de dollars ou de 3 %. Compte non tenu des coûts liés aux acquisitions, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 117 millions de dollars. Cette baisse est attribuable à la diminution des paiements fondés sur des actions pour les employés qui sont admissibles à la retraite qui ont été passés en charges au cours du premier trimestre, au recul de la rémunération liée à la performance ainsi qu'à la baisse des taxes d'affaires et des honoraires. Ces facteurs ont été atténués en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts par suite des acquisitions et l'incidence défavorable de la conversion de devises.

Le ratio de productivité s'est fixé à 51,8 %, comparativement à 54,9 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le ratio de productivité a été de 52,3 %, comparativement à 54,1 %.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 993 millions de dollars ou 14 %. Compte non tenu des coûts liés aux acquisitions, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 915 millions de dollars ou de 13 %. La réévaluation des avantages au cours de l'exercice précédent, l'incidence des acquisitions et l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus qui exige que les charges liées aux cartes soient portées en diminution des revenus sur cartes ont représenté environ 9 % de l'augmentation. La hausse restante de 4 % découle des investissements dans les initiatives liées aux technologies et à la réglementation, de l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et de la hausse des taxes d'affaires et des taxes sur le capital. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution de la rémunération liée à la performance et des honoraires.

Le ratio de productivité s'est fixé à 53,3 %, comparativement à 51,1 %. Si l'on exclut l'incidence des montants liés aux acquisitions et aux cessions et l'incidence de la réévaluation des avantages au cours de l'exercice précédent, le ratio de productivité s'est établi à 53,2 %, comparativement à 52,2 %.

Le levier d'exploitation présenté s'est établi à un pourcentage négatif de 4,8 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le levier d'exploitation s'est établi à un pourcentage négatif de 5,0 %. Le levier d'exploitation a subi l'incidence défavorable de 3,1 % de la réévaluation des avantages.

Impôt

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 21,7 %, en baisse par rapport à 22,2 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par l'accroissement des revenus exonérés d'impôt et par la baisse de l'impôt lié aux profits sur les cessions de filiales à l'étranger au cours du trimestre à l'étude.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le taux d'impôt effectif a augmenté pour se chiffrer à 21,7 %, par rapport à 18,1 %, ce qui s'explique principalement par les avantages fiscaux plus élevés dans certains territoires au cours du trimestre précédent, compensés en partie par la diminution de l'impôt lié aux profits sur les cessions de filiales à l'étranger au cours du trimestre à l'étude.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 20,0 %, en baisse par rapport à 22,8 %, ce qui s'explique surtout par la hausse des avantages fiscaux dans certains territoires et par la diminution de l'impôt lié aux profits sur les cessions de filiales à l'étranger au cours de la période à l'étude.

Données par secteurs d'exploitation

Les résultats par secteurs d'exploitation sont présentés sur une base de mise en équivalence fiscale et sont ajustés pour tenir compte des éléments suivants :

- La Banque analyse les revenus de ses secteurs d'activités sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode consiste à majorer les revenus exonérés d'impôts gagnés sur certains titres et comptabilisés dans les revenus d'intérêts nets ou dans les revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôt sur le résultat, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts découlant de sources imposables et de ceux provenant de sources non imposables et qu'elle favorise l'utilisation d'une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques puissent également utiliser la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Les revenus et la charge d'impôt sur le résultat des secteurs sont majorés jusqu'à un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur Autres.
- En ce qui a trait à l'évaluation et à la présentation de la performance des secteurs d'exploitation, le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées, lequel est un montant après impôt, fait l'objet d'un ajustement de normalisation aux fins de l'impôt. Cet ajustement de normalisation fiscale majore le montant du revenu net découlant des participations dans des sociétés associées et normalise le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

Réseau canadien ¹⁾ (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Revenus d'intérêts nets	1 990 \$	2 036 \$	1 906 \$	4 026 \$	3 845 \$
Revenus autres que d'intérêts ^{2),3)}	1 390	1 379	1 325	2 769	2 689
Total des revenus	3 380	3 415	3 231	6 795	6 534
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	252	233	205	485	415
Charges autres que d'intérêts	1 711	1 730	1 641	3 441	3 246
Charge d'impôt sur le résultat	369	379	368	748	754
Bénéfice net	1 048 \$	1 073 \$	1 017 \$	2 121 \$	2 119 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 048 \$	1 073 \$	1 017 \$	2 121 \$	2 119 \$
Autres données et mesures financières					
Rendement des capitaux propres	18,4 %	18,1 %	22,7 %	18,3 %	23,5 %
Marge nette sur intérêts ⁴⁾	2,46 %	2,44 %	2,43 %	2,45 %	2,42 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2)	19 \$	4 \$	1 \$	23 \$	(9)\$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	233 \$	229 \$	204 \$	462 \$	424 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	0,30 %	0,27 %	0,25 %	0,29 %	0,25 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	0,28 %	0,27 %	0,25 %	0,27 %	0,26 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,28 %	0,28 %	0,26 %	0,28 %	0,26 %
Actifs sous administration (en milliards de dollars)	381 \$	360 \$	316 \$	381 \$	316 \$
Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	239 \$	225 \$	157 \$	239 \$	157 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	358 \$	356 \$	339 \$	357 \$	337 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	281 \$	274 \$	249 \$	278 \$	249 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 18 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 13 \$; 30 avril 2018 – 44 \$) et de 31 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – 59 \$).

3) Comprend un mois supplémentaire de résultats au titre des activités d'assurance au Canada de 34 \$ (25 \$ après impôt) au cours du deuxième trimestre de 2018.

4) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 31 millions de dollars, ou de 3 %, pour se chiffrer à 1 048 millions de dollars. Après ajustement pour exclure les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a progressé de 4 % pour se fixer à 1 062 millions de dollars, en raison surtout de l'augmentation des revenus attribuable à la forte croissance des prêts et des dépôts et à l'incidence des acquisitions. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, ainsi que par l'incidence du mois supplémentaire de résultats du fait de l'harmonisation de la période de présentation au cours de l'exercice précédent et la baisse des profits sur la vente de biens immobiliers.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a cédé 25 millions de dollars, ou 2 %. Après ajustement pour exclure les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a diminué de 2 %, ce qui est attribuable surtout à la baisse des revenus d'intérêts nets par suite des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre et à la hausse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, contrebalancées en partie par les revenus autres que d'intérêts plus élevés et un allègement des charges autres que d'intérêts.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 2 121 millions de dollars, ce qui est similaire à l'exercice précédent. Après ajustement pour exclure les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a augmenté de 1 % pour se chiffrer à 2 151 millions de dollars, en raison surtout de l'augmentation des revenus attribuable à la forte progression des volumes et à l'incidence des acquisitions. Ces facteurs ont été atténués par la

RAPPORT DE GESTION

hausse des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, le gain à la restructuration d'Interac et l'apport supplémentaire découlant de l'harmonisation de la période de présentation au cours de l'exercice précédent, ainsi que les profits moindres sur la vente de biens immobiliers.

Actifs moyens

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les actifs moyens ont progressé de 19 milliards de dollars, ou de 6 %, pour s'établir à 358 milliards de dollars. La progression comprend des hausses de 5 milliards de dollars, ou de 2 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, de 5 milliards de dollars, ou de 9 %, des prêts et acceptations aux entreprises et de 2 milliards de dollars, ou de 3 %, des prêts personnels.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les actifs moyens ont augmenté de 2 milliards de dollars par suite essentiellement d'une poussée des prêts aux entreprises et des prêts hypothécaires à l'habitation.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les actifs moyens se sont accrus de 20 milliards de dollars, ou de 6 %, pour s'établir à 357 milliards de dollars. Cet accroissement comprend des hausses de 5 milliards de dollars, ou de 2 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, de 5 milliards de dollars, ou de 10 %, des prêts et acceptations aux entreprises et de 2 milliards de dollars, ou de 3 %, des prêts personnels.

Passifs moyens

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les passifs moyens ont augmenté de 32 milliards de dollars, ou de 13 %, ce qui rend compte de la forte croissance de 14 milliards de dollars, ou de 8 %, des dépôts de particuliers et de 11 milliards de dollars, ou de 15 %, des dépôts autres que de particuliers.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les passifs moyens ont connu une hausse de 7 milliards de dollars, ou de 2 %, du fait de la croissance de 4 milliards de dollars, ou de 2 %, des dépôts de particuliers et de 2 milliards de dollars, ou de 2 %, des dépôts autres que de particuliers.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les passifs moyens ont crû de 29 milliards de dollars, ou de 12 %, sous l'effet de l'accroissement de 13 milliards de dollars, ou de 8 %, des dépôts de particuliers et de 10 milliards de dollars, ou de 14 %, des dépôts autres que de particuliers.

Actifs sous gestion (« ASG ») et actifs sous administration (« ASA »)

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les ASA se sont chiffrés à 381 milliards de dollars, en hausse de 65 milliards de dollars, ou de 21 %, du fait surtout de l'incidence des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent et de l'appréciation du marché. Les ASG se sont chiffrés à 239 milliards de dollars, en hausse de 82 milliards de dollars, ou de 52 %, en raison de l'incidence des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent et l'appréciation du marché.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les ASA ont augmenté de 21 milliards de dollars, ou de 6 %, alors que les ASG ont bondi de 14 milliards de dollars, ou de 6 %, surtout en raison de l'appréciation du marché et des ventes nettes.

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 1 990 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 84 millions de dollars, ou de 4 %, du fait surtout de la croissance des volumes des dépôts, des prêts aux entreprises et des prêts sur cartes de crédit. La marge s'est améliorée de trois points de base pour se chiffrer à 2,46 %, en raison principalement de la croissance des dépôts.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus d'intérêts nets ont perdu 46 millions de dollars, ou 2 %, principalement en raison de l'incidence du trimestre plus court de trois jours. La marge s'est améliorée de deux points de base pour se fixer à 2,46 %, ce qui s'explique avant tout par la croissance des dépôts.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 4 026 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 181 millions de dollars, ou de 5 %, par suite de l'amélioration des marges et de la croissance des volumes des dépôts, des prêts aux entreprises et des prêts sur carte de crédit. La marge s'est améliorée de trois points de base pour se chiffrer à 2,45 %, en raison principalement de l'incidence des hausses précédentes des taux d'intérêt par la Banque du Canada et de la croissance des dépôts.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts se sont établis à 1 390 millions de dollars, soit une hausse de 65 millions de dollars, ou de 5 %. L'augmentation des revenus découlant des services bancaires, de la gestion de patrimoine, des acquisitions et de la hausse des commissions de crédit a été contrebalancée en

partie par la baisse des revenus sur carte nets attribuable à l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus, par l'avantage de l'harmonisation de la période de présentation à l'exercice précédent, par la diminution des profits sur la vente de biens immobiliers et par le recul des revenus découlant des participations dans des sociétés associées.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus autres que d'intérêts ont crû de 11 millions de dollars par suite surtout de la hausse des honoraires de gestion de patrimoine et des frais bancaires ainsi que de l'augmentation des revenus découlant des participations dans des sociétés associées.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts se sont chiffrés à 2 769 millions de dollars, en hausse de 80 millions de dollars ou de 3 %. L'augmentation des frais bancaires, des honoraires de gestion de patrimoine et des commissions de crédit, compte tenu de l'incidence des acquisitions, a été contrebalancée en partie par la baisse des revenus sur carte nets attribuable à l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus, par le gain à la restructuration d'Interac et l'avantage de l'harmonisation de la période de présentation au cours de l'exercice précédent et par la diminution des profits sur la vente de biens immobiliers.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 23 %, passant de 205 millions de dollars à 252 millions de dollars. La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 233 millions de dollars, par rapport à 204 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 14 %, du fait principalement de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est accru de trois points de base, pour se fixer à 28 points de base. La dotation au titre des prêts productifs a augmenté de 18 millions de dollars pour se chiffrer à 19 millions de dollars, du fait surtout de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers attribuable à la croissance des prêts et à l'incidence de facteurs macroéconomiques moins favorables, neutralisées en partie par la diminution des dotations au titre des prêts aux entreprises découlant de l'amélioration de la qualité du crédit. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 30 points de base, soit une augmentation de cinq points de base.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 252 millions de dollars, contre 233 millions de dollars, soit une hausse de 8 %. La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 233 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2 % sous l'effet principalement de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers, contrebalancée en partie par une diminution des dotations au titre des prêts aux entreprises en raison d'une dotation inscrite au trimestre précédent à l'égard d'un compte d'entreprise en lien avec une fraude. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à 28 points de base, soit une hausse de un point de base. La dotation au titre des prêts productifs a crû de 15 millions de dollars pour s'élever à 19 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers en raison de la croissance des prêts et des dotations moindres au titre des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est élevé à 30 points de base, soit un accroissement de trois points de base.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 485 millions de dollars, contre 415 millions de dollars. La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 462 millions de dollars, soit un accroissement de 9 %, du fait surtout de la hausse des dotations au titre des prêts aux entreprises, lesquelles comprennent une dotation inscrite à l'égard d'un compte d'entreprise en lien avec une fraude, et du fait de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est chiffré à 27 points de base, en hausse de 1 point de base. La dotation au titre des prêts productifs a crû de 32 millions de dollars pour s'établir à 23 millions de dollars en raison des facteurs macroéconomiques moins favorables, compensés en partie par l'amélioration de la qualité du crédit dans le portefeuille de prêts aux particuliers. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffré à 29 points de base, soit une hausse de quatre points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 711 millions de dollars, soit un accroissement de 70 millions de dollars, ou de 4 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, les charges de 1 691 millions de dollars ont augmenté de 3 % par suite essentiellement des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent. L'augmentation des charges liées aux initiatives liées à la réglementation a été contrebalancée par les économies découlant des mesures de réduction des coûts et par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 19 millions de dollars, ou de 1 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, les charges ont reculé de 1 % en raison du trimestre plus court de trois jours.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 3 441 millions de dollars, en hausse de 195 millions de dollars ou de 6 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, les charges ont augmenté de 5 % pour se chiffrer à 3 400 millions de dollars par suite des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent. L'augmentation des charges liées au virage numérique, aux technologies et aux initiatives liées à la réglementation a été contrebalancée en partie par les économies découlant des mesures de réduction des coûts et par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus.

Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 26,0 %, ce qui est inférieur à celui de 26,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais comparable au taux de 26,1 % pour le trimestre précédent.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le taux d'impôt effectif, établi à 26,1 %, est comparable au taux de 26,3 % pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Opérations internationales¹⁾

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Revenus d'intérêts nets	2 121 \$	2 080 \$	1 758 \$	4 201 \$	3 465 \$
Revenus autres que d'intérêts ²⁾³⁾	1 235	1 251	984	2 486	1 981
Total des revenus	3 356	3 331	2 742	6 687	5 446
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ⁵⁾	628	470	340	1 098	684
Charges autres que d'intérêts	1 710	1 742	1 438	3 452	2 880
Charge d'impôt sur le résultat	249	226	219	475	412
Bénéfice net	769 \$	893 \$	745 \$	1 662 \$	1 470 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	69 \$	111 \$	70 \$	180 \$	128 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	700 \$	782 \$	675 \$	1 482 \$	1 342 \$
Autres données et mesures financières					
Rendement des capitaux propres	13,1 %	14,5 %	16,3 %	13,8 %	16,4 %
Marge nette sur intérêts ⁴⁾	4,58 %	4,52 %	4,74 %	4,55 %	4,70 %
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2) ⁵⁾	156 \$	19 \$	(48)\$	175 \$	(50)\$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	472 \$	451 \$	388 \$	923 \$	734 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	1,71 %	1,28 %	1,22 %	1,50 %	1,24 %
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	1,29 %	1,23 %	1,38 %	1,26 %	1,31 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	1,26 %	1,34 %	1,26 %	1,30 %	1,32 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	203 \$	197 \$	160 \$	200 \$	157 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	156 \$	154 \$	124 \$	155 \$	120 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 210 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 161 \$; 30 avril 2018 – 156 \$) et de 371 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – 289 \$).

3) Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Pérou de 58 \$ (41 \$ après impôt et les participations ne donnant pas le contrôle). Le deuxième trimestre de 2018 comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Chili de 36 \$ (26 \$ après impôt).

4) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

5) Comprend la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale de 151 \$ au titre des prêts productifs acquis pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – néant).

Bénéfice net*Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 700 millions de dollars, en hausse de 25 millions de dollars, ou de 4 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net a augmenté de 15 %, pour se fixer à 787 millions de dollars. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des revenus d'intérêts nets du fait de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, par l'incidence des acquisitions et par l'accroissement des revenus autres que d'intérêts, ce qui comprend un apport accru des sociétés associées. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur, par l'incidence de l'harmonisation de la période de présentation des activités au Chili avec celle de la Banque (« l'harmonisation de la période de présentation ») au cours de l'exercice précédent ainsi que par l'impôt plus élevé.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a reculé de 82 millions de dollars, ou de 11 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net a perdu 18 millions de dollars, ou 2 %, ce qui s'explique avant tout par l'impôt plus élevé et l'incidence de l'harmonisation de la période de présentation au Pérou avec celle de la Banque au trimestre précédent, en partie contrebalancés par la croissance des revenus et la diminution des charges autres que d'intérêts.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 1 482 millions de dollars, ce qui représente un bond de 140 millions de dollars, ou de 10 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a augmenté de 17 % pour s'établir à 1 592 millions de dollars. La hausse découle surtout de l'augmentation des revenus d'intérêts nets du fait de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, de l'incidence des acquisitions et de la hausse des revenus autres que d'intérêts, y compris un apport plus élevé des sociétés associées. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

Performance financière en dollars constants

L'analyse ci-dessous portant sur les résultats d'exploitation est établie en dollars constants, en excluant l'incidence de la conversion des devises, qui est une mesure non conforme aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR »). La Banque est d'avis que la présentation de l'information en dollars constants permet au lecteur de mieux évaluer la performance des activités courantes. Les ratios se fondent sur les données présentées.

Opérations internationales ¹⁾ (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Dollars constants					
Revenus d'intérêts nets	2 121 \$	2 110 \$	1 761 \$	4 201 \$	3 489 \$
Revenus autres que d'intérêts ^{2),3)}	1 235	1 279	983	2 486	1 979
Total des revenus	3 356	3 389	2 744	6 687	5 468
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ⁴⁾	628	478	336	1 098	680
Charges autres que d'intérêts	1 710	1 763	1 431	3 452	2 879
Charge d'impôt sur le résultat	249	232	222	475	419
Bénéfice net en dollars constants	769 \$	916 \$	755 \$	1 662 \$	1 490 \$
Bénéfice net en dollars constants attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	69 \$	110 \$	71 \$	180 \$	129 \$
Bénéfice net en dollars constants attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	700 \$	806 \$	684 \$	1 482 \$	1 361 \$
Autres données et mesures financières					
Actifs moyens (en milliards de dollars)	203 \$	197 \$	161 \$	200 \$	159 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	156 \$	156 \$	125 \$	155 \$	122 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 210 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 166 \$; 30 avril 2018 – 161 \$) et de 371 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – 302 \$).

3) Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Pérou de 58 \$ (41 \$ après impôt et les participations ne donnant pas le contrôle) au cours du premier trimestre de 2019. Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Chili de 36 \$ (26 \$ après impôt et les participations ne donnant pas le contrôle) au cours du deuxième trimestre de 2018.

4) Comprend la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale de 151 \$ au titre des prêts productifs acquis pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – néant).

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 700 millions de dollars, en hausse de 16 millions de dollars, ou de 2 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net a augmenté de 14 %, pour s'élever à 787 millions de dollars. La hausse découle surtout de l'augmentation des revenus d'intérêts nets du fait de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, de l'incidence des acquisitions et de la hausse des revenus autres que d'intérêts, ce qui comprend un apport accru des sociétés associées. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur, par l'incidence de l'harmonisation de la période de présentation au Chili avec celle de la Banque au cours de l'exercice précédent et par l'impôt sur le résultat plus élevé.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a reculé de 106 millions de dollars ou de 13 %. Exclusion faite des coûts liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net a diminué de 42 millions de dollars, ou de 5 %, en raison de l'incidence de l'harmonisation de la période de présentation au Pérou avec celle de la Banque au cours du trimestre précédent. La croissance des revenus et la diminution de charges ont été contrées par l'impôt sur le résultat moindre.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 121 millions de dollars, ou de 9 %, pour s'établir à 1 482 millions de dollars. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net a atteint 1 592 millions de dollars, soit une augmentation de 16 %. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse des revenus d'intérêts nets à la suite de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, de l'incidence des acquisitions et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts, y compris un apport accru des sociétés associées. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par des charges autres que d'intérêts et une dotation au compte de correction de valeur plus élevées.

Actifs moyens

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les actifs moyens ont totalisé 203 milliards de dollars, en hausse de 42 milliards de dollars, ou de 26 %, du fait surtout de la robuste croissance des prêts de 29 %, essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, ce qui s'explique en partie par les acquisitions. La croissance des prêts aux particuliers a été de 31 % et celle des prêts aux entreprises, de 27 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les actifs moyens ont augmenté de 3 %, du fait de la bonne croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique et des acquisitions au Pérou et en République dominicaine. La croissance des prêts aux particuliers s'est établie à 3 % et celle des prêts aux entreprises, à 2 %.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les actifs moyens ont atteint 200 milliards de dollars, soit une poussée de 41 milliards de dollars, ou de 26 %, du fait de la robuste croissance des prêts de 29 %, essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, du fait notamment des acquisitions. La croissance des prêts aux particuliers s'est établie à 31 % et celle des prêts aux entreprises, à 27 %.

Passifs moyens

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les passifs moyens se sont fixés à 156 milliards de dollars, soit un accroissement de 31 milliards de dollars attribuable à la croissance de 16 % des dépôts essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, en partie par suite des acquisitions.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les passifs moyens sont demeurés stables. Les dépôts de particuliers ont progressé de 3 %, contrebalancés par un recul de 2 % des dépôts autres que de particuliers.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les passifs moyens se sont fixés à 155 milliards de dollars, soit un accroissement de 33 milliards de dollars, en raison de la croissance de 18 % des dépôts, essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, en partie attribuable aux acquisitions. Les dépôts de particuliers et autres que de particuliers ont crû respectivement de 16 % et de 19 %.

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 2 121 millions de dollars, en hausse de 20 %, par suite de la forte croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises, dont environ les trois quarts s'expliquent par l'incidence des acquisitions. La marge nette sur intérêts a diminué de 16 points de base pour s'établir à 4,58 %, du fait des changements dans la composition des activités découlant des acquisitions et de la hausse des taux des dépôts dans certains pays de la région de l'Amérique latine.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 11 millions de dollars, ce qui s'explique par la bonne croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises dans la région de l'Alliance du Pacifique. La marge nette sur intérêts a crû de six points de base en raison des changements dans la composition des activités découlant des acquisitions.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets se sont fixés à 4 201 millions de dollars, en hausse de 20 %, par suite de la robuste croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises dans la région de l'Alliance du Pacifique, dont environ les deux tiers s'expliquent par l'incidence des acquisitions. La marge nette sur intérêts a diminué de 15 points de base pour s'établir à 4,55 %, du fait surtout des changements dans la composition des activités découlant des acquisitions.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts ont progressé de 252 millions de dollars, ou de 26 %, pour se fixer à 1 235 millions de dollars. Environ la moitié de cette progression est attribuable à l'incidence des acquisitions, tandis que le reste découle de la hausse des frais bancaires et sur cartes de crédit, de l'apport des participations dans des sociétés associées et des revenus tirés des activités de transaction.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus autres que d'intérêts ont cédé de 44 millions de dollars, ou 3 %, en raison de l'incidence de l'harmonisation de la période de présentation au Pérou avec celle de la Banque au trimestre précédent. La hausse des frais bancaires, des honoraires de gestion de patrimoine et des frais sur cartes de crédit de même que l'apport accru des participations dans des sociétés associées ont été atténués par la baisse des revenus tirés des activités de transaction et des profits sur les instruments financiers.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts ont bondi de 507 millions de dollars, ou de 26 %, pour se fixer à 2 486 millions de dollars, ce qui s'explique aux deux tiers environ par l'incidence des acquisitions. Le reste de la hausse est le fait de l'augmentation des frais bancaires et sur cartes de crédit, de l'apport des participations dans des sociétés associées et du profit sur la vente de biens saisis.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 628 millions de dollars, contre 336 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 292 millions de dollars, ou de 87 %. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a bondi de 141 millions de dollars, ou de 42 %. La dotation au titre des prêts douteux s'est accrue de 86 millions de dollars en raison surtout de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers par suite de la croissance des prêts et des acquisitions, contrée en partie par la baisse des dotations au titre du portefeuille de prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de prêts douteux s'est chiffré à 129 points de base, en baisse de neuf points de base. La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 156 millions de dollars. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a augmenté de 55 millions de dollars, ce qui découle avant tout du transfert de dotations liées aux ouragans vers la dotation au titre des prêts douteux à l'exercice précédent et de la croissance des prêts, neutralisés en partie par l'amélioration de la qualité du crédit. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ajusté s'est chiffré à 130 points de base, en hausse de huit points de base.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 628 millions de dollars, contre 478 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 1 million de dollars. La dotation au titre des prêts douteux s'est accrue de 13 millions de dollars, puisque le trimestre précédent comprenait des recouvrements au titre du portefeuille de prêts aux entreprises plus élevés. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est fixé à 129 points de base, soit une hausse de six points de base. La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 156 millions de dollars. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a cédé 14 millions de dollars du fait de l'amélioration de la qualité du crédit des portefeuilles aux particuliers et aux entreprises, contrée en partie par l'incidence moins favorable des facteurs macroéconomiques dans certains territoires. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ajusté a augmenté de 2 points de base pour s'établir à 130 points de base.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 1 098 millions de dollars, contre 680 millions de dollars. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 267 millions de dollars du fait de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers conformément à la croissance des actifs et de l'incidence des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent, ainsi que de la hausse des dotations au titre des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est chiffré à 126 points de base, en baisse de cinq points de base. La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 175 millions de dollars. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs s'est accrue de 77 millions de dollars, en raison surtout du transfert de dotations liées aux ouragans vers la dotation au titre des prêts douteux et des reprises plus élevées au titre de la qualité du crédit à l'exercice précédent. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ajusté s'est chiffré à 129 points de base, en hausse de cinq points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 279 millions de dollars, ou de 19 %, pour se chiffrer à 1 710 millions de dollars. Plus des trois quarts de cette augmentation s'expliquent par les acquisitions, tandis que le reste est attribuable à la croissance des volumes d'affaires, à la hausse des frais liés à la réglementation et à l'incidence de l'inflation.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 53 millions de dollars, ou de 3 %, sous l'effet essentiellement de l'augmentation saisonnière des charges au cours du trimestre précédent, compensée en partie par l'incidence des acquisitions.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 573 millions de dollars, ou de 20 %, pour se chiffrer à 3 452 millions de dollars. Près des trois quarts de cette augmentation s'expliquent par les acquisitions, tandis que le reste est attribuable à la croissance des volumes d'affaires, à la hausse des frais liés à la réglementation et à l'incidence de l'inflation.

Impôt

Le taux d'impôt effectif est passé de 22,7 % et de 20,2 % respectivement au cours de l'exercice précédent et du trimestre précédent pour se chiffrer à 24,5 %, ce qui s'explique surtout par la diminution des avantages fiscaux au Mexique au cours du trimestre à l'étude.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le taux d'impôt effectif a atteint 22,2 %, comparativement à 21,9 %.

Services bancaires et marchés mondiaux <i>(non audité) (en millions de dollars)</i> <i>(sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Revenus d'intérêts nets	350 \$	372 \$	362 \$	722 \$	752 \$
Revenus autres que d'intérêts	801	703	793	1 504	1 593
Total des revenus	1 151	1 075	1 155	2 226	2 345
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(6)	(16)	(11)	(22)	(20)
Charges autres que d'intérêts	594	645	565	1 239	1 137
Charge d'impôt sur le résultat	143	111	154	254	327
Bénéfice net	420 \$	335 \$	447 \$	755 \$	901 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	420 \$	335 \$	447 \$	755 \$	901 \$
Autres données et mesures financières					
Rendement des capitaux propres	15,2 %	11,5 %	16,9 %	13,3 %	16,5 %
Marge nette sur intérêts ¹⁾	1,70 %	1,80 %	1,80 %	1,75 %	1,90 %
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2)	(2)\$	(15)\$	(14)\$	(17)\$	(22)\$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	(4)\$	(1)\$	3 \$	(5)\$	2 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	(0,02)%	(0,07)%	(0,05)%	(0,05)%	(0,05)%
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	(0,02)%	(0,01)%	0,02 %	(0,01)%	(0,05)%
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,09 %	– %	0,08 %	0,04 %	0,07 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	361 \$	364 \$	321 \$	363 \$	327 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	295 \$	297 \$	269 \$	296 \$	272 \$

1) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

Bénéfice net*Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 420 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 27 millions de dollars, ou de 6 %. La diminution des revenus d'intérêts nets, la hausse des charges autres que d'intérêts et la baisse de la reprise sur la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ont été atténuées par l'augmentation des revenus autres que d'intérêts, l'incidence favorable de la conversion des devises et la diminution de l'impôt sur le résultat.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 85 millions de dollars ou de 25 %, sous l'effet surtout de la hausse des revenus autres que d'intérêts et de la baisse des charges autres que d'intérêts, compensées en partie par la diminution des revenus d'intérêts nets, la reprise moins élevée sur la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et l'augmentation de l'impôt sur le résultat.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a reculé de 146 millions de dollars ou de 16 %, sous l'effet surtout de la baisse des revenus autres que d'intérêts, de la hausse des charges autres que d'intérêts et de la diminution des revenus d'intérêts nets, atténuées par la diminution de l'impôt sur le résultat.

Actifs moyens*Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018*

Les actifs moyens se sont établis à 361 milliards de dollars, soit une augmentation de 40 milliards de dollars, ou de 13 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par la croissance des titres pris en pension, des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et des titres détenus à des fins de transaction, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les actifs moyens se sont contractés de 3 milliards de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, du fait de la diminution des dépôts auprès d'autres banques et des actifs liés aux dérivés.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les actifs moyens se sont accrus de 36 milliards de dollars, ou de 11 %, pour se fixer à 363 milliards de dollars, ce qui s'explique par la hausse des titres pris en pension et des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, de même que par l'incidence de la conversion des devises.

Passifs moyens

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les passifs moyens se sont fixés à 295 milliards de dollars, ce qui constitue une hausse de 26 milliards de dollars ou de 10 % attribuable à l'augmentation des titres mis en pension et des dépôts de même qu'à l'incidence de la conversion des devises.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les passifs moyens ont diminué de 2 milliards de dollars, ou de 1 %, sous l'effet principalement de la baisse des passifs liés aux dérivés.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les passifs moyens se sont chiffrés à 296 milliards de dollars, ce qui constitue une hausse de 24 milliards de dollars ou de 9 % attribuable à l'augmentation des titres mis en pension et des dépôts de même qu'à l'incidence de la conversion des devises.

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 350 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 12 millions de dollars, ou de 3 %. La baisse s'explique surtout par le rétrécissement des marges sur dépôts, atténué par l'augmentation des volumes de prêts. Les marges sur prêts ont été conformes à celles de l'exercice précédent. La marge nette sur intérêts a cédé 10 points de base pour s'établir à 1,70 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus d'intérêts nets se sont repliés de 22 millions de dollars ou de 6 %. Ce repli s'explique par la baisse des marges sur dépôts, contrée en partie par l'élargissement des marges sur prêts aux États-Unis et en Europe. La marge nette sur intérêts a diminué de 10 points de base par rapport au trimestre précédent.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus d'intérêts nets ont diminué de 30 millions de dollars, ou de 4 %. La diminution s'explique par le rétrécissement des marges sur prêts dans la plupart des régions et de la contraction des marges sur dépôts. La marge nette sur intérêts a baissé de 15 points de base pour s'établir à 1,75 %.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts ont atteint 801 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par une augmentation des revenus tirés des transactions sur titres à revenu fixe et des commissions de placement et de crédit. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des revenus tirés des transactions sur titres de capitaux propres et des revenus tirés des services-conseils liés aux services d'investissement bancaire.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 98 millions de dollars, ou de 14 %. La progression est attribuable essentiellement à l'accroissement des commissions de placement et des revenus tirés des transactions sur titres à revenu fixe.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus autres que d'intérêts ont reculé de 89 millions de dollars, ou de 6 %. Ce recul est principalement attribuable à la diminution des revenus provenant des activités de transaction liées aux titres de capitaux propres mondiaux, des commissions de placement et des honoraires de services-conseils. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus provenant des activités de transaction liées aux titres à revenu fixe mondiaux et des commissions de crédit.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 5 millions de dollars sous l'effet surtout de la reprise moindre sur la dotation au compte de correction de valeur au titre des prêts productifs, en raison principalement de l'incidence moins favorable des facteurs macroéconomiques dans l'ensemble des territoires. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à un ratio négatif de deux points de base, soit une augmentation de trois points de base.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a représenté une reprise nette de 6 millions de dollars, contre une reprise nette de 16 millions de dollars au trimestre précédent. La dotation au titre des prêts douteux a représenté une reprise nette de 5 millions de dollars, en raison surtout des reprises sur les dotations en Europe et aux États-Unis. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à un ratio négatif de deux points de base, en baisse de un point de base. La dotation au titre des prêts productifs a représenté une reprise nette de 1 million de dollars, ce qui traduit surtout l'amélioration de la qualité du crédit dans le secteur de l'énergie, atténuée par les nouvelles dotations requises pour soutenir la croissance des volumes. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à un ratio négatif de deux points de base, soit une augmentation de cinq points de base.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a cédé 2 millions de dollars du fait que les reprises sur les comptes de correction de valeur au titre des prêts douteux en Europe et aux États-Unis ont été contrées en partie par la reprise moindre sur la dotation au compte de correction de valeur au titre des prêts productifs, en raison principalement de l'incidence moins favorable des facteurs macroéconomiques dans l'ensemble des territoires. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances est demeuré stable à un ratio négatif de cinq points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 29 millions de dollars, ou de 5 %, pour s'établir à 594 millions de dollars, du fait de la hausse des coûts liés à la réglementation et aux technologies et de l'incidence défavorable de la conversion des devises, facteurs contrebalancés en partie par une baisse de la rémunération liée à la performance.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 51 millions de dollars, ou de 8 %, en raison essentiellement de la rémunération fondée sur des actions moindre relativement aux membres du personnel admissibles à la retraite, laquelle est passée en charges au cours du premier trimestre, et de la baisse de la rémunération liée à la performance.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont bondi de 102 millions de dollars ou de 9 %, en raison de l'augmentation des coûts liés à la réglementation et aux technologies, de la hausse de la rémunération fondée sur des actions et de l'incidence défavorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul de la rémunération liée à la performance.

Impôt

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude a atteint 25,5 %, ce qui se rapproche du taux de 25,7 % affiché au cours de l'exercice précédent et en hausse par rapport au taux de 25,0 % pour le trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation de l'impôt dans certains territoires étrangers.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le taux d'impôt effectif a atteint 25,2 %, comparativement à 26,6 %. La baisse du taux d'impôt est attribuable principalement à la diminution de l'impôt dans certains territoires étrangers. L'exercice précédent tenait compte de réductions de valeur à l'égard de certains actifs d'impôt différé à la suite de la réforme fiscale aux États-Unis.

Autres ¹⁾²⁾ (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Résultat sectoriel					
Revenus d'intérêts nets ³⁾	(268)\$	(214)\$	(76)\$	(482)\$	(176)\$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾⁴⁾	184	(3)	6	181	(3)
Total des revenus	(84)	(217)	(70)	(301)	(179)
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(1)	1	–	–	(1)
Charges autres que d'intérêts	31	54	82	85	(39)
Charge d'impôt sur le résultat ³⁾	(136)	(218)	(120)	(354)	(163)
Bénéfice net	22 \$	(54)\$	(32)\$	(32)\$	24 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	21 \$	(54)\$	(32)\$	(33)\$	24 \$
Autres mesures					
Actifs moyens (en milliards de dollars)	117 \$	116 \$	121 \$	116 \$	117 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	238 \$	239 \$	237 \$	238 \$	235 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.

3) Comprend l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 41 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 34 \$; 30 avril 2018 – 27 \$) et de 75 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – 53 \$), pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net.

4) Le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées à hauteur de (58) \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2019 [31 janvier 2019 – (45) \$; 30 avril 2018 – (46) \$] et de (103) \$ pour le semestre clos le 30 avril 2019 [30 avril 2018 – (84) \$].

Le secteur Autres comprend la Trésorerie du Groupe, les secteurs d'exploitation de moindre envergure, le profit net sur les cessions et d'autres éléments du siège social qui ne sont pas attribués à un secteur en particulier.

La majoration des revenus exonérés d'impôt est éliminée dans les revenus d'intérêts nets, les revenus autres que d'intérêts et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période. Ce montant est pris en compte dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont comptabilisés sur une base de mise en équivalence fiscale.

Le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est chiffré à 21 millions de dollars. Après ajustement pour exclure le profit net sur les cessions de 142 millions de dollars (173 millions de dollars avant impôt), une perte nette de 121 millions de dollars a été comptabilisée, en regard d'une perte de 32 millions de dollars au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, sous l'effet essentiellement de la diminution de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif, atténuée par la hausse des profits sur la vente de titres de placement et la baisse des charges autres que d'intérêts et de l'impôt.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est chiffré à 21 millions de dollars. Après ajustement pour exclure le profit net sur les cessions, une perte nette de 121 millions de dollars a été comptabilisée, en regard d'une perte de 54 millions de dollars, en raison essentiellement de la diminution de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et de la hausse de l'impôt, compensées en partie par la hausse des profits sur la vente de titres de placement et la baisse des charges autres que d'intérêts.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est chiffrée à 33 millions de dollars. Une perte nette de 175 millions de dollars a été comptabilisée, contre un bénéfice net de 24 millions de dollars, après ajustement pour exclure le profit net sur les cessions. L'exercice précédent a présenté des charges moins élevées, principalement attribuables à la réévaluation des avantages de 150 millions de dollars (203 millions de dollars avant impôt). La période à l'étude tient compte d'une diminution de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif.

Faits saillants par secteurs géographiques

(non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019 ¹⁾	31 janvier 2019 ¹⁾	30 avril 2018 ¹⁾	30 avril 2019 ¹⁾	30 avril 2018 ¹⁾
Bénéfice net (perte nette) par secteurs géographiques (en millions de dollars)					
Canada	1 022 \$	1 058 \$	1 142 \$	2 080 \$	2 456 \$
États-Unis	225	176	151	401	308
Mexique	140	182	160	322	325
Pérou	140	211	156	351	320
Chili	126	117	99	243	199
Colombie	31	35	25	66	44
Antilles et Amérique centrale	298	194	176	492	342
Autres pays	207	163	198	370	392
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	2 189 \$	2 136 \$	2 107 \$	4 325 \$	4 386 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)					
Canada	595 \$	590 \$	559 \$	592 \$	560 \$
États-Unis	147	147	126	147	121
Mexique	37	35	33	36	32
Pérou	27	26	24	26	24
Chili	52	50	28	51	27
Colombie	14	13	12	14	12
Antilles et Amérique centrale	42	41	40	42	40
Autres pays	125	131	119	128	122
Total	1 039 \$	1 033 \$	941 \$	1 036 \$	938 \$

1) Après ajustement pour exclure l'incidence des montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque s'est élevé à 2 148 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 2 175 \$; 30 avril 2018 – 2 120 \$), dont 1 036 \$ au Canada (31 janvier 2019 – 1 084 \$; 30 avril 2018 – 1 147 \$), 140 \$ au Chili (31 janvier 2019 – 134 \$; 30 avril 2018 – 104 \$), 32 \$ en Colombie (31 janvier 2019 – 39 \$; 30 avril 2018 – 28 \$), 184 \$ au Pérou (31 janvier 2019 – 212 \$; 30 avril 2018 – 157 \$), 186 \$ aux Antilles et en Amérique centrale (31 janvier 2019 – 193 \$; 30 avril 2018 – 176 \$) et à 4 323 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – 4 412 \$).

Faits saillants financiers trimestriels

(non audité) (en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les							
	30 avril 2019 ¹⁾	31 janvier 2019 ¹⁾	31 octobre 2018	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 juillet 2017
Résultats présentés								
Revenus d'intérêts nets	4 193 \$	4 274 \$	4 220 \$	4 085 \$	3 950 \$	3 936 \$	3 831 \$	3 833 \$
Revenus autres que d'intérêts	3 610	3 330	3 228	3 096	3 108	3 152	2 981	3 061
Total des revenus	7 803 \$	7 604 \$	7 448 \$	7 181 \$	7 058 \$	7 088 \$	6 812 \$	6 894 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	873	688	590	943	534	544	536	573
Charges autres que d'intérêts	4 046	4 171	4 064	3 770	3 726	3 498	3 668	3 672
Charge d'impôt sur le résultat	625	498	523	529	621	709	538	546
Bénéfice net	2 259 \$	2 247 \$	2 271 \$	1 939 \$	2 177 \$	2 337 \$	2 070 \$	2 103 \$
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,74	1,72	1,72	1,60	1,70	1,88	1,66	1,68
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,73	1,71	1,71	1,55	1,70	1,86	1,64	1,66
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) ²⁾	2,45	2,45	2,47	2,46	2,47	2,46	2,44	2,46
Taux d'impôt effectif (en pourcentage)	21,7	18,1	18,7	21,5	22,2	23,3	20,6	20,6
Résultats ajustés²⁾								
Bénéfice net ajusté	2 263 \$	2 291 \$	2 345 \$	2 259 \$	2 190 \$	2 350 \$	2 084 \$	2 117 \$
Bénéfice dilué ajusté par action	1,70 \$	1,75 \$	1,77 \$	1,76 \$	1,71 \$	1,87 \$	1,65 \$	1,68 \$

1) Les montants pour les périodes closes le 30 avril 2019 et le 31 janvier 2019 ont été préparés selon l'IFRS 15; les montants des périodes précédentes n'ont pas été retraités (se reporter aux notes 3 et 4 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés).

2) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

Analyse des tendances

Bénéfice net

La Banque a présenté un solide bénéfice net au cours des huit trimestres les plus récents. Le bénéfice du trimestre à l'étude a été touché par les montants liés aux acquisitions et aux cessions de 4 millions de dollars (31 millions de dollars avant impôt), tandis que le bénéfice du troisième trimestre de 2018 avait été réduit par les montants liés aux acquisitions et aux cessions de 320 millions de dollars (453 millions de dollars avant impôt).

Le premier trimestre de 2018 tenait compte d'une économie comptable de 150 millions de dollars (203 millions de dollars avant impôt) attribuable à la réévaluation d'un passif au titre des régimes d'avantages du personnel découlant de certaines modifications apportées aux régimes.

Revenus d'intérêts nets

Les revenus d'intérêts nets ont légèrement diminué au cours de la période à l'étude en raison de l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre et de la baisse de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif. Les revenus d'intérêts nets ont affiché une croissance tout au long de la période, grâce à une progression régulière des prêts aux particuliers et aux entreprises dans chacun des trois secteurs d'activité, de même qu'à l'incidence des acquisitions. La marge nette sur intérêts est demeurée relativement stable au cours de la période. La marge s'est établie à 2,45 % au cours du trimestre à l'étude.

Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté au cours des derniers trimestres, en partie sous l'effet des acquisitions, du profit net sur les cessions au cours du trimestre à l'étude et de l'harmonisation de la période de présentation d'un certain nombre d'entreprises de la Banque. Les profits sur la vente de biens immobiliers et de titres de placement ont ralenti depuis 2017. La vente des activités de Patrimoine Hollis au quatrième trimestre de 2017 a donné lieu à un profit au cours de ce trimestre, mais elle a contribué au recul des honoraires de gestion de patrimoine au cours de cette période.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2017, la Banque a adopté l'IFRS 9. Les montants des périodes précédentes n'ont pas été retraités. De ce fait, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et les ratios connexes ne sont pas directement comparables.

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 873 millions de dollars pour le trimestre à l'étude. Après ajustement pour exclure la dotation au titre des prêts productifs acquis initiale, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 722 millions de dollars pour le trimestre à l'étude. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 61 points de base, soit une augmentation de 14 points de base par rapport au trimestre précédent. Après ajustement pour exclure la dotation au titre des prêts productifs acquis initiale, le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffré à 51 points de base pour le trimestre à l'étude. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ajusté a augmenté au cours du dernier exercice, ce qui reflète la modification de la composition de nos activités en raison des acquisitions récentes ainsi que l'incidence des facteurs macroéconomiques moins favorables. La grande qualité des actifs s'est maintenue malgré la hausse des activités de prêt.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont diminué au cours du trimestre à l'étude, mais ont généralement affiché une tendance à la hausse pour l'ensemble de la période, surtout en conséquence de la croissance des activités, de l'incidence continue des acquisitions et des investissements de la Banque dans les initiatives technologiques, réglementaires et stratégiques. Le premier trimestre de 2018 tenait compte d'une réévaluation des avantages de 203 millions de dollars, ce qui a réduit les charges du trimestre.

Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 21,7 % pour le trimestre considéré, du fait surtout des taux d'impôt plus élevés dans certains territoires étrangers, en partie contrebalancés par l'augmentation des avantages fiscaux dans certains territoires. Le taux d'impôt effectif a affiché une moyenne de 21,0 % pour la période et a varié de 18,1 % à 23,3 %. Le taux d'impôt effectif des autres trimestres a varié en fonction des fluctuations des revenus gagnés à l'étranger et des dividendes exonérés d'impôt.

Situation financière

Au 30 avril 2019, le total des actifs de la Banque s'élevait à 1 058 milliards de dollars, en hausse de 60 milliards de dollars ou de 6 % par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2018. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des actifs s'est accru de 46 milliards de dollars. Cet accroissement a surtout été observé dans les prêts, les titres détenus à des fins de transaction et les titres pris en pension et titres empruntés, ce qui a été contré en partie par une diminution de la trésorerie et des dépôts auprès d'autres institutions financières.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres institutions financières ont diminué de 12 milliards de dollars et les actifs dérivés ont reculé de 6 milliards de dollars, tandis que les titres détenus à des fins de transaction ont crû de 18 milliards de dollars et que les titres pris en pension et titres empruntés ont augmenté de 22 milliards de dollars.

Les titres de placement ont augmenté de 7 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2018, ce qui traduit d'abord et avant tout l'augmentation des avoirs en titres de créance du gouvernement américain et en titres de créance de sociétés. Au 30 avril 2019, le profit net latent sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 344 millions de dollars a été réduit à une perte nette latente de 61 millions de dollars compte tenu de l'incidence des couvertures admissibles.

Les prêts ont progressé de 32 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2018. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 7 milliards de dollars, en raison de la croissance au Canada et en Amérique latine. Les prêts personnels et sur cartes de crédit ont progressé de 3 milliards de dollars, du fait surtout de la croissance en Amérique latine. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 22 milliards de dollars, en raison surtout de la croissance en Amérique latine, aux États-Unis et au Canada.

Les autres actifs ont augmenté de 3 milliards de dollars, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des exigences de marge de trésorerie.

Les passifs totalisaient 988 milliards de dollars au 30 avril 2019, en hausse de 57 milliards de dollars ou de 6 % par rapport à ceux au 31 octobre 2018. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des passifs a augmenté de 44 milliards de dollars.

Le total des dépôts a affiché une augmentation de 36 milliards de dollars. Les dépôts de particuliers se sont accrus de 10 milliards de dollars, essentiellement au Canada. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ont augmenté de 22 milliards de dollars, surtout aux États-Unis et en Amérique latine. Les dépôts d'autres institutions financières ont augmenté de 4 milliards de dollars.

Les obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés ont augmenté de 23 milliards de dollars, ce qui est conforme à la hausse des titres pris en pension et des titres empruntés. Les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ont augmenté de 3 milliards de dollars. Les passifs dérivés ont fléchi de 5 milliards de dollars, ce qui est semblable à la baisse enregistrée par les actifs dérivés. Les autres passifs ont augmenté de 4 milliards de dollars, ce qui traduit en grande partie les autres passifs des filiales.

Le total des capitaux propres a augmenté de 2 567 millions de dollars depuis le 31 octobre 2018. Cette augmentation traduit surtout le bénéfice de 4 506 millions de dollars depuis le début de l'exercice à l'étude et la hausse des autres éléments du résultat global de 934 millions de dollars attribuable

principalement à l'accroissement des profits de change latents sur les placements de la Banque dans ses établissements à l'étranger. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par les dividendes versés de 2 197 millions de dollars, le rachat et l'annulation d'environ 7 millions d'actions ordinaires pour un montant de 523 millions de dollars de même que le rachat d'actions privilégiées de 300 millions de dollars.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque et les risques émergents n'ont pas changé de façon importante par rapport à ce qui est énoncé dans son rapport annuel 2018. Pour une analyse complète des politiques et pratiques de gestion du risque et un complément d'information sur les facteurs de risque, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion du risque » du rapport annuel 2018.

Risque de crédit

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances total s'établissait à 5 376 millions de dollars au 30 avril 2019. Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts se situait à 5 295 millions de dollars, en hausse de 184 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence de la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis. Le compte de correction de valeur au titre des prêts douteux a diminué pour se chiffrer à 1 669 millions de dollars, par rapport à 1 680 millions de dollars au 31 janvier 2019, ce qui s'explique en grande partie par les radiations, déduction faite des recouvrements, au cours du trimestre. Le compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs a augmenté pour se chiffrer à 3 626 millions de dollars, alors qu'il s'établissait à 3 431 millions de dollars au 31 janvier 2019, en raison surtout de l'incidence de la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis.

Prêts douteux

Le montant total brut des prêts douteux était de 5 364 millions de dollars au 30 avril 2019, en hausse par rapport à 5 287 millions de dollars au 31 janvier 2019, du fait essentiellement des nouveaux prêts dans le portefeuille de prêts aux particuliers au sein des Opérations internationales.

Le montant net des prêts douteux du Réseau canadien totalisait 707 millions de dollars au 30 avril 2019, ce qui représente une hausse de 16 millions de dollars par rapport au 31 janvier 2019, du fait surtout des nouveaux prêts dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Le montant net des prêts douteux des Opérations internationales totalisait 2 743 millions de dollars au 30 avril 2019, ce qui représente une hausse de 81 millions de dollars par rapport au 31 janvier 2019, du fait surtout des nouveaux prêts dans les portefeuilles de prêts aux particuliers. Le montant net des prêts douteux des Services bancaires et marchés mondiaux se chiffrait à 245 millions de dollars au 30 avril 2019, en baisse de 8 millions de dollars par rapport au 31 janvier 2019, en raison surtout des règlements au cours du trimestre. Le montant net des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations s'établissait à 0,61 % au 30 avril 2019, soit au même niveau qu'au trimestre précédent.

Aperçu du portefeuille de prêts

La Banque possède un portefeuille bien diversifié par produits, par activités commerciales et par régions géographiques. Des détails concernant certains portefeuilles sur lesquels l'accent est mis actuellement sont présentés ci-dessous.

Prêts garantis par des biens immobiliers

Une partie importante du portefeuille de prêts de la Banque est constituée de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation, lesquels sont bien diversifiés sur le plan des emprunteurs. Au 30 avril 2019, ces prêts s'élevaient à 376 milliards de dollars ou à 63 % de l'encours total des prêts et des acceptations de la Banque (31 janvier 2019 – 372 milliards de dollars ou 63 %; 31 octobre 2018 – 366 milliards de dollars ou 64 %). De ces prêts, une tranche de 282 milliards de dollars ou de 75 % est composée de prêts hypothécaires garantis (31 janvier 2019 – 279 milliards de dollars ou 75 %; 31 octobre 2018 – 274 milliards de dollars ou 75 %). Les tableaux qui suivent présentent des détails par portefeuilles.

Prêts hypothécaires et marges de crédit hypothécaire à l'habitation assurés et non assurés

Le tableau qui suit présente les montants des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaire à l'habitation assurés et non assurés, par régions géographiques.

	Au 30 avril 2019											
	Prêts hypothécaires à l'habitation						Marges de crédit hypothécaire à l'habitation					
	Assurés ¹⁾		Non assurés		Total		Assurés ¹⁾		Non assurées		Total	
(en millions de dollars)	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Canada ²⁾ :												
Provinces de l'Atlantique	5 882 \$	2,7 %	5 292 \$	2,5 %	11 174 \$	5,2 %	– \$	– %	1 159 \$	5,5 %	1 159 \$	5,5 %
Québec	7 577	3,5	8 426	3,9	16 003	7,4	–	–	972	4,6	972	4,6
Ontario	40 913	18,9	69 311	31,9	110 224	50,8	–	–	11 295	53,6	11 295	53,6
Manitoba et Saskatchewan	5 496	2,5	3 981	1,8	9 477	4,3	1	–	766	3,6	767	3,6
Alberta	18 075	8,3	12 571	5,8	30 646	14,1	1	–	2 957	14,1	2 958	14,1
Colombie-Britannique et territoires	13 342	6,1	26 273	12,1	39 615	18,2	–	–	3 918	18,6	3 918	18,6
Canada ³⁾	91 285 \$	42 %	125 854 \$	58 %	217 139 \$	100 %	2 \$	– %	21 067 \$	100 %	21 069 \$	100 %
Étranger	–	–	43 447	100	43 447	100	–	–	–	–	–	–
Total	91 285 \$	35 %	169 301 \$	65 %	260 586 \$	100 %	2 \$	– %	21 067 \$	100 %	21 069 \$	100 %
	Au 31 janvier 2019											
Canada ³⁾	91 689 \$	42,4 %	124 418 \$	57,6 %	216 107 \$	100 %	2 \$	– %	20 754 \$	100 %	20 756 \$	100 %
Étranger	–	–	42 542	100	42 542	100	–	–	–	–	–	–
Total	91 689 \$	35,4 %	166 960 \$	64,6 %	258 649 \$	100 %	2 \$	– %	20 754 \$	100 %	20 756 \$	100 %
	Au 31 octobre 2018											
Canada ³⁾	92 185 \$	43,3 %	120 898 \$	56,7 %	213 083 \$	100 %	2 \$	– %	20 926 \$	100 %	20 928 \$	100 %
Étranger	–	–	40 274	100	40 274	100	–	–	–	–	–	–
Total	92 185 \$	36,4 %	161 172 \$	63,6 %	253 357 \$	100 %	2 \$	– %	20 926 \$	100 %	20 928 \$	100 %

1) Une assurance prêt hypothécaire s'entend d'une couverture contractuelle sur la durée des prêts admissibles, en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée contre les manques à gagner pouvant découler de la défaillance de l'emprunteur. Cette assurance est fournie soit par des organismes bénéficiant du soutien du gouvernement, soit par des assureurs hypothécaires privés.

2) La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.

3) Comprend des immeubles d'habitation (quatre unités ou plus) de 3 123 \$ (31 janvier 2019 – 3 070 \$; 31 octobre 2018 – 2 899 \$), dont une tranche de 2 302 \$ est assurée (31 janvier 2019 – 2 240 \$; 31 octobre 2018 – 2 029 \$).

Périodes d'amortissement des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau qui suit présente la distribution des prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement restantes et par régions géographiques.

	Au 30 avril 2019					
	Prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement					
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans ou plus	Total des prêts hypothécaires à l'habitation
Canada	34,4 %	38,8 %	25,9 %	0,8 %	0,1 %	100 %
Étranger	66,3 %	18,4 %	13,5 %	1,7 %	0,1 %	100 %
Au 31 janvier 2019						
Canada	34,1 %	38,3 %	26,9 %	0,6 %	0,1 %	100 %
Étranger	64,3 %	18,8 %	13,6 %	3,2 %	0,1 %	100 %
Au 31 octobre 2018						
Canada	33,9 %	38,0 %	27,1 %	0,9 %	0,1 %	100 %
Étranger	65,1 %	18,9 %	13,2 %	2,7 %	0,1 %	100 %

Ratios prêt/valeur

Une tranche de 58 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien n'était pas assurée (31 janvier 2019 – 58 %; 31 octobre 2018 – 57 %). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille s'établissait à 55 % (31 janvier 2019 – 55 %; 31 octobre 2018 – 54 %).

Le tableau suivant présente le ratio prêt/valeur moyen pondéré de l'ensemble des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaire à l'habitation non assurés nouvellement montés, lesquels comprennent les prêts hypothécaires pour financer un achat, refinancés afin d'en augmenter le solde et transférés d'autres institutions financières, par régions géographiques pour le trimestre à l'étude.

	Ratios prêt/valeur des prêts non assurés	
	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaire à l'habitation ¹⁾
	Ratio prêt/valeur (%)	Ratio prêt/valeur (%)
Canada ²⁾		
Provinces de l'Atlantique	66,1 %	57,4 %
Québec	63,8	67,6
Ontario	64,5	60,7
Manitoba et Saskatchewan	68,4	59,9
Alberta	66,8	71,8
Colombie-Britannique et territoires	63,2	61,0
Canada ²⁾	64,5 %	61,9 %
Étranger	72,0 %	s. o.
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019		
Canada ²⁾	63,8 %	62,7 %
Étranger	69,0 %	s. o.
Pour le trimestre clos le 31 octobre 2018		
Canada ²⁾	63,5 %	62,1 %
Étranger	69,2 %	s. o.

1) *Comprennent uniquement les marges de crédit hypothécaire à l'habitation aux termes du programme Crédit Intégré Scotia. Le ratio prêt/valeur correspond à la somme de chaque prêt hypothécaire à l'habitation et de la limite autorisée des marges de crédit hypothécaire à l'habitation connexes, divisée par la valeur du bien immobilier résidentiel connexe, et il est présenté sur une base moyenne pondérée pour les prêts hypothécaires et les marges de crédit hypothécaire à l'habitation nouvellement montés.*

2) *La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.*

Incidence d'un éventuel ralentissement économique sur les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaire à l'habitation

La Banque soumet son portefeuille de prêts hypothécaires à des scénarios de conditions critiques afin de déterminer l'incidence d'une variété de combinaisons d'événements comme le déclin des prix des habitations, l'augmentation du taux de chômage et la hausse des taux d'intérêt. Elle définit les scénarios en fonction de résultats réels antérieurs dans divers contextes historiques de ralentissement pour démontrer que les tests sur le portefeuille sont suffisamment sévères. En période de crise, il y a une hausse modérée des pertes sur créances et des incidences défavorables sur les ratios de fonds propres, à un niveau que la Banque considère toutefois comme gérable. Dans les faits, le portefeuille est résistant face à ces scénarios en raison du faible ratio prêt/valeur du portefeuille, de la proportion élevée de prêts assurés et de la diversification du portefeuille.

Exposition au risque en Europe

La Banque est d'avis que ses expositions au risque en Europe sont gérables, que leur taille est appropriée au regard de la solvabilité des contreparties (90 % des expositions sont des contreparties de première qualité selon une combinaison de notations internes et externes) et qu'elles sont modestes compte tenu du capital de la Banque. L'exposition de la Banque au risque en Europe est comptabilisée au coût amorti ou à la juste valeur calculée au moyen de données observables, des montants négligeables étant évalués selon des modèles assortis de données non observables (niveau 3). Il ne s'est produit aucun événement important au cours du trimestre qui a eu une incidence significative sur l'exposition de la Banque.

RAPPORT DE GESTION

Au 30 avril 2019, l'exposition de la Banque à l'égard des emprunteurs souverains s'établissait à 7,3 milliards de dollars (31 janvier 2019 – 8,0 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 8,5 milliards de dollars), celle à l'égard de banques, à 3,6 milliards de dollars (31 janvier 2019 – 4,7 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 5,8 milliards de dollars), et celle à l'égard de sociétés, à 16,9 milliards de dollars (31 janvier 2019 – 14,7 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 15,8 milliards de dollars).

Outre les expositions présentées dans le tableau ci-dessous, la Banque avait des expositions indirectes composées de positions en titres d'entités non européennes dont la société mère est domiciliée en Europe à hauteur de 0,8 milliard de dollars au 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 0,7 milliard de dollars; 31 octobre 2018 – 0,7 milliard de dollars).

Les expositions actuelles de la Banque au risque en Europe se détaillent comme suit :

Aux							31 janvier 2019	31 octobre 2018	
30 avril 2019									
(en millions de dollars)	Prêts et équivalents de prêts ¹⁾	Dépôts auprès d'autres institutions financières	Titres ²⁾	Transactions de financement sur titres et dérivés ³⁾	Montant financé total	Engagements non prélevés ⁴⁾	Total	Total	Total
Grèce	114 \$	– \$	– \$	– \$	114 \$	– \$	114 \$	143 \$	146 \$
Irlande	857	707	(2)	164	1 726	712	2 438	1 805	2 612
Italie	11	1	(24)	2	(10)	125	115	112	148
Portugal	–	–	–	6	6	–	6	–	2
Espagne	934	4	–	95	1 033	181	1 214	1 220	1 701
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	1 916 \$	712 \$	(26)\$	267 \$	2 869 \$	1 018 \$	3 887 \$	3 280 \$	4 609 \$
Royaume-Uni	7 132 \$	3 452 \$	160 \$	2 058 \$	12 802 \$	6 148 \$	18 950 \$	20 441 \$	20 003 \$
Allemagne	1 515	496	1 322	57	3 390	1 389	4 779	4 118	4 285
France	1 045	199	474	55	1 773	1 678	3 451	3 406	4 199
Pays-Bas	828	100	409	62	1 399	1 639	3 038	2 623	2 525
Suisse	710	17	7	183	917	894	1 811	1 701	1 492
Autres	2 023	168	2 142	344	4 677	3 161	7 838	7 175	7 988
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	13 253 \$	4 432 \$	4 514 \$	2 759 \$	24 958 \$	14 909 \$	39 867 \$	39 464 \$	40 492 \$
Total – Europe	15 169 \$	5 144 \$	4 488 \$	3 026 \$	27 827 \$	15 927 \$	43 754 \$	42 744 \$	45 101 \$

- 1) Les comptes de correction de valeur individuels au titre des prêts douteux se chiffraient à 5 \$. Les lettres de crédit et les garanties sont incluses dans les expositions financées puisqu'elles ont été émises. Les prêts et équivalents de prêts comprenaient des lettres de crédit et des garanties d'un montant total de 3 906 \$ au 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 4 209 \$; 31 octobre 2018 – 3 867 \$).
- 2) L'exposition aux titres est calculée en tenant compte des positions dérivées lorsque le titre est l'actif de référence sous-jacent, ainsi que des positions vendeur, le montant net des positions vendeur étant entre parenthèses.
- 3) Les transactions de financement sur titres comprennent des titres pris en pension, des obligations relatives aux titres mis en pension et des transactions de prêt ou d'emprunt de titres. Les expositions financées brutes et nettes représentent la totalité des positions nettes positives, compte tenu des garanties. Les garanties au titre des dérivés s'établissaient à 1 484 \$ et celles au titre des transactions de financement sur titres, à 20 551 \$.
- 4) Les engagements non prélevés représentent l'estimation du montant prévu au contrat qui pourrait être prélevé par un débiteur et sont composés d'engagements visant l'émission de lettres de crédit pour le compte d'autres banques dans le cadre d'une entente relative à un consortium bancaire.

Risque de marché

La valeur à risque (« VaR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. La VaR comprend tant le risque de marché général que le risque spécifique à la dette. En outre, la Banque calcule une VaR ayant subi une simulation de crise.

Facteurs de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres clos les		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018
Écart de crédit plus taux d'intérêt	9,6 \$	11,3 \$	14,4 \$
Écart de crédit	6,9	6,8	8,9
Taux d'intérêt	6,8	8,4	11,9
Actions	3,3	4,0	2,5
Change	3,6	2,3	3,7
Marchandises	2,1	2,0	1,6
Spécifique à la dette	4,3	4,4	3,3
Effet de la diversification	(11,6)	(11,4)	(10,8)
VaR totale	11,3 \$	12,6 \$	14,7 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	33,7 \$	45,3 \$	40,7 \$

Au deuxième trimestre de 2019, la VaR totale quotidienne moyenne a diminué pour s'établir à 11,3 millions de dollars, comparativement à 12,6 millions de dollars au trimestre précédent, du fait surtout de la diminution des expositions aux écarts de rendement et de crédit.

Pour le trimestre à l'étude, la VaR totale quotidienne moyenne ayant subi une simulation de crise a diminué pour se chiffrer à 33,7 millions de dollars, contre 45,3 millions de dollars au trimestre précédent, principalement en raison des rendements plus faibles. Le calcul de la VaR ayant subi une simulation de crise est fondé sur la volatilité de marché sur une période de un an considérée comme ayant subi une crise selon le profil de risque du portefeuille de transaction. La période actuelle englobe la crise du crédit de 2008-2009.

Une journée de perte journalière a été subie au deuxième trimestre, contre aucune perte journalière au trimestre précédent. La qualité et l'exactitude des modèles de VaR sont validées par des évaluations rétrospectives, au cours desquelles les profits et pertes quotidiens hypothétiques et réels sont comparés avec les résultats quotidiens du modèle de VaR.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt et aux changements dans les préférences des clients (p. ex. les taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires).

Sensibilité aux taux d'intérêt des instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le tableau qui suit indique l'incidence pro forma après impôt sur les revenus d'intérêts nets au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 points de base des taux d'intérêt, pour les principales devises telles qu'elles ont été déterminées par la Banque. Ces calculs sont fondés sur des modèles qui prennent en considération un certain nombre de données d'entrée et qui sont à bilan constant, et ils ne tiennent compte d'aucune hypothèse quant aux mesures d'atténuation du risque que la direction pourrait prendre.

	Aux						31 janvier 2019	30 avril 2018		
	30 avril 2019			30 avril 2019						
	Bénéfice net		Valeur économique	Bénéfice net		Valeur économique				
(en millions de dollars)	Dollar canadien	Autres devises	Total	Dollar canadien	Autres devises	Total	Bénéfice net	Valeur économique	Bénéfice net	Valeur économique
+ 100 points de base	(122)\$	11 \$	(111)\$	(410)\$	(958)\$	(1 368)\$	66 \$	(363)\$	(71)\$	(1 097)\$
- 100 points de base	119	(12)	107	240	839	1 079	(68)	140	70	991

Au cours du deuxième trimestre de 2019, les deux sensibilités aux taux d'intérêt se sont situées dans les limites approuvées de la Banque.

Le comité de gestion de l'actif et du passif de la Banque fournit une orientation stratégique en ce qui a trait à la gestion du risque de taux d'intérêt structurel dans le cadre de tolérance au risque approuvé par le conseil d'administration. La Trésorerie du Groupe met en œuvre la stratégie de gestion de l'actif et du passif en vue de protéger et d'améliorer les revenus d'intérêts nets dans le respect du cadre de tolérance au risque établi.

La Banque complète l'analyse de l'incidence du changement de taux immédiat décrite ci-dessus avec des analyses et des outils plus complexes aux fins de gestion du risque réel.

Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués quotidiennement à la valeur de marché et pris en compte dans les mesures du risque lié aux activités de transaction comme la V&R. Les dérivés reflétés dans les mesures du risque lié aux activités de transaction se rapportent aux activités des Services bancaires et marchés mondiaux, tandis que les dérivés reflétés dans les mesures du risque non lié aux activités de transaction comprennent les dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif et désignés dans une relation de comptabilité de couverture. Le tableau ci-dessous présente une comparaison des éléments de l'état consolidé de la situation financière qui sont couverts par les mesures du risque lié aux activités de transaction et du risque lié aux activités autres que de transaction.

Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière de la Banque

Au 30 avril 2019	Mesure du risque de marché				Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
(en millions de dollars)	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	
Métaux précieux	3 543 \$	3 543 \$	– \$	– \$	s. o.
Actifs détenus à des fins de transaction	117 140	116 550	590	–	Taux d'intérêt, change
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	14	–	14	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	31 358	27 950	3 408	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	85 146	–	85 146	–	Taux d'intérêt, change, actions
Prêts	583 815	–	583 815	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché ¹⁾	237 153	–	–	237 153	s. o.
Total des actifs	1 058 169 \$	148 043 \$	672 973 \$	237 153 \$	
Dépôts	712 282 \$	– \$	677 827 \$	34 455 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	10 919	–	10 919	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	29 957	29 957	–	–	s. o.
Instruments financiers dérivés	33 176	28 462	4 714	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction ²⁾	5 161	5 161	–	–	s. o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	2 539	–	2 539	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché ³⁾	193 888	–	–	193 888	s. o.
Total des passifs	987 922 \$	63 580 \$	695 999 \$	228 343 \$	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et les titres empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

Au 31 octobre 2018

Mesure du risque de marché

(en millions de dollars)	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
Métaux précieux	3 191 \$	3 191 \$	– \$	– \$	s. o.
Actifs détenus à des fins de transaction	100 262	99 650	612	–	Taux d'intérêt, change
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	12	–	12	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	37 558	33 937	3 621	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	78 396	–	78 396	–	Taux d'intérêt, change, actions
Prêts	551 834	–	551 834	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché ¹⁾	227 240	–	–	227 240	s. o.
Total des actifs	998 493 \$	136 778 \$	634 475 \$	227 240 \$	
Dépôts	676 534 \$	– \$	641 791 \$	34 743 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	8 188	–	8 188	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	32 087	32 087	–	–	s. o.
Instruments financiers dérivés	37 967	32 300	5 667	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction ²⁾	5 019	5 019	–	–	s. o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	1 727	–	1 727	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché ³⁾	169 291	–	–	169 291	s. o.
Total des passifs	930 813 \$	69 406 \$	657 373 \$	204 034 \$	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et les titres empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

Risque de liquidité

Une gestion efficace du risque de liquidité est essentielle pour maintenir la confiance des déposants et des contreparties, pour gérer le coût du financement et pour soutenir les principales unités commerciales de la Banque, même dans les circonstances les plus difficiles.

Le risque de liquidité est géré dans le cadre des politiques et des limites approuvées par le conseil d'administration, comme l'expliquent la note 20 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés et la note 37 afférente aux états financiers consolidés audités figurant dans le rapport annuel 2018 de la Banque. Les actifs liquides sont un élément clé de ce cadre.

La détermination des niveaux appropriés des portefeuilles d'actifs liquides est fondée sur le montant des liquidités qui pourraient être nécessaires à la Banque pour financer les flux de trésorerie prévus dans le cours normal des activités, ainsi que les liquidités qui pourraient être nécessaires pour compenser les sorties de fonds en situation de crise. Les situations de crise comprennent des périodes de dérèglement des marchés financiers ou des événements qui peuvent nuire à la capacité de la Banque d'accéder aux marchés du financement et à des liquidités. La Banque fait appel à des simulations de crise pour évaluer l'incidence des crises et pour évaluer le montant des actifs liquides qui seraient nécessaires dans diverses situations de crise.

Actifs liquides

Les actifs liquides sont une composante clé de la gestion de la liquidité, et la Banque détient ce type d'actifs en quantité suffisante pour répondre à ses besoins éventuels de gestion de la liquidité.

Les actifs liquides peuvent servir à générer des rentrées de trésorerie, que ce soit au moyen de leur vente, de transactions de rachat ou d'autres transactions dans le cadre desquelles les actifs peuvent être donnés en garantie en vue de générer des rentrées de trésorerie ou être détenus jusqu'à leur échéance. Les actifs liquides comprennent les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les prêts à vue et autres prêts à court terme, les titres négociables, les métaux précieux et les titres reçus en garantie dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés. Les actifs liquides ne comprennent pas les liquidités pouvant être obtenues de banques centrales.

Les titres négociables sont des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et qui peuvent être convertis en trésorerie dans un délai donné qui est conforme au cadre de gestion de la liquidité de la Banque. Les actifs sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont le délai qui devrait être nécessaire pour les convertir en trésorerie.

Les titres négociables pris en compte dans les actifs liquides sont composés de titres spécifiquement détenus en tant que volant de capital ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif, de titres détenus à des fins de transaction, lesquels sont pour l'essentiel détenus par les Services bancaires et marchés mondiaux, ainsi que des garanties reçues dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés.

La Banque maintient des avoirs considérables en actifs liquides non grevés afin de soutenir ses activités. De manière générale, elle peut vendre ou donner en nantissement ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 30 avril 2019, les actifs liquides non grevés s'élevaient à 211 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 202 milliards de dollars). Les actifs liquides étaient composés de titres, y compris des titres hypothécaires émis aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* (la « LNH »), à hauteur de 79 % (31 octobre 2018 – 71 %). Les autres actifs liquides non grevés, soit la trésorerie et les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les métaux précieux, les prêts à vue et les prêts à court terme, représentaient une tranche de 21 % (31 octobre 2018 – 29 %). L'augmentation du total des actifs liquides s'explique d'abord et avant tout par la croissance du portefeuille de titres, neutralisée en partie par la diminution de la trésorerie et des dépôts auprès des banques centrales ainsi que des dépôts auprès d'autres institutions financières.

Les valeurs comptables présentées dans le tableau des actifs liquides sont cohérentes avec celles figurant à l'état consolidé de la situation financière de la Banque au 30 avril 2019. La valeur liquide du portefeuille fluctuera en fonction de diverses conditions critiques, différentes hypothèses étant utilisées dans les scénarios de crise.

Les groupes d'actifs liquides de la Banque sont résumés dans le tableau qui suit :

	Au 30 avril 2019						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	40 854 \$	– \$	40 854 \$	– \$	9 514 \$	31 340 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	9 267	–	9 267	–	57	9 210	–
Métaux précieux	3 543	–	3 543	–	73	3 470	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	43 393	12 287	55 680	32 564	–	23 116	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	74 142	78 086	152 228	84 608	–	67 620	–
Autres titres	65 691	72 886	138 577	97 261	–	41 316	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH ²⁾	37 284	–	37 284	2 754	–	34 530	–
Prêts à vue et à court terme	632	–	632	–	–	632	–
Total	274 806 \$	163 259 \$	438 065 \$	217 187 \$	9 644 \$	211 234 \$	– \$

	Au 31 octobre 2018						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	48 352 \$	– \$	48 352 \$	– \$	7 906 \$	40 446 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	13 917	–	13 917	–	73	13 844	–
Métaux précieux	3 191	–	3 191	–	70	3 121	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	45 260	11 050	56 310	29 464	–	26 846	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	60 553	63 816	124 369	68 531	–	55 838	–
Autres titres	54 786	66 704	121 490	92 280	–	29 210	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH ²⁾	34 636	–	34 636	2 605	–	32 031	–
Prêts à vue et à court terme	1 047	–	1 047	–	–	1 047	–
Total	261 742 \$	141 570 \$	403 312 \$	192 880 \$	8 049 \$	202 383 \$	– \$

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons juridiques ou autres.

2) Ces titres hypothécaires, lesquels sont disponibles à la vente, sont pris en compte dans les prêts hypothécaires à l'habitation dans l'état de la situation financière.

Le sommaire du total des actifs liquides non grevés détenus par la banque société mère et ses succursales ainsi que par ses filiales au Canada et à l'étranger est présenté ci-dessous :

	Aux	
	30 avril 2019	31 octobre 2018
<i>(en millions de dollars)</i>		
La Banque de Nouvelle-Écosse (société mère)	160 143 \$	152 728 \$
Filiales de la Banque au Canada	11 531	15 344
Filiales de la Banque à l'étranger	39 560	34 311
Total	211 234 \$	202 383 \$

Le bassin de liquidités de la Banque est détenu dans diverses grandes monnaies, soit surtout le dollar canadien et le dollar américain. Comme il est expliqué ci-dessus, la grande majorité (81 %) des actifs liquides sont détenus par le siège social, les succursales et les filiales canadiennes de la Banque. Dans la mesure où une réserve de liquidités détenue dans une filiale de la Banque à l'étranger est exigée aux fins de la réglementation, on présume qu'elle n'est pas disponible pour le reste du groupe. On présume que les autres actifs liquides détenus par une filiale à l'étranger ne sont disponibles que dans de rares circonstances. La Banque surveille les niveaux minimaux de liquidités requis et d'actifs détenus par chaque entité ou dans chaque territoire, et elle veille au respect de ces exigences.

Actifs grevés

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou de exercer des activités à l'étranger. Des titres sont également mis en pension. Le tableau qui suit présente le sommaire des actifs grevés et non grevés.

	Au 30 avril 2019						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie ²⁾	Autres ³⁾
(en millions de dollars)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	40 854 \$	– \$	40 854 \$	– \$	9 514 \$	31 340 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	9 267	–	9 267	–	57	9 210	–
Métaux précieux	3 543	–	3 543	–	73	3 470	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	43 393	12 287	55 680	32 564	–	23 116	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	74 142	78 086	152 228	84 608	–	67 620	–
Autres titres liquides	65 691	72 886	138 577	97 261	–	41 316	–
Autres titres	5 059	6 718	11 777	4 715	–	–	7 062
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	37 284	–	37 284	2 754	–	34 530	–
Prêts à vue et à court terme	632	–	632	–	–	632	–
Autres prêts	559 003	–	559 003	10 606	57 609	13 771	477 017
Autres actifs financiers ⁴⁾	176 485	(112 314)	64 171	4 635	–	–	59 536
Actifs non financiers	42 816	–	42 816	–	–	–	42 816
Total	1 058 169 \$	57 663 \$	1 115 832 \$	237 143 \$	67 253 \$	225 005 \$	586 431 \$

	Au 31 octobre 2018						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie ²⁾	Autres ³⁾
(en millions de dollars)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	48 352 \$	– \$	48 352 \$	– \$	7 906 \$	40 446 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	13 917	–	13 917	–	73	13 844	–
Métaux précieux	3 191	–	3 191	–	70	3 121	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	45 260	11 050	56 310	29 464	–	26 846	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	60 553	63 816	124 369	68 531	–	55 838	–
Autres titres liquides	54 786	66 704	121 490	92 280	–	29 210	–
Autres titres	3 283	5 400	8 683	4 978	–	–	3 705
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	34 636	–	34 636	2 605	–	32 031	–
Prêts à vue et à court terme	1 047	–	1 047	–	–	1 047	–
Autres prêts	530 485	–	530 485	8 430	59 460	12 864	449 731
Autres actifs financiers ⁴⁾	163 209	(92 624)	70 585	2 619	–	–	67 966
Actifs non financiers	39 774	–	39 774	–	–	–	39 774
Total	998 493 \$	54 346 \$	1 052 839 \$	208 907 \$	67 509 \$	215 247 \$	561 176 \$

- 1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons juridiques ou autres.
- 2) Actifs qui sont immédiatement disponibles comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités, y compris les emprunts de banques centrales immédiatement disponibles.
- 3) Autres actifs non grevés qui peuvent être utilisés comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement, mais que la Banque ne considère pas comme étant immédiatement disponibles. Ces autres actifs incluent les prêts, dont une partie peut être utilisée afin d'avoir accès aux facilités de banques centrales à l'extérieur du cours normal des activités ou pour s'assurer d'un financement garanti au moyen des programmes de financement garanti de la Banque.
- 4) Les titres reçus en garantie d'autres actifs financiers sont compris dans les titres liquides et autres titres.

Au 30 avril 2019, les actifs grevés de la Banque totalisaient 304 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 276 milliards de dollars). Sur les actifs non grevés restants de 811 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 776 milliards de dollars), une tranche de 225 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 215 milliards de dollars) était considérée comme étant immédiatement disponible comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités comme il est détaillé plus haut.

Aux termes de certains contrats dérivés négociés de gré à gré, la Banque devra fournir des garanties supplémentaires ou recevoir des garanties moindres si jamais ses cotes de crédit sont abaissées. La Banque détient suffisamment de biens pouvant être donnés en garantie pour s'acquitter de telles obligations si sa cote de crédit était abaissée par une ou plusieurs agences de notation. Au 30 avril 2019, l'incidence défavorable potentielle qu'aurait une révision à la baisse d'un cran ou de deux crans de la cote de crédit de la Banque sur les garanties liées à ses dérivés se traduirait respectivement par l'octroi de garanties supplémentaires de 16 millions de dollars ou de 170 millions de dollars.

Les actifs liquides grevés ne sont pas considérés comme étant disponibles pour la gestion de la liquidité. On considère que les actifs liquides utilisés pour couvrir les positions dérivées des portefeuilles de transaction ou aux fins de couverture sont disponibles pour la gestion de la liquidité s'ils réunissent les critères dont il est fait mention plus haut sous « Actifs liquides ».

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est fondé sur une grave crise de liquidité hypothétique qui durerait 30 jours, selon les hypothèses définies dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). Le ratio de liquidité à court terme s'entend du ratio des actifs liquides de haute qualité par rapport aux sorties nettes de trésorerie. La Banque doit maintenir un ratio de liquidité à court terme d'au moins 100 %.

Les actifs liquides de haute qualité sont définis dans la ligne directrice *Normes de liquidité* et sont regroupés en trois grandes catégories, une décote différente étant appliquée à chacune pour parvenir aux montants inclus dans la valeur pondérée totale figurant dans le tableau suivant.

Les valeurs pondérées totales aux fins des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours suivants sont obtenues en appliquant des hypothèses précisées dans la ligne directrice *Normes de liquidité* à des éléments particuliers, notamment les prêts, les dépôts, les dettes arrivant à échéance, les transactions sur dérivés et les engagements de crédit.

Le tableau suivant présente le ratio de liquidité à court terme de la Banque pour le trimestre clos le 30 avril 2019, en fonction des positions quotidiennes moyennes du trimestre.

	Valeur non pondérée totale (moyenne) ²⁾	Valeur pondérée totale (moyenne) ³⁾
Pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (en millions de dollars)¹⁾		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	158 383 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises :		
Dépôts stables	181 477 \$	13 029 \$
Dépôts moins stables	75 709	2 452
Financement de gros non garanti :	105 768	10 577
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans des réseaux de coopératives	179 175	87 517
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	61 386	14 532
Dettes non garantie	93 121	48 317
Financement de gros garanti	24 668	24 668
Exigences supplémentaires :	*	42 184
Sorties de trésorerie associées aux dérivés et aux autres sûretés exigées	210 103	43 028
Sorties de trésorerie associées aux pertes de financements sur les produits de crédit	27 220	17 034
Facilités de crédit et de liquidité	4 019	4 019
Autres obligations de financement contractuelles	178 864	21 975
Autres obligations de financement conditionnelles ⁴⁾	1 227	1 188
Total des sorties de trésorerie	485 910	8 019
	*	194 965 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (ex. : prises en pension)	142 823 \$	29 979 \$
Entrées associées aux expositions parfaitement productives	25 871	17 118
Autres entrées de trésorerie	20 902	20 902
Total des entrées de trésorerie	189 596 \$	67 999 \$
		Valeur ajustée totale ⁵⁾
Total des actifs liquides de haute qualité	*	158 383 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	*	126 966 \$
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	*	125 %

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (en millions de dollars)

Total des actifs liquides de haute qualité	*	157 625 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	*	123 387 \$
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	*	128 %

* La présentation de cette information n'est pas exigée aux termes de la ligne directrice.

1) En fonction des positions quotidiennes moyennes pour les 61 jours ouvrables du trimestre.

2) Les valeurs non pondérées correspondent aux soldes impayés arrivant à échéance ou remboursables au gré de la Banque dans les 30 prochains jours.

3) Les valeurs pondérées correspondent aux soldes calculés après l'application de décotes aux actifs liquides de haute qualité ou de taux d'encaissement et de décaissement, conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

4) Les valeurs non pondérées totales comprennent les facilités de crédit et de liquidité sans engagement, les garanties et lettres de crédit, les titres de créance en cours dont l'échéance est à plus de 30 jours et les autres sorties de trésorerie contractuelles.

5) La valeur ajustée totale correspond aux soldes calculés après l'application de décotes et de taux d'encaissement et de décaissement, ainsi que de tout plafond applicable.

Les actifs liquides de haute qualité sont principalement composés d'actifs de niveau 1 (selon la ligne directrice *Normes de liquidité*) soit de trésorerie, de dépôts auprès de banques centrales, de réserves de banques centrales à la disposition de la Banque en période de crise et de titres de capitaux propres ayant une pondération en fonction des risques de 0 %, selon la ligne directrice *Normes de fonds propres* du BSIF.

La diminution du ratio de liquidité à court terme moyen de la Banque pour le trimestre clos le 30 avril 2019 par rapport à la moyenne du trimestre précédent est attribuable aux activités commerciales normales. Les monnaies fonctionnelles importantes de la Banque sont le dollar canadien et le dollar américain. La Banque suit ses expositions importantes conformément à son cadre de gestion du risque de liquidité et à sa tolérance au risque.

Financement

La Banque s'assure que ses sources de financement sont bien diversifiées. Les concentrations dans le financement sont régulièrement surveillées et analysées par types. Les sources de financement de la Banque sont le capital, les dépôts provenant des particuliers et des entreprises par l'intermédiaire de son réseau national et international de succursales, les dépôts d'autres institutions financières ainsi que les émissions de créances de gros.

Le capital et les dépôts de particuliers constituent des composantes clés du financement de base de la Banque, et ils s'établissaient à 304 milliards de dollars au 30 avril 2019 (31 octobre 2018 – 289 milliards de dollars). L'augmentation depuis le 31 octobre 2018 est principalement attribuable à la croissance des dépôts de particuliers, à l'émission de débentures subordonnées, à l'autogénération de capital et à l'incidence de la conversion des devises. Une partie des dépôts d'entreprises, particulièrement ceux dont la nature a trait aux opérations ou aux relations, sont considérés comme faisant partie du financement de base de la Banque. Aussi, le financement de base est accru par des émissions de créances de gros à plus long terme (échéance initiale de plus de un an) de 155 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 157 milliards de dollars). Les émissions de créances de gros à plus long terme comprennent des billets à moyen terme, des titrisations de prêts hypothécaires, des titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées.

La Banque exerce des activités dans bon nombre de monnaies et de pays. Les monnaies les plus importantes pour le financement sont le dollar canadien et le dollar américain. En ce qui a trait aux activités de la Banque à l'extérieur du Canada, différentes stratégies de financement sont en place, en fonction de la nature des activités du pays en question. Dans les pays où la Banque exploite une filiale de succursales bancaires, la stratégie prévoit que cette filiale sera essentiellement autofinancée sur son marché local. Pour les autres filiales ou succursales à l'extérieur du Canada dont la capacité de collecte de dépôts locaux est insuffisante, le financement est assuré par l'intermédiaire des activités de financement de gros de la Banque.

L'objectif de financement global de la Banque consiste à atteindre un équilibre approprié entre le coût et la stabilité du financement. La diversification des sources de financement est un élément clé de cette stratégie.

La stratégie de diversification des créances de gros de la Banque passe en grande partie par les principaux centres de financement de gros de la Banque à Toronto, à New York, à Londres et à Singapour. La gestion de la stratégie de financement des centres de financement de gros et des risques connexes, comme le risque géographique et le risque de change, est centralisée dans le cadre de politiques et de limites qui sont approuvées par le conseil d'administration.

Dans le cadre normal de ses activités, la Banque se sert d'une combinaison d'instruments de financement de gros garantis et non garantis dans divers marchés. Le choix des instruments et du marché est fondé sur un certain nombre de facteurs, y compris les coûts relatifs et la capacité du marché ainsi que l'objectif de maintenir un éventail diversifié de sources de financement. Les conditions du marché peuvent évoluer au fil du temps, ce qui a une influence sur les coûts et la capacité pour certains marchés ou instruments. L'évolution des conditions du marché peut comprendre les périodes de crise pendant lesquelles la disponibilité du financement dans certains marchés ou instruments est limitée. Dans ces circonstances, la Banque se concentrerait davantage sur les sources de financement dans les marchés qui fonctionnent bien et sur les instruments de financement garantis. Pour faire face à une période de crise majeure au cours de laquelle toutes les sources de financement de gros seraient limitées, la Banque maintient une réserve d'actifs liquides afin de réduire son risque de liquidité. Cette réserve comprend de la trésorerie, des dépôts auprès de banques centrales et des titres.

Au Canada, la Banque obtient des créances de gros à court terme et à long terme au moyen d'émissions de billets de premier rang non garantis. Des créances de gros à long terme additionnelles peuvent être générées par le programme préalable de titres de créance et de capitaux propres canadiens de la Banque et par la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation assurés canadiens par l'intermédiaire des programmes de titrisation de la SCHL (comme les Obligations hypothécaires du Canada), de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées de la Banque, de marges de crédit personnelles non garanties par l'intermédiaire du programme de Halifax Receivables Trust, de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II et de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust. Bien que la Banque tienne compte des programmes de titrisation de la SCHL dans son analyse des émissions de créances de gros, cette source de financement n'est pas assujettie au risque de remboursement pouvant découler du financement obtenu sur les marchés des capitaux.

Ailleurs dans le monde, du financement de gros à court terme est obtenu au moyen de l'émission de certificats de dépôt négociables aux États-Unis, à Hong Kong, au Royaume-Uni et en Australie ainsi que de l'émission de papier commercial aux États-Unis. La Banque exploite des programmes de financement de gros à long terme inscrits aux États-Unis, comme son programme préalable de titres de créance et de capitaux propres inscrit auprès de la SEC, et des programmes non inscrits, notamment la titrisation de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust et la titrisation de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II. Le programme d'obligations sécurisées de la Banque est inscrit auprès de l'U.K. Listing Authority, et la Banque peut émettre des titres aux termes du programme en Europe, aux États-Unis, en Australie et en Suisse. La Banque obtient également du financement à long terme libellé en diverses monnaies par l'intermédiaire de son programme de billets à moyen terme australien, de son programme de billets à moyen terme européen et de son programme de billets à moyen terme singapourien. Le programme de billets à moyen terme européen de la Banque est inscrit auprès de l'U.K. Listing Authority, de la Bourse de Suisse et du marché obligataire de Tokyo, et son programme de billets à moyen terme singapourien est inscrit auprès de la Bourse de Singapour et de la Bourse de Taïwan.

Le 23 septembre 2018, les règlements sur la conversion et l'émission aux fins de recapitalisation interne des banques ont pris effet. De manière générale, toute créance de premier rang dont le terme initial ou modifié jusqu'à l'échéance est de plus de 400 jours, qui n'est pas garantie ou ne l'est qu'en partie et qui porte un numéro CUSIP, un numéro ISIN ou une désignation semblable est assujettie, en partie ou en totalité, à une conversion en actions ordinaires de la Banque. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation ».

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles restantes du financement obtenu au moyen de sources de financement de gros. Dans l'état consolidé de la situation financière, ces passifs sont pour l'essentiel pris en compte au poste « Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ».

Financement de gros¹⁾

Au 30 avril 2019										
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques ²⁾	2 833 \$	359 \$	261 \$	528 \$	416 \$	4 397 \$	47 \$	119 \$	32 \$	4 595 \$
Billets au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	11 983	17 990	22 980	14 468	7 007	74 428	2 366	961	96	77 851
Papier commercial adossé à des actifs ³⁾	1 900	3 924	502	–	–	6 326	–	–	–	6 326
Billets de premier rang ^{4),5)}	1 189	5 690	5 299	5 144	2 546	19 868	18 227	28 403	14 195	80 693
Billets pouvant être convertis aux fins de recapitalisation interne ⁵⁾	–	–	–	–	–	–	1 368	3 177	174	4 719
Titres adossés à des actifs	–	516	2	2	1 311	1 831	3 914	1 319	244	7 308
Obligations sécurisées	–	–	2 010	567	1 874	4 451	5 321	16 116	2 410	28 298
Titrisations de prêts hypothécaires ⁶⁾	–	567	509	601	771	2 448	2 817	12 723	5 097	23 085
Emprunts subordonnés ⁷⁾	–	–	–	–	–	–	82	157	9 406	9 645
Total des sources de financement de gros	17 905 \$	29 046 \$	31 563 \$	21 310 \$	13 925 \$	113 749 \$	34 142 \$	62 975 \$	31 654 \$	242 520 \$
Ventilation :										
Financement non garanti	16 005 \$	24 039 \$	28 540 \$	20 140 \$	9 969 \$	98 693 \$	22 090 \$	32 817 \$	23 903 \$	177 503 \$
Financement garanti	1 900	5 007	3 023	1 170	3 956	15 056	12 052	30 158	7 751	65 017
Au 31 octobre 2018										
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques ²⁾	1 720 \$	196 \$	211 \$	212 \$	116 \$	2 455 \$	29 \$	145 \$	32 \$	2 661 \$
Billets au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	8 807	14 201	21 517	15 961	7 580	68 066	5 487	666	56	74 275
Papier commercial adossé à des actifs ³⁾	2 088	4 697	165	–	–	6 950	–	–	–	6 950
Billets de premier rang ^{4),5)}	180	2 714	4 070	6 214	5 168	18 346	15 179	36 765	14 298	84 588
Billets pouvant être convertis aux fins de recapitalisation interne ⁵⁾	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	6	15	47	500	–	568	2 714	1 944	304	5 530
Obligations sécurisées	–	2 910	1 491	–	1 975	6 376	4 312	16 779	1 772	29 239
Titrisations de prêts hypothécaires ⁶⁾	–	765	316	567	508	2 156	2 388	12 966	4 646	22 156
Emprunts subordonnés ⁷⁾	–	–	–	–	–	–	–	237	7 539	7 776
Total des sources de financement de gros	12 801 \$	25 498 \$	27 817 \$	23 454 \$	15 347 \$	104 917 \$	30 109 \$	69 502 \$	28 647 \$	233 175 \$
Ventilation :										
Financement non garanti	10 707 \$	17 111 \$	25 798 \$	22 387 \$	12 864 \$	88 867 \$	20 695 \$	37 813 \$	21 925 \$	169 300 \$
Financement garanti	2 094	8 387	2 019	1 067	2 483	16 050	9 414	31 689	6 722	63 875

- 1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de pension sur titres et des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans les tableaux sur les échéances contractuelles plus loin. Les montants sont fondés sur la durée à courir jusqu'à l'échéance.
- 2) Ne comprend que des dépôts de banques commerciales.
- 3) Les sources de financement de gros excluent aussi le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») émis par certains fonds multicédants de PCAA qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.
- 4) Ne peuvent pas être convertis aux fins de recapitalisation interne.
- 5) Comprend les billets structurés émis à des investisseurs institutionnels.
- 6) Correspond aux prêts hypothécaires à l'habitation financés aux termes de programmes parrainés par un organisme gouvernemental fédéral canadien. Le financement disponible aux termes de ces programmes n'a aucune incidence sur la capacité de financement de la Banque en son propre nom.
- 7) Bien que les débetures subordonnées soient une composante des fonds propres réglementaires, elles sont incluses dans ce tableau conformément aux recommandations en matière de présentation du GTDAR.

En règle générale, le financement de gros est assujéti à un risque de remboursement plus élevé dans une situation critique que d'autres sources de financement. La Banque atténue ce risque au moyen de la diversification du financement, d'un engagement continu auprès des investisseurs et du maintien d'un important bassin d'actifs liquides non grevés. Au 30 avril 2019, les actifs liquides non grevés de 211 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 202 milliards de dollars) étaient largement supérieurs au financement de gros venant à échéance dans les 12 prochains mois.

Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances des actifs et des passifs ainsi que les engagements hors bilan au 30 avril 2019, en fonction des dates d'échéance contractuelle. Du point de vue du risque de liquidité, la Banque tient compte de facteurs autres que les échéances contractuelles lorsqu'elle évalue les actifs liquides ou les flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, pour les titres ayant une échéance déterminée, la capacité de générer des liquidités au moyen de ces titres et le délai connexe sont des facteurs plus importants que l'échéance contractuelle au regard de la gestion des liquidités. Pour les autres actifs et dépôts, la Banque pose des hypothèses quant aux taux de refinancement lorsqu'elle évalue le risque de liquidité normal et le risque de liquidité ayant subi une simulation de crise. Dans un même ordre d'idées, la Banque a recours à des hypothèses lorsqu'elle évalue les prélèvements potentiels au titre des engagements de crédit selon divers scénarios.

Au 30 avril 2019

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	40 105 \$	947 \$	331 \$	161 \$	157 \$	367 \$	710 \$	598 \$	10 288 \$	53 664 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	5 103	4 897	2 911	3 375	4 110	7 779	17 544	16 930	54 491	117 140
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	14	—	—	—	—	—	—	14
Titres pris en pension et titres empruntés	93 890	23 711	7 052	1 021	416	—	—	—	—	126 090
Instruments financiers dérivés	2 481	2 394	767	2 503	1 391	5 307	5 371	11 144	—	31 358
Titres de placement – JVAÉRG	3 840	5 478	5 550	5 473	2 994	7 931	17 516	10 378	1 499	60 659
Titres de placement – coût amorti	618	1 010	1 615	916	1 499	6 221	5 966	6 087	—	23 932
Titres de placement – JVRN	—	—	—	—	—	—	—	—	555	555
Prêts	36 657	31 578	32 823	30 251	32 496	94 903	220 257	44 866	59 984	583 815
Prêts hypothécaires à l'habitation	4 313	7 460	12 542	11 740	12 924	51 552	125 932	31 851	2 272 ¹⁾	260 586
Prêts personnels	4 060	2 841	3 762	3 458	3 314	12 580	23 585	5 622	38 652	97 874
Cartes de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	17 730	17 730
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	28 284	21 277	16 519	15 053	16 258	30 771	70 740	7 393	6 625 ²⁾	212 920
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	—	—	—	—	—	—	—	—	(5 295)	(5 295)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 086	1 416	169	60	92	—	—	—	—	12 823
Autres actifs	—	—	—	—	—	—	—	—	48 119	48 119
Total des actifs³⁾	193 780 \$	71 431 \$	51 232 \$	43 760 \$	43 155 \$	122 508 \$	267 364 \$	90 003 \$	174 936 \$	1 058 169 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts	72 683 \$	58 854 \$	57 028 \$	42 131 \$	30 353 \$	52 552 \$	76 346 \$	18 821 \$	303 514 \$	712 282 \$
Particuliers	10 234	8 597	13 288	12 662	12 329	15 319	13 029	41	139 434	224 933
Autres que de particuliers	62 449	50 257	43 740	29 469	18 024	37 233	63 317	18 780	164 080	487 349
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	7	318	506	641	430	4 085	1 781	3 151	—	10 919
Acceptations	11 096	1 416	169	60	92	—	—	—	—	12 833
Obligations liées aux titres vendus à découvert	337	579	1 038	1 201	670	3 644	6 808	7 722	7 958	29 957
Instruments financiers dérivés	1 863	2 967	1 505	3 093	1 567	5 418	6 644	10 119	—	33 176
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	119 688	2 992	1 618	33	—	—	—	—	—	124 331
Débitures subordonnées	—	—	—	—	—	—	—	7 554	—	7 554
Autres passifs	956	1 750	1 516	1 433	1 448	3 044	7 123	6 255	33 345	56 870
Total des capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	70 247	70 247
Total des passifs et des capitaux propres³⁾	206 630 \$	68 876 \$	63 380 \$	48 592 \$	34 560 \$	68 743 \$	98 702 \$	53 622 \$	415 064 \$	1 058 169 \$
Engagements hors bilan										
Contrats de location simple	37 \$	74 \$	110 \$	107 \$	104 \$	381 \$	835 \$	930 \$	— \$	2 578 \$
Engagements de crédit ⁴⁾	3 151	10 244	15 930	13 720	12 559	30 308	112 719	11 388	—	210 019
Garanties financières ⁵⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	37 008	37 008
Obligations d'impartition	18	36	53	52	52	192	127	—	1	531

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent 1 milliard de dollars d'actifs et 1 milliard de dollars de passifs liés à l'acquisition de Banco Dominicano del Progreso, en République dominicaine. Les échéances de ces éléments ont été estimées.

4) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

5) Comprennent les montants en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

Au 31 octobre 2018

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	54 254 \$	920 \$	284 \$	101 \$	117 \$	326 \$	726 \$	223 \$	8 509 \$	65 460 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	4 792	5 311	3 326	5 463	2 309	7 934	12 765	18 130	40 232	100 262
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	–	12	–	–	–	–	12
Titres pris en pension et titres empruntés	74 522	21 223	5 743	673	337	549	539	432	–	104 018
Instruments financiers dérivés	3 178	5 517	2 024	2 327	1 446	6 447	6 071	10 548	–	37 558
Titres de placement – JVAÉRG	3 925	6 436	5 852	3 284	3 243	13 139	15 206	4 758	1 305	57 148
Titres de placement – coût amorti	452	1 429	1 160	1 501	1 500	4 302	9 465	934	–	20 743
Titres de placement – JVRN	–	–	–	–	–	–	–	–	505	505
Prêts	40 463	27 581	28 920	27 246	28 064	93 191	214 017	34 985	57 367	551 834
Prêts hypothécaires à l'habitation	11 496	4 697	8 774	12 014	12 781	53 629	126 934	21 366	1 666 ¹⁾	253 357
Prêts personnels	4 204	2 701	3 528	3 431	3 558	11 712	23 338	5 468	38 079	96 019
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16 485
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	24 763	20 183	16 618	11 801	11 725	27 850	63 745	8 151	6 202 ²⁾	191 038
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(5 065)	(5 065)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 829	2 082	338	50	30	–	–	–	–	16 329
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	44 624
Total des actifs	195 415 \$	70 499 \$	47 647 \$	40 645 \$	37 058 \$	125 888 \$	258 789 \$	70 010 \$	152 542 \$	998 493 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts	56 965 \$	53 331 \$	48 661 \$	39 716 \$	32 753 \$	45 262 \$	78 295 \$	18 313 \$	303 238 \$	676 534 \$
Particuliers	8 797	9 415	12 536	9 563	10 241	13 472	11 953	261	138 307	214 545
Autres que de particuliers	48 168	43 916	36 125	30 153	22 512	31 790	66 342	18 052	164 931	461 989
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	22	77	360	410	523	3 090	1 646	1 969	91	8 188
Acceptations	13 838	2 082	338	50	30	–	–	–	–	16 338
Obligations liées aux titres vendus à découvert	910	972	870	305	1 013	3 896	8 685	7 388	8 048	32 087
Instruments financiers dérivés	2 520	4 288	1 613	2 716	1 583	6 773	7 699	10 775	–	37 967
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	96 157	3 466	1 634	–	–	–	–	–	–	101 257
Déventures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	5 698	–	5 698
Autres passifs	2 720	592	1 302	422	757	1 784	6 167	5 978	33 022	52 744
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	67 680	67 680
Total des passifs et des capitaux propres	173 132 \$	64 808 \$	54 778 \$	43 619 \$	36 659 \$	60 805 \$	102 492 \$	50 121 \$	412 079 \$	998 493 \$
Engagements hors bilan										
Contrats de location simple	36 \$	72 \$	106 \$	104 \$	102 \$	378 \$	818 \$	880 \$	–	2 496 \$
Engagements de crédit ³⁾	4 232	5 588	13 438	15 182	22 619	23 906	105 988	6 486	–	197 439
Garanties financières ⁴⁾	–	–	–	–	–	–	–	–	36 423	36 423
Obligations d'impartition	18	36	52	52	52	207	311	–	1	729

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent les montants en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

Notations de crédit

Les notations de crédit sont l'un des facteurs qui ont une incidence sur la capacité de la Banque d'accéder aux marchés financiers ainsi que sur les modalités selon lesquelles cette dernière peut conclure des opérations sur des dérivés ou des opérations de couverture et emprunter des fonds. Les notations de crédit et la perspective qu'attribuent les agences de notation à la Banque sont fondées sur leurs propres opinions et méthodes.

La Banque bénéficie toujours de notations de crédit élevées. Ses notations de crédit au titre des dépôts et des titres de créance de premier rang traditionnels sont les suivantes : AA par DBRS, Aa2 par Moody's, AA- par Fitch et A+ par Standard & Poor's (S&P). Les nouveaux titres de créance de premier rang sujets à la recapitalisation de la Banque ont obtenu les notes AA (bas) par DBRS, A2 par Moody's, AA- par Fitch et A- par S&P. Les quatre grandes agences de notation attribuent une perspective « stable » à la Banque.

Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément au cadre de gestion du capital présenté aux pages 55 à 67 du rapport annuel 2018 de la Banque.

Réserve pour stabilité intérieure

En décembre 2018, le BSIF a annoncé une hausse de 25 points de base de la réserve pour stabilité intérieure pour la porter à 1,75 % du total des actifs pondérés en fonction des risques à compter du 30 avril 2019. Les exigences du BSIF en matière de ratios de fonds propres réglementaires minimaux, y compris le supplément de 1 % s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (les « BISi ») et la réserve pour stabilité intérieure de 1,75 %, sont respectivement de 9,75 %, de 11,25 % et de 13,25 % pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres.

En outre, nous continuons de suivre l'évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires et nous nous préparons en conséquence afin d'assurer notre conformité avec celles-ci. Il n'y a eu aucune nouvelle exigence du BSIF au cours du trimestre à l'étude.

Ratios de fonds propres

Les diverses mesures des fonds propres réglementaires de la Banque se composaient de ce qui suit :

(en millions de dollars)	Aux		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Actions ordinaires et assimilées de T1	46 193 \$	45 344 \$	44 443 \$
Fonds propres de T1	51 709	50 869	50 187
Total des fonds propres réglementaires	60 855	59 796	57 364
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 ¹⁾²⁾	415 212 \$	408 565 \$	400 507 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 ¹⁾²⁾	415 212	408 565	400 680
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres ¹⁾²⁾	415 212	408 565	400 853
Ratios de fonds propres (en %)			
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,1	11,1	11,1
Ratio de T1	12,5	12,5	12,5
Ratio total des fonds propres	14,7	14,6	14,3
Levier			
Exposition du ratio de levier	1 204 111 \$	1 167 691 \$	1 119 099 \$
Ratio de levier (en %)	4,3	4,4	4,5

1) Conformément aux exigences du BSIF, avec prise d'effet le 31 janvier 2019, les actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit ont été intégralement appliqués. Au cours de l'exercice précédent, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit correspondaient à 0,80, à 0,83 et à 0,86, respectivement.

2) Au 30 avril 2019, au 31 janvier 2019 et au 31 octobre 2018, la Banque n'avait aucune majoration liée au niveau plancher de fonds propres réglementaires pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques.

Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissait à 11,1 % au 30 avril 2019, ce qui est comparable à celui du trimestre précédent, du fait essentiellement de la forte génération interne de capital, laquelle a été annulée par la croissance interne des actifs pondérés en fonction des risques, l'incidence nette des acquisitions et des cessions de la Banque réalisées au cours du trimestre, les rachats d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque et l'incidence des régimes de retraite et des régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite sur le cumul des autres éléments du résultat global.

En outre, le ratio de T1 de la Banque est demeuré stable à 12,5 % et le ratio total des fonds propres a augmenté d'environ 10 points de base pour s'établir à 14,7 %, du fait surtout des incidences susmentionnées sur le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 (CET1).

Le ratio de levier de la Banque a reculé d'environ 10 points de base au cours du trimestre à l'étude en raison de la croissance des actifs consolidés de la Banque, compte tenu de l'incidence des acquisitions.

Au 30 avril 2019, le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1, le ratio total des fonds propres et le ratio de levier dépassaient amplement les ratios minimaux des fonds propres du BSIF.

Variation des fonds propres réglementaires

Au 30 avril 2019, les actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissaient à 46,2 milliards de dollars, en hausse de quelque 0,8 milliard de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique d'abord et avant tout par l'autogénération de capital de 1,1 milliard de dollars, compte tenu de l'incidence des acquisitions et des cessions, et par la hausse du cumul des autres éléments du résultat global de 0,2 milliard de dollars, compte non tenu de l'incidence des couvertures de flux de trésorerie, facteurs annulés en partie par les rachats d'actions, déduction faite des émissions d'actions, de 0,2 milliard de dollars et par la hausse de 0,2 milliard de dollars des déductions de fonds propres réglementaires.

Actifs pondérés en fonction des risques

Les actifs pondérés en fonction des risques au titre des actions ordinaires et assimilées de T1 ont augmenté de 6,6 milliards de dollars ou de 1,6 % au cours du trimestre pour s'établir à 415,2 milliards de dollars, essentiellement du fait de la croissance interne des actifs pondérés en fonction des risques, de l'incidence de la conversion des devises et des acquisitions qui ont été conclues au cours du trimestre.

Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 28 mai 2019, la Banque a annoncé son intention d'obtenir l'approbation de la TSX de mettre en place une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2019 »), aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre de 2019 pourront débuter le 4 juin 2019 et pourront être effectués jusqu'à la première des éventualités suivantes : i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre de 2019, ii) lorsque la Banque aura fourni un avis de résiliation, ou iii) le 3 juin 2020. La Banque avisera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats.

Le 29 mai 2018, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2018 ») aux termes de laquelle elle peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Cette offre de 2018 prendra fin le 3 juin 2019.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2019, la Banque a racheté et annulé, aux termes de l'offre de 2018, environ 7,25 millions d'actions ordinaires à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 72,19 \$ l'action, pour un montant total de 523 millions de dollars. La Banque a racheté et annulé de façon cumulative environ 13,23 millions d'actions ordinaires aux termes de l'offre de 2018 à un prix moyen d'environ 73,84 \$ l'action.

Dividende sur les actions ordinaires

Lors de sa réunion du 27 mai 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,87 \$ par action. Ce dividende trimestriel sera versé le 29 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 2 juillet 2019.

Instruments financiers

En raison de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent une part importante de l'état de la situation financière de la Banque et ils font partie intégrante de ses activités. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures du risque sont exposées plus en détail à la rubrique « Gestion du risque », à la page 24. Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont décrites à la page 169 du rapport annuel 2018 de la Banque.

La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données servant à l'évaluation lorsque des données de marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation appropriés. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements peut avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers qui sont comptabilisés. Pendant le trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont découlé, en règle générale, d'une conjoncture normale en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Bon nombre d'instruments financiers sont des produits négociés comme les dérivés, et ils le sont généralement aux termes d'accords généraux de compensation standards de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») avec les contreparties, lesquels prévoient le règlement net unique de l'ensemble des opérations couvertes par l'accord en cas de défaut ou de résiliation anticipée d'une opération. Les accords de l'ISDA sont fréquemment assortis d'une annexe sur le soutien du crédit (« ASC ») de l'ISDA, dont les modalités peuvent varier en fonction de l'opinion qu'a chaque partie de la solvabilité de l'autre. Les ASC peuvent exiger qu'une partie nantisse une marge initiale au début de chaque opération. Elles prévoient aussi la possibilité de faire un appel de marge de variation si le risque total lié à l'évaluation à la valeur de marché et non garanti dépasse un seuil préétabli. Une marge de variation peut être unilatérale (ce qui signifie que seule une partie est appelée à fournir une garantie) ou bilatérale (ce qui signifie que l'une ou l'autre des parties peut fournir une garantie, selon celle qui est dans le cours). L'ASC détaillera également les types de garanties que chaque partie juge acceptables et les quotités qui s'appliqueront à chaque type de garanties. Les modalités de l'accord général de compensation de l'ISDA et des ASC sont prises en compte dans le calcul du risque de crédit de contrepartie (se reporter également à la page 85 du rapport annuel 2018 de la Banque).

Au 30 avril 2019, les montants notionnels des dérivés totalisaient 5 466 milliards de dollars, contre 5 446 milliards de dollars au 31 janvier 2019 (31 octobre 2018 – 5 334 milliards de dollars). L'augmentation trimestrielle traduit en grande partie la conversion des devises, neutralisée en partie par la baisse des volumes de contrats de taux d'intérêt. Le montant notionnel total des dérivés négociés de gré à gré s'établissait à 5 247 milliards de dollars, comparativement à 5 179 milliards de dollars au 31 janvier 2019 (31 octobre 2018 – 5 097 milliards de dollars), dont une tranche de 3 582 milliards de dollars avait été réglée par l'intermédiaire de contreparties centrales au 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 3 808 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 3 523 milliards de dollars). Le risque de crédit équivalent, compte tenu des accords généraux de compensation, se chiffrait à 28,1 milliards de dollars, contre 27,7 milliards de dollars au 31 janvier 2019. L'augmentation est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à la hausse des contrats sur titres de capitaux propres, compensées par la baisse des contrats de change.

Principaux instruments de crédit

Une analyse complète des principaux instruments de crédit que les marchés considéraient, durant la crise financière, comme présentant des risques plus élevés est présentée à la page 71 du rapport annuel 2018 de la Banque. Les expositions nettes de la Banque sont demeurées essentiellement les mêmes qu'à la clôture de l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle consolide ou qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur sa performance financière ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent aux catégories suivantes : les entités structurées, les titrisations et les garanties et autres engagements.

Pendant le trimestre à l'étude, la Banque n'a contracté aucune obligation contractuelle importante avec les entités structurées autrement que dans le cours normal de ses activités. La Banque titrise une partie de ses créances sur marges de crédit personnelles, cartes de crédit et prêts automobiles non garantis au moyen d'entités structurées consolidées, à savoir, Fiducie de créances Halifax, Trillium Credit Card Trust II et les fiducies Securitized Term Auto Receivables Trust. Au cours du trimestre à l'étude, la Banque n'a conclu aucun nouvel accord de titrisation, mais a titrisé les créances suivantes en février 2019 :

- Des créances sur cartes de crédit au Canada (les « créances ») de 1 792 millions de dollars ont été titrisées, sur une base renouvelable, par l'intermédiaire de Trillium Credit Card Trust II (« Trillium »), entité structurée consolidée que parraine la Banque. Trillium a émis des billets de premier rang de catégorie A de série 2019-1 et de série 2019-2 et des billets subordonnés de catégorie B et de catégorie C à des investisseurs tiers. Le produit de ces émissions a été utilisé pour acquérir des participations conjointes dans les créances montées par la Banque. Le recours des porteurs de billets se limite aux participations conjointes acquises. La vente des participations conjointes n'était pas admissible à la décomptabilisation et, par conséquent, les créances demeurent comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière.
- Des créances sur prêts automobiles au Canada de 896 millions de dollars ont été titrisées par l'intermédiaire de Securitized Term Auto Receivables Trust 2019-1 (« START 2019-1 »), entité structurée consolidée parrainée par la Banque. START 2019-1 a émis plusieurs séries de billets de catégorie A en faveur d'investisseurs tiers et a émis des billets de catégorie A-1 et des billets subordonnés en faveur de la Banque. Le produit est affecté à l'acquisition d'un portefeuille distinct de prêts automobiles auprès de la Banque sur une base de gestion complète. Le recours des porteurs de billets se limite aux créances titrisées. La vente de ces créances n'était pas admissible à la décomptabilisation et, par conséquent, les créances demeurent comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière. Les billets de catégorie A-1 et les billets subordonnés de 84 millions de dollars émis par START 2019-1 et détenus par la Banque sont éliminés lors de la consolidation.

Les processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels sont demeurés inchangés depuis l'exercice précédent.

Pour une analyse complète de ces types d'arrangements, il y a lieu de se reporter aux pages 67 à 69 du rapport annuel 2018 de la Banque.

Entités structurées

La Banque parraine deux fonds multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. Ces fonds multicédants achètent des actifs financiers de première qualité et financent l'achat de ces actifs au moyen de l'émission de papier commercial bénéficiant d'une cote élevée.

Bien que la Banque détienne le pouvoir sur les activités pertinentes de ces fonds, son exposition à la variabilité des rendements est limitée; par conséquent, elle ne consolide pas les deux fonds multicédants établis au Canada.

Une tranche importante des actifs des fonds multicédants a été structurée de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par les fonds multicédants est financé par une facilité de trésorerie de sûreté fournie par la Banque sous la forme de conventions d'achat d'actifs liquides (« CAAL »). L'objet premier des facilités de trésorerie de sûreté consiste à fournir une source de financement de rechange dans l'éventualité où les fonds multicédants se trouveraient dans l'incapacité d'émettre du papier commercial sur le marché. Aux termes de la CAAL, la Banque n'est habituellement pas tenue d'acheter des actifs en situation de défaut.

La principale exposition de la Banque aux fonds multicédants établis au Canada découle du concours de trésorerie fourni, le total des facilités de trésorerie s'étant établi à 4,3 milliards de dollars au 30 avril 2019 (31 octobre 2018 – 4,0 milliards de dollars). Au 30 avril 2019, le total du papier commercial en circulation relativement à ces fonds multicédants se chiffrait à 3,1 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 3,2 milliards de dollars). Au 30 avril 2019, les actifs financés achetés et détenus par ces fonds multicédants présentés à leur coût initial s'élevaient à 3,1 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 3,2 milliards de dollars). La juste valeur de ces actifs se rapproche de leur coût initial. Il ne s'est produit aucun changement important dans la composition ou le profil de risque de ces fonds multicédants depuis le 31 octobre 2018.

Autres arrangements hors bilan

Le montant des garanties et des autres engagements indirects s'est accru de 4 % par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2018. L'accroissement est attribuable à l'augmentation des volumes d'engagements non prélevés liés aux prêts. Les commissions tirées des garanties et des engagements de prêts

inscrites sous forme de commissions de crédit sous « Revenus autres que d'intérêts – Services bancaires » se sont établies à 143 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2019, comparativement à 150 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque continue de surveiller et de réagir aux faits nouveaux en matière de réglementation portant sur divers sujets à l'échelle mondiale, de manière à ce que les diverses mesures de contrôle et unités d'exploitation en tiennent compte dans les meilleurs délais possibles et à ce que leur incidence sur ses activités soit réduite au minimum.

Capacité totale d'absorption des pertes (« TLAC »)

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié des lignes directrices portant sur la capacité totale d'absorption des pertes (la « TLAC »), lesquelles s'appliquent aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne du gouvernement fédéral. Les normes tiennent compte de l'adéquation de la capacité d'absorption des pertes des banques d'importance systémique pour soutenir leur recapitalisation en cas de faillite. Le BSIF exige des banques d'importance systémique le maintien d'instruments admissibles à la TLAC correspondant à au moins 21,5 %, plus la réserve pour stabilité intérieure, de leurs actifs pondérés en fonction des risques et à au moins 6,75 % de leur exposition aux fins du ratio de levier. La Banque doit se conformer aux exigences minimales au titre de la TLAC au plus tard le 1^{er} novembre 2021 et elle a commencé à communiquer ses ratios au titre de la TLAC au premier trimestre de 2019.

Réforme réglementaire au Royaume-Uni et dans l'Union européenne

Le Royaume-Uni a donné un avis officiel signifiant son intention de se retirer de l'Union européenne le 29 mars 2017. Les négociations sur les conditions de retrait sont en cours et la date limite pour que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne a récemment été reportée au 31 octobre 2019. Le retrait pourrait survenir plus tôt si le Parlement britannique ratifie l'accord qui a déjà été négocié avec l'Union européenne ou si un accord modifié est négocié et ratifié à la fois par l'Union européenne et le Royaume-Uni. Un accord politique a été conclu au sujet de la période de transition, laquelle s'étirerait au moins jusqu'au 31 décembre 2020, ce qui accorderait plus de temps pour s'assurer que les acteurs sont bien préparés, sous réserve de la conclusion et de la ratification d'une entente de retrait globale. Si cette éventualité se réalise, toutes les lois de l'Union européenne continueront de s'appliquer au Royaume-Uni pendant cette période de transition.

La possibilité demeure que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne le 31 octobre 2019 ou avant cette date sans qu'une entente de retrait ne soit en place (aussi appelé un Brexit « dur »).

La sortie du Royaume-Uni pourrait donner lieu à des changements considérables à la loi ou aux lois, ce qui pourrait se répercuter sur les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque et nuire au coût du financement de la Banque en Europe. La Banque continue de suivre l'évolution de la situation afin de se préparer aux changements qui pourraient se répercuter sur ses activités au Royaume-Uni et ailleurs en Europe, et elle élabore et révisé actuellement ses plans d'urgence en conséquence.

Initiatives réglementaires touchant les services financiers au Canada

En octobre 2018, en lien avec son budget déposé précédemment, le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi qui contient les éléments suivants : modification à la *Loi sur les Banques* afin de renforcer le cadre financier de protection des consommateurs, ce qui comprend des améliorations en matière de gouvernance d'entreprise, de conduite des affaires responsable, de présentation de l'information et de recours pour les consommateurs; modification à la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* pour renforcer le rôle et les pouvoirs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada; et adoption de la *Loi sur l'équité salariale* afin de se pencher sur la discrimination systémique fondée sur le genre en exigeant des employeurs publics au niveau fédéral et des employeurs privés qu'ils mettent en place et maintiennent un plan d'équité salariale selon des délais précis. La mise en place de règlements demeure nécessaire en ce qui concerne les modifications précédentes à la *Loi sur les banques*, ce qui permettra aux banques de mener de plus vastes activités technologiques financières. Ces initiatives sont en cours d'évaluation afin d'analyser leur incidence et d'élaborer des plans de mise en œuvre appropriés. Des mesures provinciales en matière de protection des consommateurs font également l'objet d'un suivi afin d'évaluer leur incidence éventuelle sur les services financiers.

Comité de Bâle sur le contrôle bancaire – parachèvement des réformes de Bâle III

En décembre 2017, le Groupe des gouverneurs et des responsables du contrôle bancaire, instance de gouvernance du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), a annoncé avoir convenu de fixer à 72,5 % le plancher de fonds propres et avoir parachevé les dernières réformes de Bâle III.

Les dernières réformes de Bâle III comportent les éléments suivants : une approche standard révisée du risque de crédit; des révisions de l'approche du risque de crédit fondée sur les notations internes; des révisions du dispositif d'ajustement de l'évaluation du crédit, incluant la suppression de l'approche fondée sur les modèles internes et l'introduction d'une approche standard révisée; une approche standard révisée du risque d'exploitation, qui remplacera à la fois les approches standards existantes et les approches de mesure avancée; des révisions de la mesure du ratio de levier et un volant de fonds propres lié au ratio de levier pour les banques d'importance systémique mondiale (les « BIS^m »), qui prendra la forme d'un volant de fonds propres de T1 et sera fixé à 50 % du volant de fonds propres pondéré de la BIS^m; et un plancher global garantissant que les actifs pondérés en fonction des risques des banques issus des modèles internes ne puissent pas être inférieurs à 72,5 % des actifs pondérés en fonction des risques tels que calculés selon l'approche standard du dispositif de Bâle III. Les banques devront aussi déclarer leurs actifs pondérés en fonction des risques sur la base de ces approches standards révisées. Les nouvelles normes de Bâle III entreront en vigueur en 2022, y compris les règles portant sur la révision complète du portefeuille de négociation qui devaient initialement prendre effet en 2020. La période d'instauration progressive du plancher de fonds propres de 72,5 % commencera le 1^{er} janvier 2022 et prendra fin en janvier 2027.

En juillet 2018, le BSIF a publié un document de travail sollicitant l'avis des interlocuteurs intéressés au sujet de son orientation stratégique proposée et des calendriers de mise en œuvre des dernières réformes de Bâle III au Canada. Le BSIF appuie les changements proposés aux dernières réformes de Bâle III et il a l'intention de les mettre en œuvre à l'échelle nationale tout en tenant compte des ajustements requis pour refléter les unicités du marché canadien, en améliorant la sensibilité au risque et en fournissant les bonnes structures incitatives, tout en favorisant la sûreté et la stabilité des institutions de dépôt, et en tenant compte des règles du jeu équitables et des problèmes de compétitivité. Dans le cadre de ces ajustements, le BSIF envisage d'éliminer les dispositions transitoires du CBCB relatives au plancher de fonds propres en établissant le plancher de fonds propres à 72,5 % à partir du premier trimestre de 2022. Les réponses aux questions évoquées dans le document de travail devaient être soumises au BSIF d'ici le 19 octobre 2018. La Banque continuera de suivre l'évolution des développements ayant une incidence sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de se préparer en conséquence.

Exigences de communication financière au titre du troisième pilier en matière de fonds propres réglementaires

En février 2018, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB ») a publié une mise à jour de son cadre d'exigences de communication financière au titre du troisième pilier, dans le contexte de la troisième étape du projet qui fait suite à la première et à la deuxième étapes publiées respectivement par le CBCB en janvier 2015 et en mars 2017. La troisième étape porte essentiellement sur les modifications aux obligations en matière d'informations découlant des réformes de Bâle III achevées en décembre 2017, de même que sur d'autres obligations en matière d'informations relatives aux actifs grevés, aux distributions discrétionnaires et au champ d'application des obligations d'information à travers les groupes de résolution.

Depuis le 31 octobre 2018, les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires de la Banque respectent la ligne directrice en matière d'information pour la première étape des exigences de communication financière révisées au titre du troisième pilier publiée par le BSIF en avril 2017. La Banque attend les lignes directrices en matière d'information du BSIF portant sur la mise en place des deuxième et troisième étapes du projet de communication financière du CBCB.

Faits nouveaux en matière de réglementation sur la liquidité

Le ratio structurel de liquidité à long terme vise à réduire le risque de financement structurel en exigeant des banques qu'elles financent leurs activités au moyen de sources de financement stables suffisantes. Le ratio structurel de liquidité à long terme deviendra une norme minimale du cadre de liquidité du BSIF en janvier 2020 et sa présentation sera exigée d'ici le premier trimestre de 2021.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Le TIOL représente le taux d'intérêt de référence le plus utilisé à l'échelle mondiale en ce qui a trait aux dérivés, aux obligations, aux prêts et aux autres instruments à taux variable. Toutefois, une initiative menée par des autorités de réglementation favorise une transition du marché vers des taux alternatifs sans risque ou quasi sans risque qui sont fondés sur les transactions à un jour réelles, plutôt que le TIOL. En 2017, le Financial Conduct Authority du Royaume-Uni a annoncé qu'il ne tenterait plus de convaincre ou d'obliger les banques contribuant à l'EURIBOR à faire les soumissions requises pour calculer le TIOL. Par conséquent, les autorités de réglementation du Royaume-Uni et des États-Unis ont averti le secteur qu'il devait prévoir la fin du recours au TIOL d'ici la clôture de 2021. Cela aura des répercussions sur les dérivés, les billets à taux variable et les autres contrats financiers dont les durées s'étirent au-delà de 2021 et qui utilisent le TIOL comme taux de référence. La Banque évalue actuellement son exposition au TIOL ainsi que l'incidence de la transition sur les systèmes et les processus.

Méthodes comptables et contrôles

Méthodes et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées aux fins des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 de la Banque décrites à la note 3 afférente à ses états financiers consolidés annuels de 2018, sauf pour ce qui est des modifications à la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients découlant de l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, décrites aux notes 3 et 4 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Prises de position futures en comptabilité

Aucune mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité par rapport à celles présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans le rapport annuel 2018, autre que ce qui suit :

IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), laquelle remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 »). Cette norme exige qu'un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation d'un bien loué et un passif correspondant à la valeur actualisée des obligations locatives futures. L'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation de tous les contrats de location simple à l'état de la situation financière de la Banque à titre d'actifs au titre de droits d'utilisation, accompagnés des obligations locatives correspondantes. La Banque comptabilisera également une charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les obligations locatives dans l'état du résultat net. L'IFRS 16 conserve l'essentiel des exigences comptables de l'IAS 17 s'appliquant au bailleur.

Pour la Banque, l'IFRS 16 entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019. La Banque a l'intention d'appliquer l'IFRS 16 en ajustant l'état consolidé de la situation financière à la date d'adoption, sans retraitement des périodes comparatives.

L'incidence la plus importante pour la Banque se rapportera aux contrats de location immobilière actuellement classés comme des contrats de location simple comptabilisés à l'état de la situation financière. La Banque a bien progressé dans la mise en œuvre de son plan et elle procède à l'évaluation de son portefeuille de contrats de location et à la modification de ses processus, contrôles et systèmes de comptabilisation des contrats de location. La Banque continue d'évaluer les décisions à prendre dans les principaux domaines faisant appel au jugement, comme la durée des contrats de location et l'utilisation de taux d'actualisation appropriés. L'incidence quantitative de l'adoption sera finalisée d'ici la fin du présent exercice.

IFRS 17, *Contrats d'assurance*

La Banque est tenue d'adopter l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (l'« IFRS 17 »), le 1^{er} novembre 2021. La norme aura une incidence sur les activités d'assurance canadiennes et internationales de la Banque. La norme a une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats d'assurance.

L'IASB propose certaines modifications à l'IFRS 17, notamment une proposition visant à repousser la date d'entrée en vigueur de un an, soit jusqu'aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. La Banque continuera de surveiller de près l'évolution de cette norme et fournira d'autres mises à jour à mesure que les décisions définitives seront publiées par l'IASB.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Aucune modification n'a été apportée aux procédures et aux politiques que la Banque applique à l'égard des transactions avec des parties liées par rapport à celles qui sont présentées dans le rapport annuel 2018 de la Banque. Toutes les transactions avec des parties liées ont lieu à des modalités et conditions du marché.

Perspectives économiques

L'économie mondiale s'essouffle après une période d'expansion vigoureuse. La croissance mondiale devrait toutefois demeurer solide, même si les risques laissent présager des perspectives quelque peu défavorables, en grande partie en raison de la politique commerciale américaine. Bien que l'on s'attende maintenant à ce que la croissance au Canada soit plus lente que ce qui avait été prévu plus tôt cette année, l'économie demeure solide grâce à un rebond marqué des marchés boursiers depuis l'automne dernier et à une remontée du prix du pétrole canadien. Il existe maintenant des indications fortes que le Canada a surmonté la période de ralentissement éprouvée à la fin de 2018 et plus tôt cette année, les indicateurs économiques au Canada et aux États-Unis étant généralement au vert et les rapports sur l'emploi laissent présager une très forte demande de travailleurs, ce qui devrait se traduire par des hausses considérables des revenus d'emploi. La croissance économique au Canada devrait se situer légèrement sous sa croissance potentielle de 1,7 % cette année. Les mesures de l'inflation sous-jacentes devraient demeurer autour de la cible de 2 % établie par la Banque du Canada. Afin de maintenir l'inflation à ce niveau, la Banque du Canada devrait graduellement recommencer à réduire les mesures de détente monétaire plus tard cette année, mais à un rythme plus modéré que prévu, tout en maintenant ses taux directeurs bien en deçà de leur niveau neutre.

Après deux trimestres de croissance exceptionnelle portée par les mesures de relance budgétaires au début de 2018, la croissance aux États-Unis tend vers un rythme plus soutenable. La croissance devrait ralentir durant 2019 et se chiffrer autour de 2,4 % pour l'exercice, ce qui rend compte de l'incidence moindre des mesures de relance budgétaire de 2018 et de l'ensemble des dépenses. La Réserve fédérale devrait relever son taux directeur de 25 points de base supplémentaires à la fin de l'année civile et laisser les taux à ce niveau par la suite.

La croissance au Mexique pour 2019 devrait atteindre environ 1,5 %, après une croissance de 2,0 % qui était prévue pour 2018. Les marchés ont actuellement une perception optimiste de l'économie mexicaine, mais cela pourrait changer si l'évolution des politiques déçoit. Les perspectives de croissance sont nettement meilleures pour les autres pays de l'Alliance du Pacifique. Les perspectives pour 2019 en Colombie et au Pérou sont supérieures à celles de 2018 et ces économies devraient croître au rythme de 3,4 % et de 4 %, respectivement, sous l'effet de nombreux facteurs économiques et politiques. Au Chili, bien que la croissance ralentisse par rapport au rythme soutenu de l'exercice passé, l'économie devrait progresser de 3,2 % en 2019, ce qui surpasse considérablement les taux de croissance prévus du Canada et des États-Unis.

Données sur les actions

	Montant (en millions de dollars)	Dividendes déclarés par action ¹⁾	Nombre de titres en circulation (en milliers)	Caractéristique de conversion
<i>Au 30 avril 2019</i>				
Actions ordinaires²⁾	18 284 \$	0,87 \$	1 222 388	s. o.
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de série 30 ³⁾	154	0,113750	6 143	série 31
Actions privilégiées de série 31 ³⁾	111	0,165296	4 457	série 30
Actions privilégiées de série 32 ³⁾	279	0,128938	11 162	série 33
Actions privilégiées de série 33 ³⁾	130	0,186488	5 184	série 32
Actions privilégiées de série 34 ^{3/4)}	350	0,343750	14 000	série 35
Actions privilégiées de série 36 ^{3/4)}	500	0,343750	20 000	série 37
Actions privilégiées de série 38 ^{3/4)}	500	0,303125	20 000	série 39
Actions privilégiées de série 40 ^{3/4)}	300	0,303125	12 000	série 41
Autres titres de T1				
Titres fiduciaires – Série 2006-1 émis par la Fiducie de Capital Banque Scotia ⁵⁾	750 \$	28,25 \$	5,650	750
Titres fiduciaires de catégorie 1 – Série 2009-1 émis par la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia ⁵⁾	650	39,01	7,802	650
Autres titres de fonds propres de T1 subordonnés (FPUNV) ^{4/6)}	1 250 \$ US	23,25 \$ US	4,650	1 250
Débetures subordonnées FPUNV⁴⁾				
Débetures subordonnées échéant en mars 2027			1 250 \$	2,58
Débetures subordonnées échéant en décembre 2025			750	3,37
Débetures subordonnées échéant en décembre 2025			1 250 \$ US	4,50
Débetures subordonnées échéant en janvier 2029			1 750	3,89
Options				
Options en circulation attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires ²⁾				13 070

1) Les dividendes sur les actions ordinaires sont versés sur une base trimestrielle, lorsqu'ils sont déclarés, le cas échéant. Dividendes déclarés en date du 28 mai 2019. Lors de sa réunion du 27 mai 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,87 \$ par action payable le 29 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 2 juillet 2019.

2) Au 17 mai 2019, le nombre d'actions ordinaires et d'options en circulation se chiffrait respectivement à 1 222 247 milliers et à 12 833 milliers.

3) Ces actions privilégiées donnent droit à un dividende trimestriel en trésorerie privilégié non cumulatif. Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion. Se reporter à la note 24 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2018 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.

4) Ces actions sont assorties des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant qu'instruments de fonds propres réglementaires conformément à Bâle III. Le rapport annuel 2018 de la Banque décrit les conditions dans lesquelles la conversion a lieu et les mécanismes de conversion des débetures subordonnées FPUNV (note 21), des autres titres de fonds propres de T1 subordonnés FPUNV (note 24) et des actions privilégiées FPUNV (note 24). Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion de débetures convertibles FPUNV, d'autres titres de fonds propres de T1 subordonnés FPUNV et d'actions privilégiées FPUNV au 30 avril 2019 s'établissait à 2 376 millions d'actions ordinaires, en fonction du prix plancher et compte non tenu de l'incidence de tout intérêt couru et impayé et de tout dividende déclaré et impayé.

5) Ces titres sont assortis de caractéristiques de conversion. Se reporter au tableau 27 du rapport annuel 2018 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.

6) Les distributions semestrielles sont inscrites aux deuxième et quatrième trimestres, lorsqu'elles sont payées, le cas échéant.

On trouvera plus de renseignements sur les titres en circulation de la Banque, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 21, 24 et 26 des états financiers consolidés de la Banque figurant dans son rapport annuel 2018.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

TABLE DES MATIÈRES

42 États financiers consolidés intermédiaires résumés	57 Note 10. Participations dans des sociétés associées
47 Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	58 Note 11. Dépôts
47 Note 1. Entité présentant l'information financière	58 Note 12. Opérations sur capitaux propres et opérations de financement
47 Note 2. Base d'établissement	59 Note 13. Gestion du capital
47 Note 3. Principales méthodes comptables	59 Note 14. Paiements fondés sur des actions
48 Note 4. Transition à l'IFRS 15	59 Note 15. Avantages du personnel
48 Note 5. Prises de position futures en comptabilité	60 Note 16. Secteurs d'exploitation
48 Note 6. Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	62 Note 17. Revenus et charges d'intérêts
49 Note 7. Titres de placement	62 Note 18. Revenus tirés des activités de transaction
50 Note 8. Prêts, prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances	63 Note 19. Résultat par action
56 Note 9. Décomptabilisation d'actifs financiers	63 Note 20. Instruments financiers
	70 Note 21. Impôt sur le résultat
	70 Note 22. Acquisitions et cessions

État consolidé de la situation financière

(non audité) (en millions de dollars)	Note	Aux		
		30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Actifs				
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	6	50 121 \$	52 942 \$	62 269 \$
Métaux précieux		3 543	3 622	3 191
Actifs détenus à des fins de transaction				
Titres		103 125	93 047	85 474
Prêts		13 104	13 161	14 334
Autres		911	748	454
		117 140	106 956	100 262
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	20 b)	14	14	12
Titres pris en pension et titres empruntés		126 090	127 959	104 018
Instruments financiers dérivés		31 358	32 161	37 558
Titres de placement	7	85 146	77 986	78 396
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	8	260 586	258 649	253 357
Prêts personnels	8	97 874	96 650	96 019
Cartes de crédit	8	17 730	17 124	16 485
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	8	212 920	198 793	191 038
		589 110	571 216	556 899
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	8 c)	5 295	5 111	5 065
		583 815	566 105	551 834
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations, déduction faite de la correction de valeur		12 823	18 737	16 329
Immobilisations corporelles		2 722	2 680	2 684
Participations dans des sociétés associées	10	5 303	5 184	4 850
Goodwill et autres immobilisations incorporelles		17 825	17 864	17 719
Actifs d'impôt différé		2 069	2 047	1 938
Autres actifs		20 200	20 026	17 433
		60 942	66 538	60 953
Total des actifs		1 058 169 \$	1 034 283 \$	998 493 \$
Passifs				
Dépôts				
Particuliers	11	224 933 \$	221 921 \$	214 545 \$
Entreprises et administrations publiques	11	443 707	434 749	422 002
Autres institutions financières	11	43 642	34 209	39 987
		712 282	690 879	676 534
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	20 b)	10 919	9 907	8 188
Autres				
Acceptations		12 833	18 746	16 338
Obligations relatives aux titres vendus à découvert		29 957	31 621	32 087
Instruments financiers dérivés		33 176	35 970	37 967
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés		124 331	116 527	101 257
Débentures subordonnées	12	7 554	7 492	5 698
Autres passifs		56 870	53 975	52 744
		264 721	264 331	246 091
Total des passifs		987 922	965 117	930 813
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires				
Actions ordinaires	12	18 284	18 296	18 234
Résultats non distribués		43 056	42 236	41 414
Cumul des autres éléments du résultat global		1 836	1 587	992
Autres réserves		395	406	404
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		63 571	62 525	61 044
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	12	3 884	3 884	4 184
Total des capitaux propres attribuables aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		67 455	66 409	65 228
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		2 792	2 757	2 452
Total des capitaux propres		70 247	69 166	67 680
Total des passifs et des capitaux propres		1 058 169 \$	1 034 283 \$	998 493 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

État consolidé du résultat net

	Note	Trimestres clos les			Semestres clos les	
		30 avril 2019 ¹⁾	31 janvier 2019 ¹⁾	30 avril 2018	30 avril 2019 ¹⁾	30 avril 2018
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>						
Revenus						
Revenus d'intérêts²⁾						
Prêts		7 164 \$	7 091 \$	5 979 \$	14 255 \$	11 782 \$
Titres		567	516	438	1 083	837
Titres pris en pension et titres empruntés		140	130	101	270	199
Dépôts auprès d'autres institutions financières		230	254	217	484	398
	17	8 101	7 991	6 735	16 092	13 216
Charges d'intérêts						
Dépôts		3 485	3 335	2 490	6 820	4 746
Débiteures subordonnées		73	61	52	134	104
Autres		350	321	243	671	480
	17	3 908	3 717	2 785	7 625	5 330
Revenus d'intérêts nets		4 193	4 274	3 950	8 467	7 886
Revenus autres que d'intérêt						
Revenus sur cartes		248	244	261	492	534
Frais liés aux services bancaires		461	433	405	894	828
Commissions de crédit		322	324	286	646	571
Fonds communs de placement		454	447	412	901	850
Commissions de courtage		217	216	216	433	446
Frais de gestion de placements et frais de fiducie		271	257	169	528	332
Commissions de placement et autres honoraires de services-conseils		149	92	118	241	266
Opérations de change à des fins autres que de transaction		175	160	158	335	306
Revenus tirés des activités de transaction	18	386	329	358	715	745
Profit net sur la vente de titres de placement		86	22	66	108	101
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées		170	129	154	299	264
Revenus d'assurance, déduction faite des sinistres		169	184	190	353	359
Autres honoraires et commissions		245	252	203	497	407
Autres		257	241	112	498	251
		3 610	3 330	3 108	6 940	6 260
Total des revenus		7 803	7 604	7 058	15 407	14 146
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances		873	688	534	1 561	1 078
		6 930	6 916	6 524	13 846	13 068
Charges autres que d'intérêts						
Salaires et avantages du personnel		2 026	2 164	1 902	4 190	3 604
Locaux et technologie		702	696	636	1 398	1 245
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		258	248	204	506	403
Communications		119	109	113	228	218
Publicité et prospection		150	139	140	289	269
Honoraires		203	218	210	421	396
Taxe d'affaires et taxe sur le capital		122	137	111	259	234
Autres		466	460	410	926	855
		4 046	4 171	3 726	8 217	7 224
Bénéfice avant impôt sur le résultat		2 884	2 745	2 798	5 629	5 844
Charge d'impôt sur le résultat	21	625	498	621	1 123	1 330
Bénéfice net		2 259 \$	2 247 \$	2 177 \$	4 506 \$	4 514 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		70	111	70	181	128
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		2 189 \$	2 136 \$	2 107 \$	4 325 \$	4 386 \$
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres		64	29	65	93	95
Actionnaires ordinaires		2 125 \$	2 107 \$	2 042 \$	4 232 \$	4 291 \$
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)						
De base	19	1,74 \$	1,72 \$	1,70 \$	3,46 \$	3,58 \$
Dilué	19	1,73	1,71	1,70	3,44	3,56
Dividendes versés par action ordinaire (en dollars)		0,87	0,85	0,82	1,72	1,61

1) Les montants pour les périodes closes le 30 avril 2019 et le 31 janvier 2019 ont été établis selon l'IFRS 15; les montants des périodes précédentes n'ont pas été retraités (se reporter aux notes 3 et 4).

2) Comprend des revenus d'intérêts sur les actifs financiers évalués au coût amorti et à la JVAÉRG calculés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif de 8 019 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 7 923 \$; 30 avril 2018 – 6 683 \$) et de 15 942 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2019 (30 avril 2018 – 13 120 \$).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars)	Trimestres clos les			Semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Bénéfice net	2 259 \$	2 247 \$	2 177 \$	4 506 \$	4 514 \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net					
Variation nette des profits (pertes) de change latents :					
Profits (pertes) de change latents, montant net	628	805	1 813	1 433	303
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	(350)	(184)	(694)	(534)	(24)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) de change latents, montant net	5	7	10	12	1
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	(92)	(48)	(183)	(140)	(4)
	365	662	1 292	1 027	282
Variation nette de la juste valeur découlant de la variation des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :					
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	247	443	(111)	690	(416)
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	(196)	(371)	17	(567)	194
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	51	125	(30)	176	(100)
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	(39)	(110)	(2)	(149)	48
	39	57	(62)	96	(170)
Variation nette des profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	(136)	721	277	585	478
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	127	(374)	(374)	(247)	(669)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	(37)	191	73	154	128
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	34	(101)	(99)	(67)	(178)
	(6)	257	(71)	251	(141)
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	38	19	30	57	43
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net					
Variation nette à la réévaluation de l'actif et du passif au titre des régimes d'avantages du personnel :					
Gains (pertes) actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	(236)	(460)	19	(696)	103
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(54)	(119)	7	(173)	32
	(182)	(341)	12	(523)	71
Variation nette de la juste valeur découlant de la variation des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :					
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	19	31	(29)	50	70
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	4	8	(1)	12	14
	15	23	(28)	38	56
Variation nette de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur :					
Variation de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	(43)	30	(7)	(13)	(14)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(12)	8	(2)	(4)	(4)
	(31)	22	(5)	(9)	(10)
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	–	(3)	(3)	(3)	(7)
Autres éléments du résultat global	238	696	1 165	934	124
Résultat global	2 497 \$	2 943 \$	3 342 \$	5 440 \$	4 638 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	59	212	147	271	204
Résultat global attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	2 438	2 731	3 195	5 169	4 434
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres	64	29	65	93	95
Actionnaires ordinaires	2 374 \$	2 702 \$	3 130 \$	5 076 \$	4 339 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Cumul des autres éléments du résultat global

	Actions ordinaires	Résultats non distribués ¹⁾	Écarts de conversion	Titres disponibles à la vente	Instruments de créance (JVAERG)	Instruments de capitaux propres (JVAERG)	Couvertures des flux de trésorerie	Autres réserves	Autres capitaux ordinaires	Total des capitaux propres	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Total attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	Total
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>														
Solde au 31 octobre 2018	18 234 \$	41 414 \$	1 441 \$	— \$	(68) \$	(126) \$	(121) \$	(134) \$	404 \$	61 044 \$	4 184 \$	65 228 \$	2 452 \$	67 680 \$
Effet cumulatif de l'adoption de l'IFRS 15 ³⁾	—	(58)	—	—	—	—	—	—	—	(58)	—	(58)	—	(58)
Solde au 1^{er} novembre 2018	18 234 \$	41 356 \$	1 441 \$	— \$	(68) \$	(126) \$	(121) \$	(134) \$	404 \$	60 986 \$	4 184 \$	65 170 \$	2 452 \$	67 622 \$
Bénéfice net	—	4 232	—	—	—	—	—	—	—	4 232	93	4 325	181	4 506
Autres éléments du résultat global	—	—	942	—	96	31	259	(484)	—	844	—	844	90	934
Total du résultat global	— \$	4 232 \$	942 \$	— \$	96 \$	31 \$	259 \$	(484) \$	— \$	5 076 \$	93 \$	5 169 \$	271 \$	5 440 \$
Actions émises	158	—	—	—	—	—	—	(24)	—	134	—	134	—	134
Actions rachetées	(108)	(415)	—	—	—	—	—	—	—	(523)	(300)	(823)	—	(823)
Dividendes et distributions versés aux détenteurs de titres de capitaux propres	—	(2 104)	—	—	—	—	—	—	(2 104)	(93)	(93)	(2 197)	(92)	(2 289)
Paielements fondés sur des actions ⁴⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	5	—	5
Autres	—	(13)	—	—	—	—	—	10	—	(3)	—	(3)	161 ⁵⁾	158
Solde au 30 avril 2019	18 284 \$	43 056 \$	2 383 \$	— \$	28 \$	(95) \$	138 \$	(618) \$	395 \$	63 571 \$	3 884 \$	67 455 \$	2 792 \$	70 247 \$
Solde au 31 octobre 2017	15 644 \$	38 117 \$	1 861 \$	(46) \$	— \$	— \$	235 \$	(473) \$	116 \$	55 454 \$	4 579 \$	60 033 \$	1 592 \$	61 625 \$
Effet cumulatif de l'adoption de l'IFRS 9	—	(564)	—	46	184	(179)	—	—	—	(513)	—	(513)	(97)	(610)
Solde au 1^{er} novembre 2017	15 644 \$	37 553 \$	1 861 \$	— \$	184 \$	(179) \$	235 \$	(473) \$	116 \$	54 941 \$	4 579 \$	59 520 \$	1 495 \$	61 015 \$
Bénéfice net	—	4 291	—	—	—	—	—	—	—	4 291	95	4 386	128	4 514
Autres éléments du résultat global	—	—	216	—	(170)	53	(141)	90	—	48	—	48	76	124
Total du résultat global	— \$	4 291 \$	216 \$	— \$	(170) \$	53 \$	(141) \$	90 \$	— \$	4 339 \$	95 \$	4 434 \$	204 \$	4 638 \$
Actions émises	96	—	—	—	—	—	—	(13)	—	83	—	83	—	83
Actions rachetées	(29)	(149)	—	—	—	—	—	—	—	(178)	(345)	(523)	—	(523)
Dividendes et distributions versés aux détenteurs de titres de capitaux propres	—	(1 931)	—	—	—	—	—	—	(1 931)	(95)	(95)	(2 026)	(57)	(2 083)
Paielements fondés sur des actions ⁴⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	5	—	5
Autres	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	(2)	—
Solde au 30 avril 2018	15 711 \$	39 766 \$	2 077 \$	— \$	14 \$	(126) \$	94 \$	(383) \$	108 \$	57 261 \$	4 234 \$	61 495 \$	1 640 \$	63 135 \$

1) Comprend des résultats non distribués de 63 \$ (30 avril 2018 – 60 \$) liés à une société associée à l'étranger soumise à des restrictions réglementaires locales.

2) Comprend la quote-part des sociétés associées, les avantages du personnel et le risque de crédit propre à l'entité.

3) Se reporter à la note 4 pour obtenir un résumé des ajustements à l'application initiale de l'IFRS 15.

4) Représente des montants liés aux paielements fondés sur des actions (se reporter à la note 14).

5) Comprend les variations des participations ne donnant pas le contrôle découlant des regroupements d'entreprises et des transactions connexes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
<i>Rentrées (sorties) nettes de trésorerie</i>				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	2 259 \$	2 177 \$	4 506 \$	4 514 \$
Ajustements pour :				
Revenus d'intérêts nets	(4 193)	(3 950)	(8 467)	(7 886)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	258	204	506	403
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	873	534	1 561	1 078
Charges dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en titres de capitaux propres	1	1	5	5
Profit net sur la vente de titres de placement	(86)	(66)	(108)	(101)
Profit net sur les cessions	(141)	–	(141)	–
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées	(170)	(154)	(299)	(264)
Charge d'impôt sur le résultat	625	621	1 123	1 330
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :				
Actifs détenus à des fins de transaction	(9 230)	8 264	(15 432)	(51)
Titres pris en pension et titres empruntés	3 451	6 871	(20 545)	11 364
Prêts	(14 261)	(8 628)	(24 839)	(15 006)
Dépôts	15 086	(5 660)	27 406	16 845
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	(1 874)	(4 376)	(2 519)	(2 105)
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	6 096	(2 983)	21 271	(5 014)
Instruments financiers dérivés, montant net	(2 343)	(3 261)	1 856	(239)
Autres, montant net	2 557	8 775	(2 063)	(1 069)
Dividendes perçus	123	78	218	159
Intérêts perçus	7 772	6 494	15 815	13 010
Intérêts versés	(3 572)	(2 585)	(7 275)	(5 326)
Impôt sur le résultat payé	(675)	(568)	(1 632)	(1 181)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	2 556	1 788	(9 053)	10 466
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	3 696	(2 969)	14 149	(2 534)
Achat de titres de placement	(27 119)	(19 152)	(44 812)	(45 702)
Produit de la vente et de la venue à échéance de titres de placement	21 368	21 435	40 375	40 159
Acquisition/vente de filiales, de sociétés associées ou d'unités d'exploitation, déduction faite de la trésorerie acquise	(36)	–	(36)	–
Immobilisations corporelles, déduction faite des sorties	(87)	(91)	(104)	(115)
Autres, montant net	200	(301)	(14)	(416)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 978)	(1 078)	9 558	(8 608)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Produit tiré de l'émission de débentures subordonnées	–	–	1 750	–
Remboursement de débentures subordonnées	(14)	(121)	(14)	(233)
Rachat d'actions privilégiées	–	(345)	(300)	(345)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	48	34	158	96
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(289)	–	(523)	(178)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(1 127)	(1 047)	(2 197)	(2 026)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(61)	(32)	(92)	(57)
Autres, montant net	578	134	1 158	401
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(865)	(1 377)	(60)	(2 342)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	148	221	218	45
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(139)	(446)	663	(439)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période ¹⁾	9 799	7 832	8 997	7 825
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période ¹⁾	9 660 \$	7 386 \$	9 660 \$	7 386 \$

1) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières (se reporter à la note 6).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

1. Entité présentant l'information financière

La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque ») est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi sur les banques* »). La Banque est une banque inscrite à l'annexe I de la *Loi sur les banques* et elle est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). La Banque est un fournisseur international de services financiers qui offre une vaste gamme de produits et de services, dont des services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés, ainsi que des services bancaires d'investissement. Le siège social de la Banque est situé au 1709 Hollis Street, Halifax (Nouvelle-Écosse), au Canada, et les bureaux de la direction sont situés au Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Banque ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB »), et aux exigences comptables du BSIF, selon l'article 308 de la *Loi sur les Banques*. L'article 308 stipule que, à moins d'indication contraire par le BSIF, les états financiers doivent être établis selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2018.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 avril 2019 a été autorisée par le conseil d'administration le 28 mai 2019.

Certains montants comparatifs ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments significatifs ci-après, lesquels sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière :

- actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net;
- actifs et passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net;
- instruments financiers dérivés;
- instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Banque. Sauf indication contraire, toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au million de dollars près.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations, établisse des jugements et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés ainsi que sur la valeur comptable des revenus et des charges de la période. Les estimations établies par la direction sont fondées sur l'expérience passée et sur d'autres hypothèses qui sont jugées raisonnables. Parmi les principaux domaines où la direction a porté des jugements difficiles, complexes ou subjectifs, souvent sur des enjeux foncièrement incertains, mentionnons le compte de correction de valeur pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers (y compris les dérivés), l'impôt sur le résultat des sociétés, les avantages du personnel, la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiables découlant des regroupements d'entreprises, la dépréciation d'actifs non financiers, ainsi que la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers. Bien qu'il s'agisse des meilleures estimations et hypothèses de la direction, les résultats réels pourraient différer de celles-ci.

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2018.

Les principales méthodes comptables utilisées dans l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2018 et décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés de la Banque contenus dans son rapport annuel 2018, sauf en ce qui a trait aux changements à la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients en raison de l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 »). Les principales conventions comptables qui suivent ont été mises à jour conformément à l'IFRS 15 en ce qui a trait aux éléments visés.

Les revenus sur cartes comprennent les commissions d'interchange, les frais annuels et les autres frais sur cartes. Les commissions d'interchange sont comptabilisées lors de l'achat de biens et de services par le client et elles correspondent à un pourcentage du montant de la transaction tel qu'il est établi par le réseau de paiement. Les commissions d'interchange sont comptabilisées à la date de la transaction. La Banque présente les commissions d'interchange déduction faite des frais d'association de réseau engagés et des frais de récompense pour les cartes associées lorsque le client peut échanger les points contre des crédits ou lorsque la Banque agit à titre de mandataire. Les frais annuels sont constatés en résultat sur 12 mois. Les autres frais sur cartes sont fondés sur les transactions et sont constatés à la date de la transaction.

Les frais liés aux services bancaires comprennent les frais gagnés sur les activités de dépôt de particuliers, d'entreprises et d'administrations publiques. Les frais liés aux dépôts de particuliers comprennent les frais de tenue de compte et divers services liés aux transactions. Les frais liés aux dépôts d'entreprises et d'administrations publiques comprennent les services de gestion des dépôts et de la trésorerie liés aux entreprises ainsi que d'autres services de gestion de la trésorerie. Ces frais sont constatés à la date de la transaction ou au fur et à mesure que les services sont fournis aux clients.

Les honoraires liés aux fonds communs de placement comprennent les frais de gestion et d'administration gagnés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine. Ces frais sont calculés en pourcentage de la valeur liquidative du fonds et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. De temps à autre, la Banque peut également comptabiliser des commissions de performance provenant de certains fonds. Ces commissions ne sont comptabilisées que lorsqu'il est fortement improbable qu'un important ajustement à la baisse des revenus se produise.

Les commissions de courtage se rapportent aux commissions gagnées pour la prestation de services de courtage de plein exercice et à escompte aux clients. Ces commissions sont convenues contractuellement et peuvent être basées sur l'actif ou liées à des transactions individuelles. Elles sont constatées au fur et à mesure que les services sont fournis aux clients ou à la date de la transaction.

Les frais de gestion de placements et frais de service de fiducie comprennent les services administratifs, les services de fiducie et d'autres services de placement fournis aux clients. Ces frais sont convenus contractuellement et peuvent être liés à la valeur du portefeuille ou à des transactions individuelles. Ces frais sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis aux clients, dans la mesure où il est fortement improbable qu'un important ajustement à la baisse des revenus se produise.

Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils ont trait aux commissions et aux honoraires gagnés pour les services fournis aux clients relativement au placement de titres de créance et de capitaux propres. Ces commissions et honoraires comprennent également les services aux clients dans le cadre de fusions, d'acquisitions, de restructurations financières et d'autres activités de financement d'entreprises. Ces commissions et honoraires sont constatés lorsque le service a été rendu ou que des jalons contractuels ont été franchis. Les commissions d'exécution et d'achèvement sont des contreparties variables qui dépendent habituellement de la conclusion fructueuse d'une transaction.

Les autres honoraires et commissions comprennent les commissions perçues sur la vente de produits d'assurance de tiers aux clients de la Banque. Ces honoraires et commissions sont constatés lorsque l'obligation de prestation est remplie.

4. Transition à l'IFRS 15

Le 1^{er} novembre 2018, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise comment et quand les revenus sont constatés, sans toutefois avoir d'incidence sur la constatation des revenus liés aux instruments financiers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 9. La nouvelle norme remplace la norme précédente, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et propose un modèle unique en cinq étapes fondé sur des principes s'appliquant à tous les contrats conclus avec des clients et servant à déterminer si l'obligation de prestation consiste à fournir elle-même les services (c.-à-d., agir pour son propre compte) ou à prendre des dispositions pour qu'une autre partie fournisse ces services (c.-à-d., agir à titre de mandataire).

La Banque a adopté l'IFRS 15 au moyen de la méthode rétrospective modifiée et, par conséquent, les montants des périodes comparatives n'ont pas été retraités. La Banque a comptabilisé l'effet cumulatif de l'ajustement visant à réduire le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} novembre 2018 de 58 millions de dollars (après impôt). Cet ajustement se rapporte à certains coûts qui ne sont plus admissibles au report aux termes de la nouvelle norme ainsi qu'à la réévaluation de certains passifs au coût de l'exécution. Pour le semestre clos le 30 avril 2019, l'incidence de l'IFRS 15 s'est traduite par une diminution des produits autres que d'intérêts et des charges autres que d'intérêts d'environ 105 millions de dollars (55 millions de dollars au 31 janvier 2019), ce qui correspond à certaines primes de fidélité précédemment comptabilisées dans les charges autres que d'intérêts qui sont maintenant portées en réduction des produits autres que d'intérêts.

5. Prises de position futures en comptabilité

Aucune autre mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités contenus dans le rapport annuel 2018 de la Banque, à l'exception de celles touchant les éléments suivants :

IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), laquelle remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 »). Cette norme exige qu'un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation d'un bien loué et un passif correspondant à la valeur actualisée des obligations locatives futures. L'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation de tous les contrats de location simple à l'état de la situation financière de la Banque à titre d'actifs au titre de droits d'utilisation, accompagnés des obligations locatives correspondantes. La Banque comptabilisera également une charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les obligations locatives dans l'état du résultat net. L'IFRS 16 conserve l'essentiel des exigences comptables de l'IAS 17 s'appliquant au bailleur.

Pour la Banque, l'IFRS 16 entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019. La Banque a l'intention d'appliquer l'IFRS 16 en ajustant l'état consolidé de la situation financière à la date d'adoption, sans retraitement des périodes comparatives.

IFRS 17, *Contrats d'assurance*

La Banque est tenue d'adopter l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (l'« IFRS 17 »), le 1^{er} novembre 2021. La norme aura une incidence sur les activités d'assurance canadiennes et internationales de la Banque. La norme a une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats d'assurance.

L'IASB propose certaines modifications à l'IFRS 17, notamment une proposition visant à repousser la date d'entrée en vigueur de un an, soit jusqu'aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. La Banque continuera de surveiller de près l'évolution de cette norme et fournira d'autres mises à jour à mesure que les décisions définitives seront publiées par l'IASB.

6. Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières

	Aux		
(en millions de dollars)	30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières	9 660 \$	9 799 \$	8 997 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	40 461	43 143	53 272
Total	50 121 ¹⁾ \$	52 942 ¹⁾ \$	62 269 ¹⁾ \$

1) Déduction faite des corrections de valeur de 4 \$ (31 janvier 2019 – 5 \$; 31 octobre 2018 – 3 \$).

Le montant des soldes que la Banque doit maintenir auprès des banques centrales, d'autres organismes de réglementation et de certaines contreparties totalisait 9 755 millions de dollars (31 janvier 2019 – 9 286 millions de dollars; 31 octobre 2018 – 8 886 millions de dollars), et ils sont inclus dans les montants présentés ci-dessus.

7. Titres de placement

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables des titres de placement de la Banque par classe d'évaluation.

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Titres de créance évalués à la JVAÉRG	59 159 \$	55 530 \$	55 843 \$
Titres de créance évalués au coût amorti	23 932	20 651	20 743
Titres de capitaux propres désignés comme étant à la JVAÉRG	1 500	1 253	1 305
Titres de capitaux propres évalués à la JVRN	555	552	505
Total des titres de placement	85 146 \$	77 986 \$	78 396 \$

a) Titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)

<i>Au 30 avril 2019 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	8 774 \$	147 \$	6 \$	8 915 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	2 995	20	11	3 004
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	22 546	196	37	22 705
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	18 806	72	32	18 846
Autres titres de créance	5 694	16	21	5 689
Total	58 815 \$	451 \$	107 \$	59 159 \$

<i>Au 31 janvier 2019 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	7 733 \$	109 \$	10 \$	7 832 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	3 546	7	25	3 528
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	20 609	146	64	20 691
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	19 684	54	50	19 688
Autres titres de créance	3 800	14	23	3 791
Total	55 372 \$	330 \$	172 \$	55 530 \$

<i>Au 31 octobre 2018 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	8 903 \$	38 \$	50 \$	8 891 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	4 403	3	54	4 352
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	19 298	6	163	19 141
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	20 022	49	81	19 990
Autres titres de créance	3 503	6	40	3 469
Total	56 129 \$	102 \$	388 \$	55 843 \$

b) Titres de créance évalués au coût amorti

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux					
	30 avril 2019		31 janvier 2019		31 octobre 2018	
	Juste valeur	Valeur comptable ¹⁾	Juste valeur	Valeur comptable ¹⁾	Juste valeur	Valeur comptable ¹⁾
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique provinciale ou fédérale canadienne	5 806 \$	5 859 \$	5 927 \$	6 011 \$	6 530 \$	6 681 \$
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	4 002	4 074	4 165	4 256	4 321	4 462
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	2 990	3 006	2 893	2 915	3 086	3 131
Titres de créance de sociétés	11 022	10 993	7 474	7 469	6 379	6 469
Total	23 820 \$	23 932 \$	20 459 \$	20 651 \$	20 316 \$	20 743 \$

1) Les soldes sont présentés déduction faite des corrections de valeur de néant (31 janvier 2019 – néant; 31 octobre 2018 – 1 \$).

c) Titres de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)

La Banque a désigné certains instruments, présentés dans le tableau suivant, comme étant des titres de capitaux propres à la JVAÉRG, puisque ces placements devraient être détenus à long terme à des fins stratégiques.

<i>Au 30 avril 2019 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Instruments de capitaux propres privilégiés	145 \$	2 \$	48 \$	99 \$
Actions ordinaires	1 243	172	14	1 401
Total	1 388 \$	174 \$	62 \$	1 500 \$

<i>Au 31 janvier 2019 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Instruments de capitaux propres privilégiés	267 \$	– \$	85 \$	182 \$
Actions ordinaires	941	146	16	1 071
Total	1 208 \$	146 \$	101 \$	1 253 \$

<i>Au 31 octobre 2018 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Instruments de capitaux propres privilégiés	334 \$	– \$	54 \$	280 \$
Actions ordinaires	937	126	38	1 025
Total	1 271 \$	126 \$	92 \$	1 305 \$

8. Prêts, prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances

a) Prêts au coût amorti

	Au		
	30 avril 2019		
	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette
<i>(en millions de dollars)</i>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	260 586 \$	734 \$	259 852 \$
Prêts personnels	97 874	2 117	95 757
Cartes de crédit	17 730	1 360	16 370
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	212 920	1 084	211 836
Total	589 110 \$	5 295 \$	583 815 \$

	Aux					
	31 janvier 2019			31 octobre 2018		
	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette
<i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts hypothécaires à l'habitation	258 649 \$	709 \$	257 940 \$	253 357 \$	678 \$	252 679 \$
Prêts personnels	96 650	2 111	94 539	96 019	2 109	93 910
Cartes de crédit	17 124	1 212	15 912	16 485	1 213	15 272
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	198 793	1 079	197 714	191 038	1 065	189 973
Total	571 216 \$	5 111 \$	566 105 \$	556 899 \$	5 065 \$	551 834 \$

b) Prêts douteux^{1),2)}

	Au		
	30 avril 2019		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
<i>(en millions de dollars)</i>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 922 \$	368 \$	1 554 \$
Prêts personnels	1 131	627	504
Cartes de crédit	—	—	—
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 311	674	1 637
Total	5 364 \$	1 669 \$	3 695 \$
Par secteurs géographiques			
Canada	1 078 \$	371 \$	707 \$
États-Unis	129	17	112
Mexique	463	188	275
Pérou	639	325	314
Chili	842	172	670
Colombie	578	154	424
Autres pays	1 635	442	1 193
Total	5 364 \$	1 669 \$	3 695 \$

	Aux					
	31 janvier 2019			31 octobre 2018		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
<i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 868 \$	362 \$	1 506 \$	1 797 \$	360 \$	1 437 \$
Prêts personnels	1 108	640	468	1 069	644	425
Cartes de crédit	—	—	—	—	—	—
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 311	678	1 633	2 264	673	1 591
Total	5 287 \$	1 680 \$	3 607 \$	5 130 \$	1 677 \$	3 453 \$
Par secteurs géographiques						
Canada	1 058 \$	367 \$	691 \$	999 \$	381 \$	618 \$
États-Unis	108	24	84	80	25	55
Mexique	413	172	241	359	164	195
Pérou	615	338	277	581	317	264
Chili	793	158	635	753	158	595
Colombie	607	162	445	619	159	460
Autres pays	1 693	459	1 234	1 739	473	1 266
Total	5 287 \$	1 680 \$	3 607 \$	5 130 \$	1 677 \$	3 453 \$

1) Les revenus d'intérêts comptabilisés à l'égard des prêts douteux au cours du trimestre clos le 30 avril 2019 ont totalisé 12 \$ (31 janvier 2019 – 14 \$; 31 octobre 2018 – 12 \$).

2) Des revenus d'intérêts supplémentaires d'environ 100 \$ auraient été comptabilisés si les prêts susmentionnés n'avaient pas été classés dans les prêts douteux (31 janvier 2019 – 94 \$; 31 octobre 2018 – 93 \$).

c) Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Principales données d'entrée et hypothèses clés

Les calculs du compte de correction de valeur de la Banque correspondent aux extraits de modèles complexes utilisant un certain nombre d'hypothèses sous-jacentes à l'égard du choix de données d'entrée variables. Les principaux facteurs comprennent notamment :

- la modification de la notation de risque de l'emprunteur ou de l'instrument en raison de l'évolution de la qualité de leur crédit;
- la variation des volumes de transaction;
- l'évolution du contexte macroéconomique dont tiennent compte les variables utilisées dans les modèles (notamment, la croissance du PIB, les taux de chômage, les prix des marchandises et les indices de prix de l'immobilier) qui sont le plus étroitement liées aux pertes de crédit du portefeuille pertinent;
- la modification des scénarios macroéconomiques et la pondération des probabilités au sein de chaque scénario;
- la migration des emprunteurs entre les trois étapes pouvant découler de la modification de l'une ou l'autre des données d'entrée ou hypothèses susmentionnées.

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts

(en millions de dollars)	Solde au 31 octobre 2018	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Radiations nettes	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde au 30 avril 2019
Prêts hypothécaires à l'habitation	678 \$	59 \$	(30)\$	27 \$	734 \$
Prêts personnels	2 109	729	(776)	55	2 117
Cartes de crédit	1 213	648	(537)	36	1 360
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 147	125	(105)	(10)	1 157
	5 147 \$	1 561 \$	(1 448)\$	108 \$	5 368 \$
Présentés dans :					
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts	5 065 \$				5 295 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations	8				10
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan	74				63

(en millions de dollars)	Solde au 31 octobre 2017	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Radiations nettes	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde au 30 avril 2018
Prêts hypothécaires à l'habitation	717 \$	36 \$	(36)\$	1 \$	718 \$
Prêts personnels	1 879	586	(579)	38	1 924
Cartes de crédit	1 163	385	(424)	48	1 172
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 261	81	(143)	(6)	1 193
	5 020 \$	1 088 \$	(1 182)\$	81 \$	5 007 \$
Présentés dans :					
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts	4 920 \$				4 929 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations	16				5
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan	84				73

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts

Au 30 avril 2019

(en millions de dollars)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	129 \$	237 \$	368 \$	734 \$
Prêts personnels	609	881	627	2 117
Cartes de crédit	458	902	—	1 360
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	157	253	674	1 084
Total ¹⁾	1 353 \$	2 273 \$	1 669 \$	5 295 \$

1) *Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 81 \$.*

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts

Au 31 octobre 2018

(en millions de dollars)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	112 \$	206 \$	360 \$	678 \$
Prêts personnels	578	887	644	2 109
Cartes de crédit	401	812	—	1 213
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	132	260	673	1 065
Total ¹⁾	1 223 \$	2 165 \$	1 677 \$	5 065 \$

1) *Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 89 \$.*

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts

Au 30 avril 2018

(en millions de dollars)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	108 \$	206 \$	404 \$	718 \$
Prêts personnels	502	827	595	1 924
Cartes de crédit	375	797	—	1 172
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	118	250	747	1 115
Total ¹⁾	1 103 \$	2 080 \$	1 746 \$	4 929 \$

1) *Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 88 \$.*

Le tableau qui suit présente les variations du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts.

	Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates								À la date indiquée et pour le semestre clos à cette date			
	30 avril 2019				31 janvier 2019				30 avril 2019			
(en millions de dollars)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation												
Solde à l'ouverture de la période	121 \$	226 \$	362 \$	709 \$	112 \$	206 \$	360 \$	678 \$	112 \$	206 \$	360 \$	678 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances												
Réévaluation ¹⁾	(17)	7	27	17	(24)	8	29	13	(41)	15	56	30
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	12	-	-	12	23	-	-	23	35	-	-	35
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	-	(2)	-	(2)	(1)	(3)	-	(4)	(1)	(5)	-	(6)
Changements de modèles et de méthodes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	15	(13)	(2)	-	12	(11)	(1)	-	27	(24)	(3)	-
Étape 2	(3)	27	(24)	-	(5)	28	(23)	-	(8)	55	(47)	-
Étape 3	-	(10)	10	-	-	(9)	9	-	-	(19)	19	-
Radiations, montant brut	-	-	(23)	(23)	-	-	(20)	(20)	-	-	(43)	(43)
Recouvrements	-	-	11	11	-	-	2	2	-	-	13	13
Variations des taux de change et autres variations	1	2	7	10	4	7	6	17	5	9	13	27
Solde à la clôture de la période ²⁾	129 \$	237 \$	368 \$	734 \$	121 \$	226 \$	362 \$	709 \$	129 \$	237 \$	368 \$	734 \$
Prêts personnels												
Solde à l'ouverture de la période	596 \$	875 \$	640 \$	2 111 \$	578 \$	887 \$	644 \$	2 109 \$	578 \$	887 \$	644 \$	2 109 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances												
Réévaluation ¹⁾	(155)	138	300	283	(152)	140	304	292	(307)	278	604	575
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	123	-	-	123	118	-	-	118	241	-	-	241
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(20)	(23)	-	(43)	(19)	(25)	-	(44)	(39)	(48)	-	(87)
Changements de modèles et de méthodes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	110	(107)	(3)	-	108	(107)	(1)	-	218	(214)	(4)	-
Étape 2	(48)	70	(22)	-	(46)	66	(20)	-	(94)	136	(42)	-
Étape 3	(1)	(79)	80	-	(1)	(79)	80	-	(2)	(158)	160	-
Radiations, montant brut	-	-	(438)	(438)	-	-	(480)	(480)	-	-	(918)	(918)
Recouvrements	-	-	70	70	-	-	72	72	-	-	142	142
Variations des taux de change et autres variations	4	7	-	11	10	(7)	41	44	14	-	41	55
Solde à la clôture de la période ²⁾	609 \$	881 \$	627 \$	2 117 \$	596 \$	875 \$	640 \$	2 111 \$	609 \$	881 \$	627 \$	2 117 \$
Cartes de crédit												
Solde à l'ouverture de la période	410 \$	802 \$	- \$	1 212 \$	401 \$	812 \$	- \$	1 213 \$	401 \$	812 \$	- \$	1 213 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances												
Réévaluation ¹⁾	(141)	220	204	283	(68)	108	170	210	(209)	328	374	493
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	171	-	-	171	46	-	-	46	217	-	-	217
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(15)	(16)	-	(31)	(14)	(17)	-	(31)	(29)	(33)	-	(62)
Changements de modèles et de méthodes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	63	(63)	-	-	69	(69)	-	-	132	(132)	-	-
Étape 2	(32)	32	-	-	(32)	32	-	-	(64)	64	-	-
Étape 3	-	(71)	71	-	-	(70)	70	-	-	(141)	141	-
Radiations, montant brut	-	-	(335)	(335)	-	-	(312)	(312)	-	-	(647)	(647)
Recouvrements	-	-	55	55	-	-	55	55	-	-	110	110
Variations des taux de change et autres variations	2	(2)	5	5	8	6	17	31	10	4	22	36
Solde à la clôture de la période ²⁾	458 \$	902 \$	- \$	1 360 \$	410 \$	802 \$	- \$	1 212 \$	458 \$	902 \$	- \$	1 360 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars)	Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates								À la date indiquée et pour le semestre clos à cette date			
	30 avril 2019				31 janvier 2019				30 avril 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques												
Solde à l'ouverture de la période	197 \$	272 \$	679 \$	1 148 \$	173 \$	291 \$	675 \$	1 139 \$	173 \$	291 \$	675 \$	1 139 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances Réévaluation ¹⁾	(8)	13	64	69	(16)	12	69	65	(24)	25	133	134
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	41	–	–	41	39	–	–	39	80	–	–	80
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(38)	(4)	(8)	(50)	(27)	(8)	(7)	(42)	(65)	(12)	(15)	(92)
Changements de modèles et de méthodes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	7	(7)	–	–	30	(30)	–	–	37	(37)	–	–
Étape 2	(3)	3	–	–	(5)	7	(2)	–	(8)	10	(2)	–
Étape 3	–	(3)	3	–	–	(2)	2	–	–	(5)	5	–
Radiations, montant brut	–	–	(67)	(67)	–	–	(65)	(65)	–	–	(132)	(132)
Recouvrements	–	–	11	11	–	–	16	16	–	–	27	27
Variations des taux de change et autres variations	2	–	(7)	(5)	3	2	(9)	(4)	5	2	(16)	(9)
Solde à la clôture de la période incluant l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan ²⁾	198 \$	274 \$	675 \$	1 147 \$	197 \$	272 \$	679 \$	1 148 \$	198 \$	274 \$	675 \$	1 147 \$
Moins : Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan ^{2),3)}	(41)	(21)	(1)	(63)	(45)	(23)	(1)	(69)	(41)	(21)	(1)	(63)
Solde à la clôture de la période ²⁾	157 \$	253 \$	674 \$	1 084 \$	152 \$	249 \$	678 \$	1 079 \$	157 \$	253 \$	674 \$	1 084 \$

- 1) Comprend les variations de risque de crédit qui découlent des augmentations importantes du risque de crédit, les variations du risque de crédit qui ne découlent pas des transferts entre les étapes, les changements dans les données et les hypothèses des modèles ainsi que les changements découlant des prélèvements au titre des engagements non prélevés.
- 2) Les revenus d'intérêts sur les prêts douteux pour les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts personnels et sur cartes de crédit et les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont totalisé 100 \$ (31 janvier 2019 – 94 \$).
- 3) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan est comptabilisé dans les autres passifs à l'état consolidé de la situation financière.
- 4) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations est porté au débit de l'actif financier à l'état consolidé de la situation financière.
- 5) Il n'y a pas de pertes sur créances cumulées sur les prêts douteux acquis ou montés.

d) Valeur comptable des expositions en fonction de la notation du risque

Prêts hypothécaires à l'habitation	Au 30 avril 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	148 139 \$	403 \$	– \$	148 542 \$	146 461 \$	307 \$	– \$	146 768 \$
Faible	59 025	426	–	59 451	58 154	378	–	58 532
Moyenne	12 635	1 016	–	13 651	11 689	972	–	12 661
Élevée	1 610	3 341	–	4 951	1 615	3 515	–	5 130
Très élevée	16	1 932	–	1 948	25	1 779	–	1 804
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation ²⁾	26 202	3 919	–	30 121	23 139	3 526	–	26 665
Défaut	–	–	1 922	1 922	–	–	1 797	1 797
Total	247 627 \$	11 037 \$	1 922 \$	260 586 \$	241 083 \$	10 477 \$	1 797 \$	253 357 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	129	237	368	734	112	206	360	678
Valeur comptable	247 498 \$	10 800 \$	1 554 \$	259 852 \$	240 971 \$	10 271 \$	1 437 \$	252 679 \$

- 1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.
- 2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Prêts personnels	Au 30 avril 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	29 788 \$	90 \$	– \$	29 878 \$	30 660 \$	66 \$	– \$	30 726 \$
Faible	26 197	275	–	26 472	26 039	151	–	26 190
Moyenne	8 694	593	–	9 287	8 315	402	–	8 717
Élevée	6 892	3 455	–	10 347	6 686	3 647	–	10 333
Très élevée	56	1 550	–	1 606	58	1 362	–	1 420
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation ²⁾	16 754	2 399	–	19 153	15 452	2 112	–	17 564
Défaut	–	–	1 131	1 131	–	–	1 069	1 069
Total	88 381 \$	8 362 \$	1 131 \$	97 874 \$	87 210 \$	7 740 \$	1 069 \$	96 019 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	609	881	627	2 117	578	887	644	2 109
Valeur comptable	87 772 \$	7 481 \$	504 \$	95 757 \$	86 632 \$	6 853 \$	425 \$	93 910 \$

- 1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.
- 2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Cartes de crédit	Au 30 avril 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	1 325 \$	9 \$	– \$	1 334 \$	1 418 \$	5 \$	– \$	1 423 \$
Faible	2 442	16	–	2 458	2 436	14	–	2 450
Moyenne	3 477	52	–	3 529	3 358	71	–	3 429
Élevée	3 205	1 498	–	4 703	2 929	1 455	–	4 384
Très élevée	43	730	–	773	37	697	–	734
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation ¹⁾	3 450	1 483	–	4 933	2 906	1 159	–	4 065
Défaut	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	13 942 \$	3 788 \$	– \$	17 730 \$	13 084 \$	3 401 \$	– \$	16 485 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	458	902	–	1 360	401	812	–	1 213
Valeur comptable	13 484 \$	2 886 \$	– \$	16 370 \$	12 683 \$	2 589 \$	– \$	15 272 \$

1) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Engagements non prélevés – prêts aux particuliers	Au 30 avril 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	74 992 \$	1 \$	– \$	74 993 \$	72 321 \$	– \$	– \$	72 321 \$
Faible	17 140	1	–	17 141	16 531	2	–	16 533
Moyenne	6 392	116	–	6 508	6 029	79	–	6 108
Élevée	2 853	698	–	3 551	2 631	670	–	3 301
Très élevée	29	345	–	374	26	367	–	393
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation ¹⁾	10 962	2 327	–	13 289	14 774	3 364	–	18 138
Défaut	–	–	–	–	–	–	–	–
Valeur comptable	112 368 \$	3 488 \$	– \$	115 856 \$	112 312 \$	4 482 \$	– \$	116 794 \$

1) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Au 30 avril 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total
Notation (en millions de dollars)								
Première qualité	100 140 \$	1 587 \$	– \$	101 727 \$	87 047 \$	3 770 \$	– \$	90 817 \$
Qualité inférieure	91 152	12 990	–	104 142	83 730	9 706	–	93 436
Sous surveillance	147	2 762	–	2 909	130	2 689	–	2 819
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation ²⁾	1 752	79	–	1 831	1 050	652	–	1 702
Défaut	–	–	2 311	2 311	–	–	2 264	2 264
Total	193 191 \$	17 418 \$	2 311 \$	212 920 \$	171 957 \$	16 817 \$	2 264 \$	191 038 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	157	253	674	1 084	132	260	673	1 065
Valeur comptable	193 034 \$	17 165 \$	1 637 \$	211 836 \$	171 825 \$	16 557 \$	1 591 \$	189 973 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Engagements non prélevés – prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Au 30 avril 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹⁾	Total
Notation (en millions de dollars)								
Première qualité	173 367 \$	1 703 \$	– \$	175 070 \$	159 880 \$	1 663 \$	– \$	161 543 \$
Qualité inférieure	57 522	2 740	–	60 262	56 001	3 445	–	59 446
Sous surveillance	25	943	–	968	81	977	–	1 058
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation ²⁾	2 325	201	–	2 526	2 178	28	–	2 206
Défaut	–	–	65	65	–	–	4	4
Total	233 239 \$	5 587 \$	65 \$	238 891 \$	218 140 \$	6 113 \$	4 \$	224 257 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	41	21	1	63	41	31	2	74
Valeur comptable	233 198 \$	5 566 \$	64 \$	238 828 \$	218 099 \$	6 082 \$	2 \$	224 183 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

e) Prêts en souffrance autres que les prêts douteux¹⁾

Un prêt est considéré en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés dans les prêts douteux parce qu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou qu'ils sont entièrement garantis et que les mesures de recouvrement devraient raisonnablement permettre d'obtenir leur remboursement ou faire en sorte que le prêt cesse d'être considéré comme douteux selon la politique de la Banque.

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2019			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus ²⁾	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 285 \$	559 \$	– \$	1 844 \$
Prêts personnels	654	344	–	998
Cartes de crédit	277	187	402	866
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	232	134	–	366
Total	2 448 \$	1 224 \$	402 \$	4 074 \$

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2019			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus ²⁾	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 256 \$	592 \$	– \$	1 848 \$
Prêts personnels	614	367	–	981
Cartes de crédit	230	161	380	771
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	220	69	–	289
Total	2 320 \$	1 189 \$	380 \$	3 889 \$

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2018			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus ²⁾	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 290 \$	521 \$	– \$	1 811 \$
Prêts personnels	609	322	–	931
Cartes de crédit	231	154	353	738
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	167	40	–	207
Total	2 297 \$	1 037 \$	353 \$	3 687 \$

- 1) Les prêts en souffrance depuis 30 jours ou moins ne sont pas présentés dans cette analyse étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme en souffrance sur le plan administratif.
- 2) Tous les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours sont considérés comme douteux sauf pour ce qui est des créances sur cartes de crédit qui sont considérées comme étant des prêts douteux lorsqu'elles sont en souffrance depuis 180 jours.

f) Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC

Les prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico sont couverts par des ententes de partage des pertes conclues avec la FDIC. Aux termes de ces ententes, la FDIC garantit 80 % des pertes nettes sur prêts. Au 30 avril 2019, la valeur comptable des prêts couverts par la garantie de la FDIC s'élevait à 1,2 milliard de dollars (31 janvier 2019 – 1,2 milliard de dollars; 31 octobre 2018 – 1,3 milliard de dollars). La période de garantie restante sur les prêts unifamiliaux viendra à échéance en avril 2020.

g) Prêts dépréciés dès leur acquisition

Certains actifs financiers, notamment les prêts, sont dépréciés dès leur comptabilisation initiale.

Le tableau qui suit présente le détail de ces actifs :

(en millions de dollars)	Aux		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Solde du principal impayé ¹⁾	538 \$	533 \$	548 \$
Ajustements de la juste valeur au titre du crédit	(150)	(156)	(168)
Valeur comptable	388	377	380
Compte de correction de valeur à l'étape 3	–	–	–
Valeur comptable, déduction faite du compte de correction de valeur connexe	388 \$	377 \$	380 \$

- 1) Représente le montant de l'encours en principal, déduction faite des radiations.

9. Décomptabilisation d'actifs financiers

Titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation entièrement assurés, qu'ils soient montés par la Banque ou par des tiers, en créant des titres hypothécaires (des « TH ») aux termes du Programme des TH de la *Loi nationale sur l'habitation* (le « Programme des TH LNH ») cautionné par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (la « SCHL »). Les TH créés aux termes de ce programme sont vendus à la Fiducie du Canada pour l'habitation (la « FCH »), organisme gouvernemental, dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (« OHC »), ou encore à des tiers investisseurs. La FCH émet des titres en faveur de tiers investisseurs.

La vente de prêts hypothécaires dans le cadre du programme susmentionné ne satisfait pas aux exigences de décomptabilisation, la Banque conservant le risque de remboursement par anticipation et le risque de taux d'intérêt associés à ces prêts, lesquels risques constituent la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés.

Les prêts hypothécaires transférés demeurent pris en compte sous « Prêts hypothécaires à l'habitation » dans l'état consolidé de la situation financière. Le produit en trésorerie tiré du transfert est traité comme un emprunt garanti et est comptabilisé sous « Dépôts – Entreprises et administrations publiques » dans l'état consolidé de la situation financière.

La valeur comptable des actifs transférés qui ne réunissent pas les critères de décomptabilisation et des passifs connexes est présentée ci-après :

(en millions de dollars)	Aux		
	30 avril 2019 ¹⁾	31 janvier 2019 ¹⁾	31 octobre 2018 ¹⁾
Actifs			
Valeur comptable des prêts hypothécaires à l'habitation	21 110 \$	20 439 \$	20 498 \$
Autres actifs associés ²⁾	3 285	2 963	2 679
Passifs			
Valeur comptable des passifs connexes	21 994 \$	21 173 \$	21 459 \$

- 1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 24 723 \$ (31 janvier 2019 – 23 755 \$; 31 octobre 2018 – 23 237 \$) et la juste valeur des passifs connexes, à 23 822 \$ (31 janvier 2019 – 22 560 \$; 31 octobre 2018 – 22 468 \$), ce qui correspond à une position nette de 901 \$ (31 janvier 2019 – 1 195 \$; 31 octobre 2018 – 769 \$).
- 2) Ces montants comprennent les fonds détenus en fiducie ainsi que les actifs de placement autorisés par la FCH acquis aux termes du compte de réinvestissement du capital que la Banque doit maintenir afin de pouvoir participer aux programmes.

Titrisation de marges de crédit personnelles, de prêts sur cartes de crédit et de prêts automobiles

La Banque titrise une partie de ses créances sur marges de crédit personnelles, cartes de crédit et prêts automobiles non garantis au moyen d'entités structurées consolidées. Ces créances demeurent prises en compte dans les « Prêts personnels et sur cartes de crédit » à l'état consolidé de la situation financière.

Au cours du trimestre écoulé, la Banque a titrisé les créances qui suivent :

- En février 2019, la Banque a titrisé pour un montant de 1 792 millions de dollars de ses créances sur cartes de crédit au Canada, sur une base renouvelable, par l'intermédiaire de Trillium Credit Card Trust II (« Trillium »), entité structurée consolidée parrainée par la Banque. Au 30 avril 2019, des billets de premier rang de catégorie A et des billets subordonnés de catégories B et C de 1 359 millions de dollars américains (1 820 millions de dollars canadiens) étaient en circulation et inclus dans les « Dépôts – Dépôts d'entreprises et administrations publiques » à l'état consolidé de la situation financière. Au 30 avril 2019, les actifs donnés en nantissement à l'égard de ces billets étaient des créances sur cartes de crédit libellées en dollars canadiens s'élevant à 1 936 millions de dollars.
- En février 2019, la Banque a titrisé pour 896 millions de dollars de ses créances sur prêts automobiles au Canada par l'intermédiaire de Securitized Term Auto Receivables Trust 2019-1 (« START 2019-1 »), entité structurée consolidée que parraine la Banque. Au 30 avril 2019, des billets de catégorie A de START 2019-1 de 500 millions de dollars américains (670 millions de dollars canadiens) émis à des investisseurs tiers étaient en circulation et inclus dans les « Dépôts – Dépôts d'entreprises et administrations publiques » à l'état consolidé de la situation financière. Au 30 avril 2019, les actifs donnés en nantissement à l'égard de ces billets étaient des créances sur prêts automobiles canadiens libellées en dollars canadiens s'élevant à 824 millions de dollars.

Titres mis en pension et titres prêtés

La Banque conclut des transactions de mise en pension et de prêt de titres dans le cadre desquelles elle transfère des actifs en s'engageant à les racheter à une date ultérieure et conserve la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété des actifs transférés. Les titres transférés demeurent inscrits à l'état consolidé de la situation financière avec les garanties en trésorerie reçues de la contrepartie, qui sont classées dans les passifs dépôts.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs transférés et des passifs connexes :

(en millions de dollars)	Aux		
	30 avril 2019 ¹⁾	31 janvier 2019 ¹⁾	31 octobre 2018 ¹⁾
Valeur comptable des titres liés à ce qui suit :			
Mises en pension ²⁾	106 895 \$	91 557 \$	82 816 \$
Prêts de titres	51 554	56 450	49 718
Total	158 449	148 007	132 534
Valeur comptable des passifs connexes ³⁾	124 331 \$	116 527 \$	101 257 \$

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 158 449 \$ (31 janvier 2019 – 148 007 \$; 31 octobre 2018 – 132 534 \$) et la juste valeur des passifs connexes, à 124 331 \$ (31 janvier 2019 – 116 527 \$; 31 octobre 2018 – 101 257 \$), ce qui correspond à une position nette de 34 118 \$ (31 janvier 2019 – 31 480 \$; 31 octobre 2018 – 31 277 \$).

2) Compte non tenu du surnantissement des actifs.

3) Les passifs relatifs aux ententes de prêts de titres ne comprennent que les montants liés aux garanties en trésorerie reçues. Dans la plupart des cas, les garanties sont obtenues sous forme de titres.

10. Participations dans des sociétés associées

La Banque a des participations importantes dans les sociétés associées qui suivent :

(en millions de dollars)	Pays de constitution	Nature des activités	Pourcentage de participation	Date des états financiers ¹⁾	Aux		
					30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
					Valeur comptable	Valeur comptable	Valeur comptable
Thanachart Bank Public Company Limited	Thaïlande	Services bancaires	49,00 %	30 avril 2019	3 266 \$	3 218 \$	2 961 \$
Division des Services Financiers de Canadian Tire ²⁾	Canada	Services financiers	20,00 %	31 mars 2019	521	518	518
Bank of Xi'an Co. Ltd.	Chine	Services bancaires	17,99 %	31 mars 2019	848	822	772
Maduro & Curiel's Bank N.V. ³⁾	Curaçao	Services bancaires	48,10 %	31 mars 2019	322	305	304

1) Reflète la date des plus récents états financiers fournis à la Banque par la direction des sociétés associées.

2) L'entente prévoit une option permettant à Canadian Tire de vendre à la Banque une participation supplémentaire de 29 % d'ici les 10 prochaines années, à la juste valeur alors en vigueur, laquelle pourra être réglée, au gré de la Banque, au moyen de l'émission d'actions ordinaires ou de trésorerie. Après cette période de 10 ans, et ce, pendant six mois, la Banque pourra revendre sa participation à Canadian Tire à la juste valeur alors en vigueur.

3) L'organisme de réglementation local oblige les institutions financières à constituer des réserves à l'égard des risques bancaires généraux. Ces réserves, qui ne sont pas requises aux termes des IFRS, représentent des résultats non distribués liés à une société associée à l'étranger, lesquels sont soumis à des restrictions réglementaires locales. Au 30 avril 2019, ces réserves s'établissaient à 63 \$ (31 janvier 2019 – 62 \$; 31 octobre 2018 – 62 \$).

11. Dépôts

						Aux	
						31 janvier 2019	31 octobre 2018
						30 avril 2019	
						Payables à vue ¹⁾	
(en millions de dollars)	Portant intérêt	Ne portant pas intérêt	Payables sur préavis ²⁾	Payables à date fixe ³⁾	Total	Total	Total
Particuliers	6 924 \$	8 290 \$	124 220 \$	85 499 \$	224 933 \$	221 921 \$	214 545 \$
Entreprises et administrations publiques	92 632	24 929	37 574	288 572	443 707	434 749	422 002
Autres institutions financières	6 327	1 103	1 515	34 697	43 642	34 209	39 987
	105 883 \$	34 322 \$	163 309⁴⁾ \$	408 768 \$	712 282 \$	690 879 \$	676 534 \$
Par régions :							
Canada	78 553 \$	17 328 \$	126 994 \$	258 302 \$	481 177 \$	471 509 \$	472 798 \$
États-Unis	14 739	158	6 045	52 766	73 708	70 549	59 938
Royaume-Uni	–	–	340	18 343	18 683	17 059	16 847
Mexique	11	4 760	6 697	13 019	24 487	23 446	21 151
Pérou	4 987	96	4 547	8 325	17 955	16 004	15 213
Chili	3 357	3 249	151	18 033	24 790	25 097	24 180
Colombie	46	577	4 285	5 041	9 949	10 194	9 543
Autres pays	4 190	8 154	14 250	34 939	61 533	57 021	56 864
Total ⁵⁾	105 883 \$	34 322 \$	163 309 \$	408 768 \$	712 282 \$	690 879 \$	676 534 \$

1) Les dépôts payables à vue s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous ne recevons pas d'avis de retrait, soit généralement des comptes de chèques.

2) Les dépôts payables sur préavis s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous exigeons un avis de retrait, soit généralement des comptes d'épargne.

3) Dépôts venant à échéance à une date déterminée, soit généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti et des instruments analogues.

4) Comprend un montant de 133 \$ au titre des dépôts sans intérêt (31 janvier 2019 – 128 \$; 31 octobre 2018 – 141 \$).

5) Les dépôts libellés en dollars américains totalisaient 237 027 \$ (31 janvier 2019 – 224 829 \$; 31 octobre 2018 – 219 195 \$), les dépôts libellés en pesos chiliens s'élevaient à 22 610 \$ (31 janvier 2019 – 23 141 \$; 31 octobre 2018 – 22 731 \$), les dépôts libellés en pesos mexicains s'établissaient à 20 863 \$ (31 janvier 2019 – 20 240 \$; 31 octobre 2018 – 18 341 \$) et les dépôts libellés dans d'autres monnaies se chiffraient à 84 606 \$ (31 janvier 2019 – 84 400 \$; 31 octobre 2018 – 79 582 \$).

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des dépôts à terme au Canada de plus de 100 000 \$¹⁾.

(en millions de dollars)	Moins de trois mois	De trois à six mois	De six à douze mois	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Au 30 avril 2019	46 113 \$	22 925 \$	32 412 \$	99 940 \$	14 948 \$	216 338 \$
Au 31 janvier 2019	41 841 \$	24 422 \$	35 521 \$	96 448 \$	14 542 \$	212 774 \$
Au 31 octobre 2018	36 670 \$	23 913 \$	42 830 \$	99 734 \$	19 872 \$	223 019 \$

1) La majeure partie des dépôts à terme provenant de l'étranger dépassent 100 000 \$.

12. Opérations sur capitaux propres et opérations de financement

Débentures subordonnées

Rachat

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a racheté aux fins d'annulation des débentures subordonnées à taux variable d'un montant d'environ 12 millions de dollars américains arrivant à échéance en août 2085.

Émission

Le 18 janvier 2019, la Banque a émis des débentures subordonnées échéant le 18 janvier 2029 d'un montant de 1,75 milliard de dollars. À compter du 18 janvier 2024, les débentures seront remboursables à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés. L'intérêt sera payable semestriellement au taux annuel de 3,89 % jusqu'au 18 janvier 2024, puis trimestriellement au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,58 %, jusqu'au 18 janvier 2029. Les débentures sont assorties de dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant que fonds propres réglementaires de T2.

Actions privilégiées

Le 28 janvier 2019, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées à dividendes non cumulatifs de séries 22 et 23 en circulation à leur valeur nominale de 234 millions de dollars et de 66 millions de dollars, respectivement, majorée de tous les dividendes déclarés et impayés.

Actions ordinaires

Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 28 mai 2019, la Banque a annoncé son intention d'obtenir l'approbation de la TSX de mettre en place une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2019 »), aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre de 2019 pourront débuter le 4 juin 2019 et pourront être effectués jusqu'à la première des éventualités suivantes :

i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre de 2019, ii) lorsque la Banque aura fourni un avis de résiliation, ou iii) le 3 juin 2020. La Banque avisera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats.

Le 29 mai 2018, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2018 ») aux termes de laquelle elle peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Cette offre de 2018 prendra fin le 3 juin 2019.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2019, la Banque a racheté et annulé, aux termes de l'offre de 2018, environ 7,25 millions d'actions ordinaires à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 72,19 \$ l'action, pour un montant total de 523 millions de dollars. La Banque a racheté et annulé de façon cumulative environ 13,23 millions d'actions ordinaires aux termes de l'offre de 2018 à un prix moyen d'environ 73,84 \$ l'action.

13. Gestion du capital

Les fonds propres réglementaires et le levier de la Banque s'établissaient comme suit :

(en millions de dollars)	Aux		
	30 avril 2019 ¹⁾	31 janvier 2019 ¹⁾	31 octobre 2018 ¹⁾
Fonds propres			
Actions ordinaires et assimilées de T1	46 193 \$	45 344 \$	44 443 \$
Fonds propres de T1, montant net	51 709	50 869	50 187
Fonds propres réglementaires totaux	60 855	59 796	57 364
Actifs/expositions pondérés en fonction des risques entrant dans le calcul des ratios de fonds propres			
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 ¹⁾²⁾	415 212 \$	408 565 \$	400 507 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 ¹⁾²⁾	415 212	408 565	400 680
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres ¹⁾²⁾	415 212	408 565	400 853
Risque de levier	1 204 111	1 167 691	1 119 099
Ratios de fonds propres			
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,1 %	11,1 %	11,1 %
Ratio de T1	12,5 %	12,5 %	12,5 %
Ratio total des fonds propres	14,7 %	14,6 %	14,3 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,5 %

1) Conformément aux exigences du BSIF, avec prise d'effet le 31 janvier 2019, les actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit ont été intégralement appliqués. Au cours de l'exercice précédent, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit correspondaient à 0,80, à 0,83 et à 0,86, respectivement.

2) Au 30 avril 2019, au 31 janvier 2019 et au 31 octobre 2018, la Banque n'avait aucune majoration liée au niveau plancher de fonds propres réglementaires pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques.

Au 30 avril 2019, la Banque dépassait largement les ratios minimaux de fonds propres établis par le BSIF, y compris les exigences au titre de la Réserve pour stabilité intérieure.

14. Paiements fondés sur des actions

Au cours du premier trimestre, la Banque a attribué 1 548 832 options assorties d'un prix d'exercice de 72,28 \$ l'option et d'une juste valeur moyenne pondérée de 5,02 \$ à certains salariés déterminés, dans le cadre du régime d'options sur actions à l'intention des salariés. Ces options sur actions deviennent acquises à 50 % à la fin de la troisième année et l'autre tranche de 50 % devient acquise à la fin de la quatrième année. Les options attribuées avant décembre 2014 sont acquises en tranches égales sur une période de quatre ans.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019, la Banque a comptabilisé une hausse de 1 million de dollars et de 5 millions de dollars respectivement (30 avril 2018 – 1 million de dollars et 5 millions de dollars) sous « Capitaux propres – Autres réserves » en raison de la charge au titre des paiements fondés sur des actions classés dans les capitaux propres.

15. Avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent les prestations de retraite, les autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les avantages postérieurs à l'emploi. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies	71 \$	76 \$	87 \$	7 \$	7 \$	16 \$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	1	(2)	4	13	13	12
Autres	4	4	3	1	1	(1)
Charge au titre des prestations définies	76 \$	78 \$	94 \$	21 \$	21 \$	27 \$
Charge au titre des cotisations définies	15 \$	14 \$	10 \$	s. o.	s. o.	s. o.
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel ²⁾	(219)\$	(395)\$	15 \$	(17)\$	(65)\$	4 \$

(en millions de dollars)	Pour les semestres clos les			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies ²⁾	147 \$	166 \$	14 \$	(177)\$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	(1)	4	26	25
Autres	8	6	2	(3)
Charge au titre des prestations définies	154 \$	176 \$	42 \$	(155)\$
Charge au titre des cotisations définies	29 \$	20 \$	s. o.	s. o.
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel ³⁾	(614)\$	65 \$	(82)\$	38 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

2) Au premier trimestre de l'exercice 2018, les coûts des services rendus des autres régimes d'avantages comprennent une diminution de 203 millions de dollars liée aux modifications du régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite de la Banque.

3) Les changements relatifs aux taux d'actualisation et au rendement des actifs des régimes sont passés en revue et mis à jour trimestriellement. En l'absence de changements aux lois, toutes les autres hypothèses sont mises à jour annuellement.

16. Secteurs d'exploitation

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés dans le monde entier. Les activités de la Banque sont regroupées en trois secteurs : Réseau canadien, Opérations internationales et Services bancaires et marchés mondiaux. Les résultats de ces secteurs se fondent sur les systèmes internes d'information financière de la Banque. Les méthodes comptables qu'appliquent ces secteurs sont généralement les mêmes que celles suivies dans l'établissement des états financiers consolidés, tel qu'il en est fait mention à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans son rapport annuel 2018. Les différences importantes en matière de mesure comptable sont les suivantes :

- Des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de donner une meilleure image de l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.
- La majoration des revenus d'intérêts nets exonérés d'impôt et des revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt pour les secteurs en cause. Cette différence de mesure permet de comparer les revenus d'intérêts nets et les revenus autres que d'intérêts imposables à ceux qui sont exonérés d'impôt.

Les résultats et les actifs et passifs moyens de la Banque Scotia, par secteurs d'exploitation, sont présentés ci-après :

Pour le trimestre clos le 30 avril 2019					
	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres ¹⁾²⁾	Total
Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets ³⁾	1 990 \$	2 121 \$	350 \$	(268)\$	4 193 \$
Revenus autres que d'intérêts ⁴⁾⁵⁾	1 390	1 235	801	184	3 610
Total des revenus	3 380	3 356	1 151	(84)	7 803
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	252	628	(6)	(1)	873
Charges autres que d'intérêts	1 711	1 710	594	31	4 046
Charge d'impôt sur le résultat	369	249	143	(136)	625
Bénéfice net	1 048 \$	769 \$	420 \$	22 \$	2 259 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	69 \$	– \$	1 \$	70 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 048 \$	700 \$	420 \$	21 \$	2 189 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	358 \$	203 \$	361 \$	117 \$	1 039 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	281 \$	156 \$	295 \$	238 \$	970 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 41 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres comprend un profit net sur les cessions de 142 \$ (173 \$ avant impôt).
- 3) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 4) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 5) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 18 \$ pour le Réseau canadien, de 210 \$ pour les Opérations internationales et de (58) \$ pour le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019					
	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres ¹⁾	Total
Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets ²⁾	2 036 \$	2 080 \$	372 \$	(214)\$	4 274 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾⁴⁾	1 379	1 251	703	(3)	3 330
Total des revenus	3 415	3 331	1 075	(217)	7 604
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	233	470	(16)	1	688
Charges autres que d'intérêts	1 730	1 742	645	54	4 171
Charge d'impôt sur le résultat	379	226	111	(218)	498
Bénéfice net	1 073 \$	893 \$	335 \$	(54)\$	2 247 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	111 \$	– \$	– \$	111 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 073 \$	782 \$	335 \$	(54)\$	2 136 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	356 \$	197 \$	364 \$	116 \$	1 033 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	274 \$	154 \$	297 \$	239 \$	964 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 34 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 13 \$ pour le Réseau canadien, de 161 \$ pour les Opérations internationales et de (45) \$ pour le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2018

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres ¹⁾	Total
Revenus d'intérêts nets ²⁾	1 906 \$	1 758 \$	362 \$	(76)\$	3 950 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾⁴⁾	1 325	984	793	6	3 108
Total des revenus	3 231	2 742	1 155	(70)	7 058
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	205	340	(11)	–	534
Charges autres que d'intérêts	1 641	1 438	565	82	3 726
Charge d'impôt sur le résultat	368	219	154	(120)	621
Bénéfice net	1 017 \$	745 \$	447 \$	(32)\$	2 177 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	70 \$	– \$	– \$	70 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 017 \$	675 \$	447 \$	(32)\$	2 107 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	339 \$	160 \$	321 \$	121 \$	941 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	249 \$	124 \$	269 \$	237 \$	879 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 27 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 44 \$ pour le Réseau canadien, de 156 \$ pour les Opérations internationales et de (46) \$ pour le secteur Autres.

Pour le semestre clos le 30 avril 2019

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres ¹⁾²⁾	Total
Revenus d'intérêts nets ³⁾	4 026 \$	4 201 \$	722 \$	(482)\$	8 467 \$
Revenus autres que d'intérêts ⁴⁾⁵⁾	2 769	2 486	1 504	181	6 940
Total des revenus	6 795	6 687	2 226	(301)	15 407
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	485	1 098	(22)	–	1 561
Charges autres que d'intérêts	3 441	3 452	1 239	85	8 217
Charge d'impôt sur le résultat	748	475	254	(354)	1 123
Bénéfice net	2 121 \$	1 662 \$	755 \$	(32)\$	4 506 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	180 \$	– \$	1 \$	181 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	2 121 \$	1 482 \$	755 \$	(33)\$	4 325 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	357 \$	200 \$	363 \$	116 \$	1 036 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	278 \$	155 \$	296 \$	238 \$	967 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 75 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres comprend un profit net sur les cessions de 142 \$ (173 \$ avant impôt).
- 3) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 4) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 5) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 31 \$ pour le Réseau canadien, de 371 \$ pour les Opérations internationales et de (103) \$ pour le secteur Autres.

Pour le semestre clos le 30 avril 2018

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien		Opérations internationales		Services bancaires et marchés mondiaux		Autres ¹⁾		Total
Revenus d'intérêts nets ²⁾	3 845 \$		3 465 \$		752 \$		(176)\$		7 886 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾⁴⁾	2 689		1 981		1 593		(3)		6 260
Total des revenus	6 534		5 446		2 345		(179)		14 146
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	415		684		(20)		(1)		1 078
Charges autres que d'intérêts	3 246		2 880		1 137		(39)		7 224
Charge d'impôt sur le résultat	754		412		327		(163)		1 330
Bénéfice net	2 119 \$		1 470 \$		901 \$		24 \$		4 514 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$		128 \$		– \$		– \$		128 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	2 119 \$		1 342 \$		901 \$		24 \$		4 386 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	337 \$		157 \$		327 \$		117 \$		938 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	249 \$		120 \$		272 \$		235 \$		876 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 53 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 59 \$ pour le Réseau canadien, de 289 \$ pour les Opérations internationales et de (84) \$ pour le secteur Autres.

17. Revenus et charges d'intérêts

Pour les trimestres clos les

Pour les semestres clos les

(en millions de dollars)	30 avril 2019		31 janvier 2019		30 avril 2018		30 avril 2019		30 avril 2018	
	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts
Évaluation au coût amorti ¹⁾	7 641 \$	3 892 \$	7 570 \$	3 711 \$	6 382 \$	2 755 \$	15 211 \$	7 603 \$	12 554 \$	5 286 \$
Évaluation à la JVAÉRG ¹⁾	378	–	353	–	301	–	731	–	566	–
Autres	8 019	3 892	7 923	3 711	6 683	2 755	15 942	7 603	13 120	5 286
	82	16	68	6	52	30	150	22	96	44
Total	8 101 \$	3 908 \$	7 991 \$	3 717 \$	6 735 \$	2 785 \$	16 092 \$	7 625 \$	13 216 \$	5 330 \$

- 1) Les revenus (les charges) d'intérêts sur les actifs (les passifs) financiers sont calculés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

18. Revenus tirés des activités de transaction

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des revenus tirés des activités de transaction.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Taux d'intérêt et crédit	81 \$	7 \$	60 \$	88 \$	160 \$
Titres de capitaux propres	123	123	157	246	252
Marchandises	45	68	63	113	135
Change	59	84	68	143	151
Autres	78	47	10	125	47
Total	386 \$	329 \$	358 \$	715 \$	745 \$

19. Résultat par action

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Bénéfice de base par action ordinaire					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 125 \$	2 107 \$	2 042 \$	4 232 \$	4 291 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 224	1 226	1 198	1 225	1 199
Bénéfice de base par action ordinaire ¹⁾ (en dollars)	1,74 \$	1,72 \$	1,70 \$	3,46 \$	3,58 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 125 \$	2 107 \$	2 042 \$	4 232 \$	4 291 \$
Effet dilutif des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres ²⁾	37	41	2	76	34
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	2 162 \$	2 148 \$	2 044 \$	4 308 \$	4 325 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 224	1 226	1 198	1 225	1 199
Effet dilutif des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres ²⁾ (en millions)	28	29	5	28	16
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 252	1 255	1 203	1 253	1 215
Bénéfice dilué par action ordinaire ¹⁾ (en dollars)	1,73 \$	1,71 \$	1,70 \$	3,44 \$	3,56 \$

1) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

2) Certaines composantes alternatives de droits à l'appréciation d'actions et options ainsi que des options de vente et d'achat liées à l'acquisition pouvant être réglées au gré de la Banque au moyen de l'émission d'actions ordinaires étaient antidilutives et, par conséquent, n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action.

20. Instruments financiers

a) Gestion des risques

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise des instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de couverture. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2018.

i) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée »), et il en est de même pour une proportion importante des portefeuilles de grandes sociétés et d'entreprises à l'échelle internationale. L'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques.

Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers.

(en millions de dollars)	30 avril 2019			Aux	
	Approche NI avancée	Approche standard	Total	31 janvier 2019	31 octobre 2018
				Total	Total
Par sous-catégories d'exposition					
Prêts autres qu'aux particuliers					
Prélevés ²⁾³⁾	368 240 \$	66 312 \$	434 552 \$	422 234 \$	425 009 \$
Engagements non prélevés	91 515	5 288	96 803	94 532	92 303
Autres expositions ⁴⁾	96 563	10 458	107 021	104 160	105 232
Total – prêts autres qu'aux particuliers	556 318 \$	82 058 \$	638 376 \$	620 926 \$	622 544 \$
Prêts aux particuliers					
Prélevés ⁵⁾	195 526 \$	93 743 \$	289 269 \$	286 670 \$	278 605 \$
Engagements non prélevés	48 371	–	48 371	47 729	48 085
Total – prêts aux particuliers	243 897 \$	93 743 \$	337 640 \$	334 399 \$	326 690 \$
Total	800 215 \$	175 801 \$	976 016 \$	955 325 \$	949 234 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit et exclusion faite des titres de capitaux propres et d'autres actifs.

2) Les expositions au titre des montants prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État et assurés par le secteur privé.

3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres institutions financières et les titres de créance à la JVAÉRG.

4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les dérivés négociés de gré à gré et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les cartes de crédit, les marges de crédit et les autres prêts personnels.

Qualité du crédit relative aux expositions – prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteurs. Une proportion considérable du portefeuille de prêts aux entreprises et aux sociétés autorisés était constituée de prêts évalués en interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part d'agences de notation externes. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2018.

Qualité du crédit relative aux expositions – prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. En raison de leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés. Par ailleurs, une tranche de 42 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien était assurée au 30 avril 2019 (31 janvier 2019 – 42 %; 31 octobre 2018 – 43 %). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien s'établissait à 55 % (31 janvier 2019 – 55 %; 31 octobre 2018 – 54 %).

Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 30 avril 2019, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 94 milliards de dollars (31 janvier 2019 – 92 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 87 milliards de dollars) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consenties à des particuliers, principalement en Amérique latine et dans les Antilles. Une tranche de 49 milliards de dollars (31 janvier 2019 – 48 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 45 milliards de dollars) du portefeuille total de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard correspondait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur inférieur à 80 %.

ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque de liquidité de la Banque fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier reçoit des rapports sur le risque et sur les résultats obtenus par rapport aux limites approuvées. Le Comité de gestion de l'actif et du passif (« CGAP ») supervise le risque de liquidité pour la haute direction.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque sont les suivants :

- établissement de plafonds pour la mesure et la gestion du risque de liquidité, y compris des plafonds à l'égard des sorties de fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée;
- diversification prudente des activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de gérer son profil d'échéance, lorsque cela est nécessaire;
- maintien d'un bloc considérable d'actifs liquides aux fins du soutien des activités. De façon générale, la Banque peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses obligations;
- essais dans des conditions critiques visant la liquidité, y compris des scénarios à l'échelle de la Banque et à l'échelle mondiale ainsi qu'une combinaison de scénarios systémiques et spécifiques;
- plan d'urgence en matière de liquidité.

Les établissements de la Banque à l'étranger ont des cadres de gestion de la liquidité qui sont semblables à celui de la Banque. En ce qui a trait au risque de liquidité, les dépôts locaux sont gérés en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

iii) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt et aux changements dans les préférences des clients (p. ex. les taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires).

Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme.

En l'absence de couverture, au 30 avril 2019, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les monnaies dans lesquelles la Banque exerce ses activités entraînerait une diminution (augmentation) de son résultat annuel avant impôt d'environ 69 millions de dollars (31 janvier 2019 – 66 millions de dollars; 30 avril 2018 – 66 millions de dollars), principalement en raison de sa position en dollars américains. La Banque couvre partiellement ce risque de change.

Au 30 avril 2019, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien donnerait lieu à une diminution (augmentation) d'environ 386 millions de dollars (31 janvier 2019 – 391 millions de dollars; 30 avril 2018 – 350 millions de dollars) des profits de change latents dans le cumul des autres éléments du résultat global figurant dans les capitaux propres.

Risque sur actions lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des titres de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de titres de placement. La juste valeur des titres de placement est présentée à la note 7.

Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le tableau ci-dessous présente la VaR de la Banque par facteurs de risque ainsi que la VaR ayant subi une simulation de crise :

(en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le			Au	Aux	
	30 avril 2019			30 avril	31 janvier	30 avril
	Moyenne	Haut	Bas	2019	2019	2018
Écart de taux plus taux d'intérêt	9,6 \$	13,2 \$	8,2 \$	8,5 \$	9,8 \$	11,5 \$
Écart de taux	6,9	10,2	5,4	6,2	6,1	8,5
Taux d'intérêt	6,8	8,0	5,5	6,5	7,0	9,8
Titres de capitaux propres	3,3	4,7	2,2	4,1	4,2	3,5
Change	3,6	6,4	2,4	3,1	2,5	3,3
Marchandises	2,1	3,2	1,5	2,6	2,5	1,7
Spécifique à la dette	4,3	5,1	3,6	3,7	4,3	3,2
Effet de la diversification	(11,6)	s. o.	s. o.	(12,0)	(12,3)	(11,3)
VaR totale	11,3 \$	16,0 \$	9,2 \$	10,0 \$	11,0 \$	11,9 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	33,7 \$	41,1 \$	30,1 \$	32,0 \$	34,7 \$	48,5 \$

iv) Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation s'entend du risque de perte directe ou indirecte auquel est exposée la Banque en raison de l'insuffisance ou de l'échec de processus ou systèmes, d'erreurs humaines ou d'événements externes. Le risque d'exploitation comprend le risque juridique et réglementaire, le risque lié aux processus d'affaires et au changement, les manquements aux obligations de fiduciaire ou aux obligations d'information, les risques liés à la cybersécurité, la défaillance de la technologie, les crimes financiers et les risques environnementaux. Le risque d'exploitation est présent d'une façon ou d'une autre dans chacune des activités commerciales et de soutien de la Banque.

Le risque d'exploitation peut donner lieu à des pertes financières, à des sanctions réglementaires ainsi qu'à des atteintes à la réputation de la Banque. Celle-ci a mis au point des politiques, des procédures et des méthodes d'évaluation pour faire en sorte que le risque d'exploitation soit bien circonscrit et géré au moyen de contrôles efficaces.

b) Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Conformément à sa stratégie de gestion des risques, la Banque a choisi de désigner certains placements et passifs au titre de billets de premier rang comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net afin de réduire la non-concordance en matière de comptabilisation entre les variations de la juste valeur de ces instruments et les variations de la juste valeur des dérivés connexes, de même que les passifs financiers hybrides contenant un ou plusieurs dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte. Les variations de la juste valeur des passifs financiers découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, sans reclassement ultérieur en résultat net.

Le cumul des ajustements de la juste valeur découlant du risque de crédit propre à la Banque est déterminé à un moment donné au moyen d'une comparaison de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de ces passifs actualisée au taux de financement effectif de la Banque, et de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisée à un taux de référence.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs et des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de leur juste valeur.

(en millions de dollars)	Juste valeur			Variation de la juste valeur			Cumul des variations de la juste valeur ¹⁾		
	Aux			Pour les trimestres clos les			Aux		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018
Actifs									
Titres de placement ²⁾	14 \$	14 \$	13 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Passifs									
Passifs au titre de billets de premier rang ³⁾	10 919 \$	9 907 \$	6 575 \$	(774)\$	(176)\$	225 \$	(172)\$	602 \$	193 \$

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

2) Les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres ».

3) Les variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées sous « Autres éléments du résultat global ». Les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus tirés des activités de transaction ».

Le tableau suivant présente les variations découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque, de la juste valeur des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que leurs valeurs à l'échéance contractuelle et leurs valeurs comptables.

(en millions de dollars)	Passifs au titre de billets de premier rang					
	Valeur à l'échéance contractuelle ¹⁾	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour le trimestre découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Cumul des variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque ¹⁾	
Au 30 avril 2019	10 747 \$	10 919 \$	(172)\$	(43)\$	(79)\$	
Au 31 janvier 2019	10 509 \$	9 907 \$	602 \$	30 \$	(36)\$	
Au 30 avril 2018	6 768 \$	6 575 \$	193 \$	(7)\$	(50)\$	

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

c) Instruments financiers – juste valeur

Juste valeur des instruments financiers

Le calcul de la juste valeur est fondé sur la conjoncture du marché à un moment donné et peut par conséquent ne pas être représentatif des justes valeurs futures. La Banque a mis en place des contrôles et processus en vue d'assurer que l'évaluation des instruments financiers est déterminée de manière appropriée.

Se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 de la Banque pour connaître les techniques d'évaluation de la juste valeur de ses principaux actifs et passifs financiers.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le tableau qui suit indique la juste valeur des instruments financiers de la Banque et exclut les actifs non financiers comme les immobilisations corporelles, les participations dans des sociétés associées, les métaux précieux, le goodwill et les autres immobilisations incorporelles.

	Aux					
	30 avril 2019		31 janvier 2019		31 octobre 2018	
	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Juste valeur totale	Valeur comptable totale
<i>(en millions de dollars)</i>						
Actifs						
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	50 121 \$	50 121 \$	52 942 \$	52 942 \$	62 269 \$	62 269 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	117 140	117 140	106 956	106 956	100 262	100 262
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	14	14	14	14	12	12
Titres pris en pension et titres empruntés	126 090	126 090	127 959	127 959	104 018	104 018
Instruments financiers dérivés	31 358	31 358	32 161	32 161	37 558	37 558
Titres de placement – autres	61 214	61 214	57 335	57 335	57 653	57 653
Titres de placement – coût amorti	23 820	23 932	20 459	20 651	20 316	20 743
Prêts	588 619	583 815	568 656	566 105	553 758	551 834
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 823	12 823	18 737	18 737	16 329	16 329
Autres actifs financiers	12 761	12 761	13 079	13 079	10 913	10 913
Passifs						
Dépôts	712 949	712 282	690 101	690 879	674 535	676 534
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	10 919	10 919	9 907	9 907	8 188	8 188
Acceptations	12 833	12 833	18 746	18 746	16 338	16 338
Obligations liées aux titres vendus à découvert	29 957	29 957	31 621	31 621	32 087	32 087
Instruments financiers dérivés	33 176	33 176	35 970	35 970	37 967	37 967
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés	124 331	124 331	116 527	116 527	101 257	101 257
Débitures subordonnées	7 801	7 554	7 593	7 492	5 267	5 698
Autres passifs financiers	38 030	37 601	36 446	36 231	35 432	34 805

d) Hiérarchie des justes valeurs

La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est fournie par le prix coté sur un marché actif. L'utilisation de prix cotés non ajustés sur des marchés pour des instruments identiques donne lieu à une évaluation de niveau 1. Dans la mesure du possible, les évaluations sont fondées sur des prix cotés ou des données observables sur des marchés actifs.

Il n'est pas toujours possible d'obtenir un prix coté pour une opération de gré à gré, tout comme lorsque l'opération est effectuée sur un marché qui n'est pas liquide ou actif. Dans de telles circonstances, des modèles internes qui optimisent le recours à des données observables sont utilisés pour estimer la juste valeur. La technique d'évaluation choisie tient compte de tous les facteurs que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de la transaction. Lorsque toutes les données importantes des modèles sont observables, il s'agit alors d'une évaluation de niveau 2. Les instruments financiers négociés sur un marché peu actif sont évalués à l'aide de cours indicatifs, de la valeur actualisée des flux de trésorerie ou d'autres méthodes d'évaluation. Les estimations de la juste valeur ne tiennent pas compte des liquidations ou des ventes forcées.

Lorsque les instruments financiers sont négociés sur un marché inactif ou lorsque des modèles sont utilisés dans une situation où il n'existe pas de paramètres observables, la direction doit exercer davantage de jugement dans son évaluation. Les évaluations qui nécessitent l'utilisation de nombreuses données non observables sont considérées comme étant de niveau 3.

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des évaluations de la juste valeur et les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente.

Aux

(en millions de dollars)	30 avril 2019				31 janvier 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente								
Actifs								
Métaux précieux¹⁾	– \$	3 504 \$	39 \$	3 543 \$	– \$	3 608 \$	14 \$	3 622 \$
Actifs détenus à des fins de transaction								
Prêts	–	13 104	–	13 104	–	13 161	–	13 161
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	13 514	1 789	–	15 303	12 497	1 843	–	14 340
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	6 892	–	6 892	–	10 043	–	10 043
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	10 974	–	–	10 974	9 070	–	–	9 070
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	3 793	2 847	–	6 640	3 068	2 161	–	5 229
Titres de sociétés et autres titres de créance	3	9 714	15	9 732	8	9 548	18	9 574
Fonds de revenu	35	–	–	35	31	–	–	31
Titres de capitaux propres	52 830	719	–	53 549	44 499	261	–	44 760
Autres ²⁾	911	–	–	911	748	–	–	748
	82 060 \$	38 569 \$	54 \$	120 683 \$	69 921 \$	40 625 \$	32 \$	110 578 \$
Actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres de placement³⁾	14 \$	– \$	– \$	14 \$	14 \$	– \$	– \$	14 \$
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	6 350	2 565	–	8 915	5 186	2 646	–	7 832
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	241	2 763	–	3 004	237	3 291	–	3 528
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	22 198	507	–	22 705	20 218	473	–	20 691
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	8 284	10 531	31	18 846	9 827	9 830	31	19 688
Titres de sociétés et autres titres de créance	188	1 698	16	1 902	230	1 944	17	2 191
Titres hypothécaires	–	3 787	–	3 787	–	1 600	–	1 600
Titres de capitaux propres	1 033	246	776	2 055	833	271	701	1 805
	38 294 \$	22 097 \$	823 \$	61 214 \$	36 531 \$	20 055 \$	749 \$	57 335 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	– \$	10 459 \$	29 \$	10 488 \$	– \$	9 934 \$	46 \$	9 980 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	2	16 773	–	16 775	–	18 771	–	18 771
Contrats sur titres de capitaux propres	778	890	2	1 670	578	221	2	801
Contrats de crédit	–	189	–	189	–	307	–	307
Contrats sur marchandises	8	2 228	–	2 236	68	2 234	–	2 302
	788 \$	30 539 \$	31 \$	31 358 \$	646 \$	31 467 \$	48 \$	32 161 \$
Passifs								
Dépôts⁴⁾	– \$	(51) \$	– \$	(51) \$	– \$	(205) \$	– \$	(205) \$
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	10 919	–	10 919	–	9 907	–	9 907
Obligations liées aux titres vendus à découvert	25 327	4 630	–	29 957	26 434	5 187	–	31 621
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	–	10 580	20	10 600	–	10 761	32	10 793
Contrats de change et contrats sur l'or	1	16 502	–	16 503	3	18 186	–	18 189
Contrats sur titres de capitaux propres	865	2 629	2	3 496	967	2 712	7	3 686
Contrats de crédit	–	56	–	56	–	58	–	58
Contrats sur marchandises	–	2 521	–	2 521	26	3 218	–	3 244
	866 \$	32 288 \$	22 \$	33 176 \$	996 \$	34 935 \$	39 \$	35 970 \$

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme.

2) Représente les actifs liés à l'énergie.

3) Compte non tenu de titres de créance évalués au coût amorti de 23 932 \$ (31 janvier 2019 – 20 651 \$).

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets structurés.

Au 31 octobre 2018

(en millions de dollars)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente				
Actifs				
Métaux précieux¹⁾	– \$	3 175 \$	16 \$	3 191 \$
Actifs détenus à des fins de transaction				
Prêts	–	14 334	–	14 334
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	13 003	–	–	13 003
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	10 159	–	10 159
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	7 164	–	–	7 164
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	4 610	1 833	–	6 443
Titres de sociétés et autres titres de créance	3	8 984	18	9 005
Fonds de revenu	29	–	–	29
Titres de capitaux propres	39 513	158	–	39 671
Autres ²⁾	454	–	–	454
	64 776 \$	38 643 \$	34 \$	103 453 \$
Actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net				
	12 \$	– \$	– \$	12 \$
Titres de placement³⁾				
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	6 373	2 518	–	8 891
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	366	3 986	–	4 352
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	18 472	669	–	19 141
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	10 457	9 485	48	19 990
Titres de sociétés et autres titres de créance	732	1 818	13	2 563
Titres hypothécaires	–	906	–	906
Titres de capitaux propres	838	263	709	1 810
	37 238 \$	19 645 \$	770 \$	57 653 \$
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	– \$	8 927 \$	112 \$	9 039 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	5	22 197	–	22 202
Contrats sur titres de capitaux propres	797	1 556	8	2 361
Contrats de crédit	–	349	–	349
Contrats sur marchandises	92	3 515	–	3 607
	894 \$	36 544 \$	120 \$	37 558 \$
Passifs				
Dépôts⁴⁾				
	– \$	(401) \$	– \$	(401) \$
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net				
	–	8 188	–	8 188
Obligations liées aux titres vendus à découvert				
	24 563	7 524	–	32 087
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	–	11 012	74	11 086
Contrats de change et contrats sur l'or	–	20 537	–	20 537
Contrats sur titres de capitaux propres	1 057	1 884	5	2 946
Contrats de crédit	–	70	–	70
Contrats sur marchandises	34	3 294	–	3 328
	1 091 \$	36 797 \$	79 \$	37 967 \$

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme.

2) Représente les actifs liés à l'énergie.

3) Compte non tenu de titres de créance évalués au coût amorti de 20 743 \$.

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets structurés.

Variations de la juste valeur des instruments de niveau 3

Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs au 30 avril 2019 englobent certains métaux précieux, certaines obligations de gouvernements étrangers, des obligations de sociétés structurées, des placements dans des titres de capitaux propres d'entités fermées et des dérivés complexes.

Le tableau qui suit résume les variations se rapportant aux instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour le trimestre clos le 30 avril 2019.

Les soldes positifs représentent des actifs, alors que les soldes négatifs représentent des passifs. En conséquence, les montants positifs indiquent des achats d'actifs ou des règlements de passifs, alors que les montants négatifs indiquent des ventes d'actifs ou des émissions de passifs.

Au 30 avril 2019

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre	Variation des profits (pertes) latents comptabilisés en résultat pour les instruments toujours détenus ¹⁾
Métaux précieux	14 \$	– \$	– \$	25 \$	– \$	– \$	39 \$	– \$
Actifs détenus à des fins de transaction	14	–	–	25	–	–	39	–
Titres de sociétés et autres titres de créance	18	–	–	–	(7)	4	15	–
Titres de placement	18	–	–	–	(7)	4	15	–
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	31	–	–	–	–	–	31	s. o.
Titres de sociétés et autres titres de créance	17	–	3	–	–	(4)	16	s. o.
Titres de capitaux propres	701	5	14	92	(36)	–	776	5
Actifs sous forme d'instruments financiers dérivés	749	5	17	92	(36)	(4)	823	5
Contrats de taux d'intérêt	46	(16)	–	–	(1)	–	29	(16)
Contrats sur titres de capitaux propres	2	–	–	–	–	–	2	– ²⁾
Passifs sous forme d'instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	(32)	11	–	–	1	–	(20)	11 ³⁾
Contrats sur titres de capitaux propres	(7)	3	–	–	–	2	(2)	3 ²⁾
	9	(2)	–	–	–	2	9	(2)
Total	790 \$	3 \$	17 \$	117 \$	(43)\$	2 \$	886 \$	3 \$

1) Ces montants représentent les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur des instruments de niveau 3 toujours détenus à la clôture de la période qui sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net.

2) Certains profits latents et certaines pertes latentes sur les actifs et passifs dérivés sont compensés en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché d'autres instruments pris en compte dans les revenus tirés des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net, ces instruments agissant comme couverture économique à l'égard de certains actifs et passifs dérivés.

3) Certaines pertes latentes sur les dérivés sur taux d'intérêt sont compensées en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché de dérivés incorporés à certains passifs dépôts à l'état consolidé du résultat net.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour les trimestres clos le 31 janvier 2019 et le 31 octobre 2018.

Au 31 janvier 2019							
(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat ¹⁾	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
Métaux précieux	16 \$	– \$	– \$	– \$	(2)\$	– \$	14 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	18	–	–	–	–	–	18
Titres de placement	770	12	11	85	(99)	(30)	749
Instruments financiers dérivés	41	(27)	–	1	(2)	(4)	9

1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des pertes ou des profits se rapportant à des couvertures connexes de niveau 1 ou 2.

Au 31 octobre 2018							
(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat ¹⁾	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
Métaux précieux	11 \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	– \$	16 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	20	–	–	–	(2)	–	18
Titres de placement	750	9	–	70	(39)	(20)	770
Instruments financiers dérivés	28	2	–	–	–	11	41

1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des profits ou des pertes se rapportant à des couvertures connexes de niveau 1 ou 2.

Transferts importants

Des transferts importants peuvent survenir entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs lorsque de nouvelles informations ou des informations supplémentaires ou plus précises visant les données servant à l'évaluation et le caractère observable de ces dernières deviennent disponibles. La Banque comptabilise les transferts d'un niveau de la hiérarchie des justes valeurs vers un autre à la clôture de la période de communication de l'information au cours de laquelle ils surviennent.

Il n'y a eu aucun transfert important vers ou depuis le niveau 3 au cours des trimestres clos le 30 avril 2019, le 31 janvier 2019 et le 31 octobre 2018.

Sensibilité du niveau 3

La Banque exerce son jugement pour déterminer quelles données non observables sont utilisées pour calculer la juste valeur des instruments de niveau 3. Se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2018 de la Banque pour une description des données non observables importantes des instruments de niveau 3 et de l'incidence potentielle qu'une variation de chaque donnée non observable pourrait avoir sur l'évaluation de la juste valeur. Il n'est survenu aucun changement important aux sensibilités du niveau 3 au cours du trimestre.

21. Impôt sur le résultat

En novembre 2016, la Banque a reçu du gouvernement fédéral un avis de nouvelle cotisation s'élevant à 179 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts par suite du refus de l'Agence du revenu du Canada de permettre la déduction de certains dividendes canadiens reçus au cours de l'année d'imposition 2011. En août 2017, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation de 185 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts pour l'année d'imposition 2012. Les modalités des dividendes visés par l'avis de nouvelle cotisation sont semblables à celles couvertes de façon prospective par des règles promulguées récemment qui avaient été proposées dans le budget fédéral canadien de 2015. En juin 2018, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation s'élevant à 211 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts pour les mêmes raisons à l'égard de l'année d'imposition 2013. La Banque est convaincue que ses déclarations fiscales étaient appropriées et conformes aux dispositions pertinentes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position.

22. Acquisitions et cessions

Acquisitions

Acquisitions réalisées au cours de la période

a) Banco Dominicano del Progreso, République Dominicaine

Le 1^{er} mars 2019, la Banque a réalisé l'acquisition annoncée précédemment de 97,44 % de Banco Dominicano del Progreso, en République dominicaine, après avoir obtenu l'approbation des organismes de réglementation. Les activités acquises sont prises en compte dans le secteur Opérations internationales.

À l'acquisition, des actifs d'environ 1,8 milliard de dollars (essentiellement des prêts) et des passifs de 1,4 milliard de dollars (essentiellement des dépôts) ont été comptabilisés. Des ajustements subséquents seront apportés pendant la période d'évaluation, au cours de laquelle la Banque terminera son estimation de la juste valeur des actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles, et des passifs repris.

b) Banco Cencosud, Pérou

Le 1^{er} mars 2019, la Banque a réalisé l'acquisition annoncée précédemment de la participation donnant le contrôle de 51 % dans Banco Cencosud, après avoir obtenu l'approbation des organismes de réglementation. Les activités acquises sont prises en compte dans le secteur Opérations internationales.

À l'acquisition, des actifs d'environ 0,4 milliard de dollars (essentiellement des prêts) et des passifs de 0,3 milliard de dollars (essentiellement des dépôts) ont été comptabilisés. Des ajustements subséquents seront apportés pendant la période d'évaluation, au cours de laquelle la Banque terminera son estimation de la juste valeur des actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles, et des passifs repris.

Détermination de la juste valeur des actifs nets identifiables réalisée au cours de la période

a) Activités de services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises de Citibank en Colombie

Le 30 juin 2018, la filiale colombienne de la Banque, Scotiabank Colpatría S.A. a réalisé l'acquisition des activités de services aux particuliers (opérations bancaires courantes et cartes de crédit) et aux petites et moyennes entreprises de Citibank en Colombie. Les activités acquises sont prises en compte dans le secteur Opérations internationales.

À l'acquisition, des actifs d'environ 2,0 milliards de dollars (essentiellement des prêts) et des passifs de 1,4 milliard de dollars (essentiellement des dépôts) ont été comptabilisés. Au cours du trimestre, la Banque a terminé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. L'acquisition n'a pas d'incidence importante pour la Banque.

Cessions*Cessions ayant une incidence sur la période à l'étude*

a) Scotia Crecer AFP et Scotia Seguros – activités liées aux caisses de retraite et aux assurances en République dominicaine

Le 30 avril 2019, la Banque a conclu la vente de Scotia Crecer AFP et de Scotia Seguros, soit ses activités liées aux caisses de retraite et aux assurances en République dominicaine, lors de l'obtention des approbations des organismes de réglementation et de la satisfaction des conditions de clôture. Tous les actifs et les passifs connexes à ces activités ont été décomptabilisés à la date de clôture et un profit net d'environ 273 millions de dollars après impôt a été inscrit au cours du trimestre à l'étude sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres » et comptabilisé dans le secteur « Autres ».

b) Activités d'assurance et de services bancaires au Salvador

Le 8 février 2019, la Banque a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant la vente de ses activités liées aux services bancaires et aux assurances au Salvador, y compris Scotiabank El Salvador, ses filiales et Scotia Seguros, sous réserve des approbations des autorités de réglementation et des conditions de clôture.

Cette transaction a satisfait à toutes les dispositions en matière de comptabilité au titre des actifs détenus en vue de la vente et une perte d'environ 132 millions de dollars après impôt, laquelle représente la valeur comptable du goodwill lié à ces activités, a été inscrite au cours du trimestre à l'étude sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres » et comptabilisée dans le secteur « Autres ». La clôture de la transaction devrait avoir lieu avant la clôture de l'exercice.

Cessions annoncées antérieurement

Les cessions annoncées antérieurement présentées ci-après n'ont eu aucune incidence sur les résultats financiers de la Banque à ce jour.

a) Activités liées aux assurances et aux services bancaires dans les Antilles

Le 27 novembre 2018, la Banque a annoncé que ses filiales en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago allaient vendre leurs activités d'assurance. La Banque va s'associer à l'acheteur pour offrir une gamme élargie de produits et services d'assurance aux clients en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago.

Le 27 novembre 2018, la Banque a également annoncé qu'elle avait conclu une entente avec une autre partie visant la vente de ses activités bancaires dans neuf marchés secondaires dans les Antilles (Anguilla, Antigua, Dominique, Grenade, Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin et Saint-Vincent-et-les Grenadines).

Ces cessions sont assujetties aux approbations des organismes de réglementation et aux conditions de clôture.

b) Thanachart Bank, Thaïlande

Le 26 février 2019, la Banque a annoncé la conclusion d'un protocole d'entente non exécutoire avec un certain nombre de parties qui, en cas de réalisation, entraînerait la cession par la Banque de sa participation dans Thanachart Bank Public Company Limited, en Thaïlande, en plus de réduire considérablement la participation de la Banque dans une banque combinée (fusion de la Thanachart Bank et de TMB Bank Public Company Limited). La Banque recevra un produit, ce qui devrait donner lieu à un profit sur la vente. Toutes les transactions envisagées dans le protocole d'entente demeurent assujetties à un contrôle diligent, à la négociation et l'élaboration de la documentation définitive (y compris les modalités) par les parties ainsi qu'à l'approbation des organismes de réglementation. Rien ne garantit que les parties parviendront à une entente définitive et que les transactions seront menées à terme.

INFORMATION À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Pour ce faire, il suffit d'écrire à l'Agent des transferts.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux actionnaires ordinaires et privilégiés d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en trésorerie sans avoir à acquitter de frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent des transferts.

Dates de paiement des dividendes pour 2019

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier 2019	29 janvier 2019
2 avril 2019	26 avril 2019
2 juillet 2019	29 juillet 2019
1 ^{er} octobre 2019	29 octobre 2019

Offre de rachat dans le cours normal des activités

Un exemplaire de l'avis d'intention visant le lancement de l'offre de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le service Relations avec les investisseurs au 416-775-0798 ou à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Site Web

Pour obtenir des renseignements concernant la Banque Scotia et ses services, visitez notre site Web, au www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 28 mai 2019, à 8 h 00 (heure avancée de l'Est) et devrait durer environ une heure. Les parties intéressées sont invitées à accéder à la conférence directement, en mode écoute seulement, par téléphone en composant le 647-484-0474 ou le 1-888-378-4398 (sans frais) et en utilisant le code d'accès 478364, suivi du carré (#) (veuillez téléphoner un peu avant 8 h 00 (heure avancée de l'Est)). Une diffusion audio sur le Web avec les diaporamas afférents sera accessible par l'intermédiaire de la page Relations avec les investisseurs, au www.banquescotia.com. Une période de questions suivra la présentation des résultats par la haute direction de la Banque Scotia.

Une transmission différée par téléphone de la conférence téléphonique sera disponible du 28 mai 2019 au 12 juin 2019, en composant le 647-436-0148 ou le 1-888-203-1112 (sans frais en Amérique du Nord) et le code d'accès 2950667, suivi du carré (#). La diffusion audio sur le Web sera disponible sur le site Web de la Banque pendant trois mois.

Coordonnées

Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs institutionnels qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza – 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-775-0798
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias doivent être adressées au service Communications mondiales, à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-775-0828
Courriel : corporate.communications@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, les dividendes, les transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 8^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-877-982-8767
Télécopieur : 1-888-453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company N.A.
250 Royall Street
Canton, MA 02021, U.S.A.
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le Secrétariat général :

Banque Scotia
Scotia Plaza – 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-3672
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

